




Emirates



ROLEX

COSMOGRAPH DAYTONA

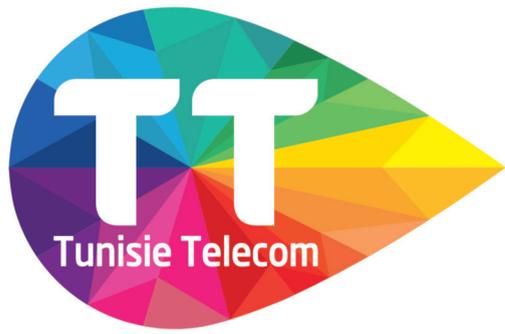
Puisant ses origines dans l'histoire des sports automobiles et de l'horlogerie,
ce chronographe légendaire a été créé pour la course.
Bien plus qu'une montre, un témoin de son temps.

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475



OYSTER PERPETUAL COSMOGRAPH DAYTONA



La vie est émotions

Tunisie Telecom Le numéro 1 dans le cœur des tunisiens

Opérateur pionnier avec le meilleur réseau dans le pays.



www.tunisiatelecom.tn

Ces contre-feux...éteints

L'édito

“**A**ttention danger ! Face à la dégradation continue de son image, la Tunisie semble résignée, incapable de réagir. S'il n'est pas salafiste, le Tunisien est, aux yeux du monde, terroriste, immigré clandestin, dealer, assassin de la voisine, agresseur de vieilles dames, brigand, que sais-je encore ! Aussi brillants qu'ils puissent l'être, que ce soit en médecine, en sciences physiques, mathématiques et autres disciplines, beaucoup de nos compatriotes sont tout simplement occultés, victimes de l'amalgame.

Jadis sous le charme de la Tunisie et des Tunisiens, le monde s'en est rapidement dépris. Comme si nous étions à l'origine de tous les malheurs de la planète. Attisé par des médias populistes, ce faux procès se trouve nourri d'abord par les nôtres, mais aussi par ceux qu'on croyait des amis et des alliés à l'étranger.

Avec beaucoup de cynisme et de schizophrénie, certains de nos dirigeants politiques donnent libre cours à longueur de tribunes et de déclarations à la presse étrangère à un discours clivant, exhalant la haine et la rancune. Ils exportent au monde, sans le moindre scrupule, leurs attaques contre leurs rivaux, remettant en cause les avancées accomplies, entretenant ainsi un climat délétère propice à la violence et aux tentatives de déstabilisation des contrebandiers et autres hors-la-loi. Ils ne font que jeter de l'huile sur le feu déjà allumé à l'étranger par ceux qui se croient autorisés à juger de la réalité de la Tunisie, sans se demander qui en sont le plus responsables, ni mettre en exergue ses potentialités.

A la limite, une certaine presse européenne est libre de ses sentiments, même si on doit se demander ce que nous avons fait, en toute éthique, pour réduire leur capacité de nuisance. Mais que des députés, comme récemment en France, Guy Tessier et Jean Glavany, versent dans la stigmatisation, cela doit nous interpeller. De la réalité, ils n'ont perçu qu'un pan. Du potentiel, ils ont omis l'essentiel. C'est leur liberté. C'est notre responsabilité.

Pour certaines grandes puissances, la Tunisie est perçue essentiellement comme un foyer de terroristes, voire comme l'ultime rempart qui protège l'Europe contre l'immigration

clandestine et l'afflux des terroristes. Au pire, l'ignorer, s'en détourner, s'en prémunir. Au mieux, renforcer son rôle de garde-côtes. Pour les voraces dans le monde des affaires, notre pays ne vaut que par les contrats juteux qu'il pourrait leur concéder. Pendant qu'on y est, pourquoi n'exigeraient-ils pas ouvertement une discrimination positive en leur faveur ?

Les dégâts en matière d'image sont catastrophiques : tourisme, investissement et candidats au voyage en sont les toutes premières victimes. Dès lors, qui se hasarderait à venir chez nous en vacancier ou pour y investir ? L'impact — convenons-en — est immédiat sur les comptes de la nation. La dépréciation de l'image d'un pays, d'un peuple, d'une nation ne se limite cependant pas à l'immédiat. Il faut compter au moins une génération — 25 ans — pour qu'on puisse espérer la voir se redresser. Par nos actes, par notre silence, nous ne scellons pas uniquement notre sort, nous condamnons aussi et surtout les générations futures.

C'est là une responsabilité de l'Etat ! Le capital-image, c'est l'essence même du capital-pays. On ne se mesure plus à l'aune de la population, de la superficie, du PNB ou du taux de croissance, mais à celle de l'image de marque, de l'attractivité, de l'appréciation...

On doit reconnaître que face à cette débandade tous azimuts, l'Etat est défaillant. Ni vision, ni stratégie, ni structures, ni compétences, ni budgets dédiés. A Carthage, comme à la Kasbah, on pare au plus pressé ! Au ministère des Affaires étrangères, la diplomatie publique reste un vœu pieux. Les ambassades et les consulats à l'étranger sont-ils suffisamment outillés pour s'acquitter de cette tâche fondamentale qui est la leur, avec l'efficacité requise ? Les ministères du Tourisme et de l'Investissement, l'Ontt, la Fipa et le Cepex aussi. Il en va de même pour tous les autres départements concernés.

C'est contre-feux éteints que le pays semble avancer. Mais l'Etat n'est pas le seul responsable. Il doit rallier à cette œuvre de valorisation de l'image de la Tunisie la classe politique, les élites et les acteurs économiques et sociaux, tant il est vrai que ce qui est en jeu, c'est en fin de compte notre capital commun. «*Tirons notre courage de notre désespoir même*», disait Sèneque. ■

T.H.

• Par Taoufik Habache



Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

CONSEILLER

Hédi Behi

COLLABORATEURS

- Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb
- Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi
- Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz
- Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi
- Mohamed Jaoua • Dr Essedik Jeddi • Elyès Jouini • Emna Kallel
- Noureddine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi
- Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla
- Ahmed Ounaies • Mehdi Taj • Habib Touhami • Riadh Zghal
- Dr Saadeddine ZMerli • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raid Bouaziz
(Designer)

Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS

Leaders - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

- Habib Abbassi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa
- Najah Kharraz • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif
- Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333

abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn



Disponible sur

الخطوط التونسية
TUNISAIR

S O M M A I R E



P.28



« Cette visite du président Caïd Essebsi à Rome est plus qu'utile : nécessaire, à plus d'un titre, Porteuse d'accords importants, elle vient surtout redresser l'image de la Tunisie en Italie, restaurer la confiance entre les deux pays et mettre en valeur tout le potentiel qu'offre notre pays ». →

” P.40



« Je veux réactiver l'ascenseur social pour les jeunes Tunisiens. » Telle est en substance l'ambition majeure que poursuit Hazem Ben Gacem, 46 ans, originaire de Béni Khalled et banquier d'affaires diplômé de Harvard. →

” P.60

En couverture

- 18** La Tunisie face à ses grandes crises : les voies de sortie
Par Mahmoud Ben Romdhane

Nation

- 22** Marine nationale - Vedettes ultrarapides et stations radars : un renfort de taille
- 26** Tunisie - Italie : Que d'opportunités à saisir !
- 30** Moez Sinaoui, ambassadeur de Tunisie à Rome : Rétablir la confiance, renforcer la coopération
- 36** Raimondo De Cardona, ambassadeur d'Italie à Tunis : L'Italie déterminée à accompagner la Tunisie
- 40** Mourad Fradi, président de la Chambre de commerce et d'industrie tuniso-italienne : «Nous pouvons faire au moins le double»
- 42** Tunisie-Italie : Déjà, depuis les temps reculés de l'antiquité
Par Ammar Mahjoubi
- 44** Une relation méditerranéenne deux fois millénaire : la Tunisie et la Sicile
Par Mohamed-El Aziz Ben Achour
- 54** Ces Italiens de Tunisie
Par Silvia Finzi
- 60** Hazem Ben Gacem : de Béni Khalled à Harvard
- 62** nextProtein : les protéines de demain sont dans les insectes !
Par Néjiba Belkadi

- 68** Sur les traces d'Amira Yahyaoui Chaima Bouhlel : de Harvard à la présidence d'al Bawsala ?

- 72** Général Habib Ammar : récit de vie et témoignage capital

- 78** La Tunisie de l'An VII : Existe-t-il un «calendrier révolutionnaire tunisien» ?
Par Fadhel Moussa

Economie

- 82** Aziz Ben Slimane : Meubles Intérieurs Monsieur 100.000 bureaux, 1 million de chaises... et plus

Société

- 86** Tabarka en hiver ? Exceptionnelle Cigale
- 91** Lamia Rezgui : Coqueluche de la radio américaine
- 94** Palmyre/Tadmur
Par Ammar Mahjoubi
- 103** Moncef Kaak : la Sécurité sociale dans les gènes
- 107** Le Cicr perd un ami et un volontaire infatigable de la cause humanitaire
- 109** Dr Tahar Cheniti : l'humanitaire, l'humain

Billet

- 112** Le vieil homme et la Rolls
Par Hédi Béhi



“ Les mémoires du général Habib Ammar étaient très attendues par les lecteurs pour recueillir un témoignage de première main sur les circonstances précises du «coup d'Etat médical» du 7 novembre 1987 et la prise d'assaut du Palais de Carthage. → ”

P.72



“ A 33 ans, Aziz Ben Slimane sera le plus jeune dirigeant d'entreprise à introduire sa société – Meubles Intérieurs – à la Bourse de Tunis. Assurant la relève de son père, Hatem, architecte de renom, qui s'était épris dès 1988 des meubles d'intérieur avant de se consacrer au mobilier de bureau, il perpétue une véritable saga. → ”

P.82



“ Si les Tunisiens ne sont pas familiers avec son nom, Lamia Rezgui est l'une des coqueluches de l'univers médiatique arabophone de l'autre côté de l'Atlantique. → ”

P.91



«Errais»

Après avoir répondu aux questions d'Arlette Chabot pour un livre d'entretiens destiné au public francophone, c'est à un journaliste tunisien, Mondher Bedhiafi, que le président Béji Caïd Essebsi a accepté de se confier. Au fil d'une dizaine d'entretiens en profondeur, les propos ont porté sur l'exercice du magistère, avec retour sur des étapes marquantes du parcours, les grandes balises de l'histoire récente de la Tunisie. L'ensemble est nourri de témoignages de personnalités qui connaissent BCE de longue date et de l'analyse de documents significatifs. Conçu à la manière de nombre de livres du même genre récemment parus en Europe, structuré autour de thèmes centraux alimentés au fur et à mesure des propos recueillis, le livre de Bedhiafi s'annonce parmi les stars de la Foire du livre du mois de mars prochain.

Pour la première fois à Bagdad

Le 8 mars prochain fera date dans la relance des relations de la Tunisie avec l'Irak. Pour la première fois depuis la chute de Saddam Hussein, une délégation officielle de haut niveau, conduite par le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, se rendra en effet à Bagdad, à la faveur de la tenue de la haute commission mixte. Il sera accompagné à cette occasion par une forte délégation d'hommes d'affaires dans le cadre d'une mission animée par Mounir Mouakhar, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Tunis, fin connaisseur de l'Irak.

Jhinaoui connaît bien son homologue irakien, Dr Ibrahim Al Jaafari, qui était venu à Tunis en février 2016. Il s'agit aujourd'hui, au-delà des concertations politiques et des questions sécuritaires, de rouvrir la voie aux échanges commerciaux et à l'attraction en Tunisie d'investisseurs et de patients irakiens. La question de la vingtaine de détenus tunisiens restés dans les prisons sera également à l'ordre du jour. A noter que depuis le décès de Samir Jemai, chargé d'affaires de Tunisie à Bagdad, notre ambassade reste encore sans titulaire. Tout comme nombre d'autres postes restés vacants.





RACING IN STYLE.

WORLD SPONSOR AND OFFICIAL TIMEKEEPER SINCE 1988.

**1000
MIGLIA** >

MILLE MIGLIA 2016 XL RACE EDITION (168580-3001). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 03.05-C

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475

RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555

C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

MILLE MIGLIA

Chopard



Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475

RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555

C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

ACCESSORIES
Chopard

Le pari gagné de Hassine Abassi

Sans heurts ni ruptures, relève assurée en douceur au commandement de l'Uggt. Hassine Abassi, 72 ans (né en 1944 à Sbikha, dans le Kairouanais), passe allègrement le témoin à Noureddine Taboubi, (57 ans, originaire de Béja). Abassi était

instituteur et Taboubi agent à la société Ellouhoum, tous deux issus de la base militante et fidèle à la ligne d'Habib Achour, héritée de Farhat Hached.

La transition n'était pas facile à assurer. Comment préserver l'unité de la centrale syndicale,

renforcer la cohérence de ses dirigeants et raboter l'ambition dévorante des ultras ? Un enjeu crucial. L'essentiel est surtout de maintenir l'Uggt dans son rôle d'acteur majeur incontournable, régulateur, s'il le faut, du dialogue national et animateur de la gouvernance sociale. Lourde tâche pour Taboubi et ses camarades.



Composition du nouveau bureau exécutif de l'UGTT

- **Noureddine Taboubi**, Secrétaire général
- **Kamel Saad**, Secrétaire général adjoint chargé du règlement intérieur
- **Bouali Mbarki**, Secrétaire général adjoint chargé de l'Administration et des Finances
- **Slaheddine Selmi**, Secrétaire général adjoint chargé du secteur public
- **Moneïm Amira**, Secrétaire général adjoint chargé de la Fonction Publique
- **Hfaïedh Hfaïedh**, Secrétaire général adjoint chargé de la législation et du contentieux
- **Mohamed Ali Boughdiri**, Secrétaire général adjoint chargé du secteur privé
- **Naïma Hammami**, Secrétaire général adjointe chargée des relations internationales
- **Sami Tahri**, Secrétaire général adjoint chargé de l'information et de l'édition
- **Mohamed Msalmi**, Secrétaire général adjoint chargé de la formation
- **Abdelkarim Jrad**, Secrétaire général adjoint chargé de la santé et de la couverture sociale
- **Anouar Ben Gaddour**, Secrétaire général adjoint chargé des études et de la documentation
- **Samir Cheffi**, Secrétaire général adjoint chargé de la femme, de la jeunesse et des associations



L'enfer de la Kasbah ?

Tous ceux qui avaient occupé le palais du gouvernement à la Kasbah disent que sous la pression du quotidien, ce fut parfois l'enfer. « Nullement pour moi, du moins, relativisé à Leaders Habib Essid. C'était somme toute assez serein, malgré quelques zones de turbulences générales. Le plus dur, c'était plutôt quand j'étais au ministère de l'Intérieur, en 2011. Je ne compte plus le nombre de nuits que j'ai dû y passer. » Rappelé d'urgence par Béji Caïd Essebsi pour succéder en mars 2011 à l'éphémère ministre Farhat Rajhi, Essid devait rattraper de justesse un département régional sur la pointe du basculement dans le néant, puis préparer les conditions nécessaires à l'organisation des élections du 23 octobre pour la Constituante...

Aujourd'hui, Habib Essid est loin de tout ce vacarme. Heureux d'avoir cueilli ses olives dans son verger de Borj El Amri, et en tirer une huile de bonne qualité.



Surprenant, Lotfi Zitoun ?

En mode séduction ou sincèrement engagé ? Lotfi Zitoun, le plus proche des conseillers de Rached Ghannouchi depuis leurs 21 années d'exil en commun à Londres, a surpris plus d'un. Rompant avec le conservatisme d'Ennahdha, il a appelé à la dépénalisation de la consommation des drogues douces. Dans une tribune libre confiée à Leaders, il écrit : *« Il est aujourd'hui de notre responsabilité de dirigeants de dépénaliser purement et simplement la consommation de produits aujourd'hui illicites et de nous concentrer sur d'autres sujets prioritaires comme l'éducation ou le travail ».*

Au sujet de l'invitation adressée par le président Caïd Essebsi à son homologue égyptien Abdelfettah Sissi, et contrairement à Mohamed Ben Salem, Zitoun n'y exprime aucune objection, trouvant la formule appropriée pour le dire. *« Les affaires étrangères sont du ressort du président de la République, ses invités seront ceux de la Tunisie. »*

Deux nouveaux patrouilleurs 100% tunisiens

Le pli est maintenant pris. Après avoir réussi la construction en août dernier du premier patrouilleur à 100% tunisien, la Marine nationale réitère sa confiance aux chantiers navals de la SCINE (Sfax) et lui confie une nouvelle commande portant sur deux unités similaires. Une aubaine, gagnant-gagnant pour les deux parties.

Déjà, le premier qui a repris le nom de l'Istiklal, est dédié à la surveillance côtière pour préserver les eaux territoriales de toute intrusion, lutter contre la pêche illégale et l'infiltration du terrorisme par voie maritime et s'opposer à l'émigration clandestine. Avec 80 tonnes, un équipage de 12 personnes, et une vitesse allant jusqu'à 25 nœuds, il est doté d'un système de propulsion en hydrojet, assuré par des moteurs Rolls Royce. Fortes de cette expérience, la Marine nationale et la SCIN feront cette fois plus et mieux.



33
DESTINATIONS

à partir de
350
DT
TTC
Aller/Retour

LES PROMOS
JAWI



Offre valable du 16 Janvier au 31 Janvier 2017
Période de Voyage du 16 Janvier au 25 Mars 2017
Tarif hors frais de services, selon la disponibilité des sièges, soumis à conditions
Offre disponible sur tunisair.com et votre agence habituelle.

La France, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, le Royaume-Uni, la Belgique,
les Pays-Bas, l'Autriche, la Serbie, la République Tchèque, la Turquie, le Liban, l'Egypte et le Maroc.

tunisair.com

GET CLOSER

الخطوط التونسية
TUNISAIR

Diplomatie

Nouvel ambassadeur de Tunisie à l'étranger

- **Abdelaziz Rassaa**, ambassadeur en France

Nouveaux ambassadeurs accrédités à Tunis

- **Isaac Roberto Torres Barrios**, ambassadeur de la République de Cuba
- **Louise Amanda De Sousa**, ambassadrice du Royaume-Uni
- **Saad Bin Nasser Abdallah Barid Al Hamidi**, ambassadeur du Qatar
- **Bahareddine Haroune Brahim**, ambassadeur du Tchad, avec résidence à Alger

Ministère de la Fonction Publique et de la Gouvernance

- **Mohamed Imed Touibi**, Chef de cabinet

Ministère des Affaires étrangères

- **Mohamed Ben Ayed**, ministre plénipotentiaire chargé de mission au cabinet du ministre
- **Tarek Azzouz**, ministre plénipotentiaire hors classe chargé de mission au cabinet du ministre

Ministère du Transport

- **Elyes Lemneki**, P.D.G. de Tunisair



- **Sarra Rejeb, P.D.G.** ; de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (Sncft)

- **Abderraouf Essaleh, P.D.G.** de la Société régionale de transport de Jendouba

Secrétariat des Domaines de l'Etat

- **Lazhar Jouili**, chargé du Contentieux de l'Etat
- **Mounir Ferchichi**, président de la Commission des confiscations
- **Habib Jeridi**, directeur général des Services communs
- **Rjab Besrou**, chargé de mission au cabinet

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Energies renouvelables

- **Moncef Harrabi, P.D.G.** de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (Steg)

Ministère des Affaires culturelles

- **Rim Rouis**, chef de cabinet
- **Ali Marmouri**, directeur général de la Fondation nationale pour le développement des festivals et des manifestations culturelles et artistiques
- **Taoufik Aloui**, directeur général de l'Institut de traduction de Tunis
- **Anis Meddeb**, directeur général du Centre de musique arabe et méditerranéenne
- **Youssef Ben Brahim**, directeur général de l'Organisme tunisien des droits d'auteur et des droits voisins (Otdav)
- **Saima Mzoughi**, chargée de mission

Etablissement de la Radio tunisienne

- **Yassine Guarreb**, responsable de Radio Monastir
- **Taoufik Ahmed**, responsable de Radio Tataouine
- **Jihène Khouni**, responsable de Radio Jeunes





JEEP®, 75 ANS D'EXPÉRIENCE...



ITALCAR
Représentation de matériel de transport

Jeep®

TUNIS : Showroom ITALCAR : Boulevard Principal, les Berges du Lac, 2045 Tunis – Tél. : 71 655 500 / Fax : 71 655 407
TUNIS : Showroom Megrine : Zone Industrielle Megrine route de Sousse GP1 5.5 km – Tél.: 31 363 240 / Fax : 71 297 177
SOUSSE : Société Nimr : 251, Route de Tunis, 4011 Hammam Sousse - Tél. : 73 364 088 / Fax : 73 364 089
SFAX : Sfax Motors : 01, rue Jamel Eddine Al Afghani, Zone Industrielle Poudrière, 3002 Sfax - Tél. : 74 287 381
74 287 382 / Fax : 74 287 375 - **DJERBA** : Djerba Tourism Services : Km 2, Route Houmet Souk, 4116 Djerba Midoun
Tél.: 75 764 550 – 75 764 551 / Fax 75 764 552 - **GABÈS** : Thabti Auto Services : Avenue Abou El Kacem El Chebbi,6011
Gabès – Tél. : 75 293 205 / Fax : 75 293 225 - E-mail: jeep@italcar-sa.com / Jeep Tunisie

EXPRESS AIR CARGO

we cargo Africa



*Africa
have never been
better connected*

info@express-aircargo.com

- **Mounir Ben Mustapha**, responsable de Radio Panorama

Attijari Intermédiation

- **Maya Ghorbel**, directrice générale

Banque Zitouna

- **Abdelwahab Nachi**, président du Conseil d'administration
- **Ezzedine Khoja**, directeur général

Diva Sicar (Sicar de Tunisie Telecom)

- **Haythem Mahouachi**, directeur général

One Tech Business Solutions

- **Khaled Abdeljaoued**, directeur général



Bureau de la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS)

- **Dr Holger Dix**, représentant résident du bureau de la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS) en Tunisie et en Algérie



Dr Dix a fait des études en sciences politiques, sciences de la communication et histoire moderne à l'université westphalienne «Wilhelms Münster». Il était représentant résident de la KAS à Johannesburg (Afrique du Sud), représentant résident de la KAS en Roumanie, et chef du département Afrique et Moyen-Orient de la KAS à Berlin.

Fédération Tunisienne de l'hôtellerie (FTH)

- **Khaled Fakhfakh**, président
- **Rym Belajouza Ben Fadhel**, secrétaire générale
- **Dora Milad**, trésorière
- **Amina Sta**, vice-trésorière
- **Mouna Ben Halima**, vice-secrétaire générale
- **Slim Dimassi**, vice-président, président de la FRH de Monastir, et président de la Commission administrative, sociale et juridique
- **Jalel Henchiri**, vice-président, président de la FRH de Djerba-Zarzis et président de la Commission financement
- **Mehdi Allani**, vice-président, président de la FRH de Hammamet-Cap Bon et président de la Commission marketing et promotion
- **Mouna Ben Halima**, présidente de la Commission formation et communication
- **Narjess Bouasker**, présidente de la Commission environnement et développement durable
- **Ahmed Belli**, président de la Commission sécurité
- **Ahmed Kamoun**, vice-président, président de la FRH de Tunis
- **Hichem Driss**, vice-président, président de la FRH de Sousse
- **Mohamed Abid**, vice-président, président de la FRH de Sfax
- **Ridha Taktak**, vice-président, président de la FRH de Mahdia
- **Moncef Makhoulouf**, vice-président, président de la FRH de Tozeur
- **Nabil Ben Abdallah**, vice-président, président de la FRH de Tabarka.



Distinctions



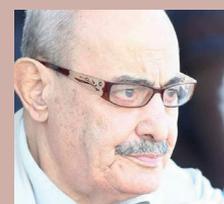
L'Utica reconnaissante, Hédi Béhi honoré

Bel hommage finalement rendu à l'un des vétérans de la presse tunisienne et de l'Utica, Hédi Béhi, à la faveur de la célébration du 70^e anniversaire de la centrale patronale. En 30 ans de services, de 1977 à 2007, il a été successivement directeur du mensuel *La Tunisie économique*, de l'hebdomadaire *Al Bayane*, puis administrateur du groupe de presse de l'Utica.

Sous sa férule, assisté par un brillant second, le regretté Houssine Driss, ce journal tabloïd paraissant chaque lundi a connu ses jours de gloire, atteignant jusqu'à 150 000 exemplaires, tirage record que l'ensemble des autres titres de la presse tunisienne n'a jamais pu dépasser, ni égaler, même si le terrain a été balisé par son prédécesseur, le regretté Slaheddine El Amri. Parti sur la pointe des pieds, avec sa modestie et sa discrétion habituelles, il a été sorti de sa douce retraite au bout de quelques mois pour prendre part au lancement de *Leaders online*, puis de *Leaders Magazine* dont il est aujourd'hui le directeur des rédactions. Journaliste talentueux, doté d'une vaste culture, diplômé de l'Institut français de presse (Université de Paris 2) et du Centre de formation des journalistes de Paris, Hédi Béhi allie professionnalisme et éthique. Recevant des mains de Wided Bouchamaoui le Trophée du 70^e anniversaire, il n'a pas manqué de lui chuchoter à l'oreille : « *Ne laissez pas tomber Al Bayane, c'est le fer de lance de l'Utica* ». Un message qui prend valeur de testament de son vivant !

Décès

- **Mohamed Hédi Zammouri**, ancien officier supérieur de l'Armée de terre et combattant de la Résistance nationale tunisienne pour l'Indépendance
- **Dr Taher Cheniti**, secrétaire général du Croissant-Rouge tunisien
- **Mohamed Touhami Mahrezi**, cheikh Zaouiet Sidi Mahrez
- **Abderrazek Oueslati**, ancien consul général de Tunisie à Rome, directeur administratif et financier au ministère des Affaires étrangères et ancien président du Club Sportif d'Hammam-Lif
- **Amor Tlili**, ancien directeur central à l'ATB
- **Mounir Klibi**, ancien haut fonctionnaire de la Banque centrale de Tunisie (BCT), ancien P.D.G. de la Banque franco-tunisienne (BFT)
- **Mohamed Mongi Majeri**, ancien chroniqueur de musique jazz à RTCI et directeur à Tunisair
- **Dr Ridha Mrad**, médecin spécialisé en ophtalmologie, ancien chef du service ophtalmo à l'hôpital Charles-Nicolle de Tunis et professeur à la faculté de Médecine, premier maire de la ville de Hammamet
- **Hamouda Ben Halima**, cinéaste tunisien
- **Mustapha Zoubeidi**, journaliste sportif





Mahmoud Ben Romdhane

La Tunisie face à ses grandes crises Les voies de sortie

“ Depuis notre indépendance, notre pays a été confronté à plusieurs crises économiques. Deux d'entre elles peuvent, cependant, être caractérisées comme de grandes crises en raison de leur intensité et de leur durée : la crise du milieu des années 1980, qui a donné lieu au Plan d'ajustement structurel en 1986; la crise actuelle. → ”

Si les deux crises se distinguent bien par leur nature, la crise des années 1980 étant une crise des paiements extérieurs avec des réserves en devises épuisées et une incapacité à régler les importations et le service de la dette, tandis que la crise actuelle est une crise de finances publiques, caractérisée par une explosion des déficits aussi bien de l'Etat que des entreprises publiques et des caisses de sécurité sociale, la crise actuelle est, sous tous les aspects, une crise beaucoup plus grande. Par son intensité et par sa durée.

La crise économique actuelle : la crise la plus grande de notre histoire depuis l'indépendance

Par son intensité, la crise actuelle :

- enregistre un rythme de croissance du PIB (hors administration), qui se situe à 0,9 % de 2011 à 2016, soit moins de 1/5e de notre taux de croissance moyen historique (5 %), contre 2,4 % au cours des années 1982-1986 ;

- connaît un taux d'investissement qui ne cesse de baisser depuis 2011 et qui est descendu en dessous de 20 % en 2015 et en 2016 (un taux inconnu dans notre histoire à l'exception de la seule année 1988), contre un taux de 28,5 % entre 1982 et 1986 ;

- se caractérise par une plus grande chute de la productivité du travail (-7 % contre -0,2% pour la période 1982-1986) et de la productivité totale des facteurs (-1,6% contre -0,6% au cours de la crise précédente).

Par sa durée, la crise actuelle entre dans sa 7e année, sans que les perspectives de reprise ne se fassent encore ressentir, tandis que la crise précédente a été assez vite surmontée avec un taux de croissance qui a repris sa moyenne historique à partir de 1987.

Nous avons également comparé notre crise actuelle, qui s'inscrit dans un cadre politique particulier -le cadre des transitions démocratiques-, avec celle des autres pays qui ont connu une transition politique de même nature au cours des 42 dernières années, c'est-à-dire la période qui représente l'entrée dans la 3e vague des démocratisations dans le monde. La conclusion est identique : la crise tunisienne est l'une des plus fortes et des plus longues.

Des perspectives très difficiles pour nos finances publiques

En outre, et plus fondamentalement, si les perspectives qui étaient ouvertes au cours de la précédente crise étaient favorables, celles qui sont devant nous se situent à leur exact opposé. En effet, durant la crise précédente, le patrimoine constitué par les entreprises publiques était considérable et leurs difficultés à surmonter aisées, d'une part ; d'autre part, les caisses de sécurité sociale avaient leur âge d'or devant elles (pour 1 retraité, il y avait 10 actifs occupés) avec des réserves qui vont atteindre des milliers de millions de dinars à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Aujourd'hui, les entreprises publiques ont un champ rétréci et leurs dettes sont gigantesques, avoisinant les 8 milliards de dinars, tandis que les caisses de sécurité sociale n'arrivent plus à assurer leurs prestations, ont épuisé leurs réserves et font face à des déficits structurels rapidement croissants en raison des profondes transitions démographiques et épidémiologiques qui marquent notre pays. D'ores et déjà, en effet, le rapport démographique, qui mesure le nombre d'actifs occupés par retraité, est tombé à 2,3 dans le secteur public (contre 10 au milieu des années 1980) et baissera encore, tandis que les maladies chroniques, dont le traitement est long et coûteux, occupent la plus grande place dans les causes de la morbidité et de la mortalité. Le système de protection sociale qui a fait de notre pays un exemple à l'échelle du tiers monde est caduc ; il prend de l'eau de partout. Il faut le refonder ; il exigera, tout à la fois, un redéploiement, une restructuration, une lutte contre les gaspillages, mais aussi de grandes ressources financières.

Un Etat dépendant de l'emprunt pour son fonctionnement courant

Les coûts que nous avons subis dans nos finances publiques sont très importants : une dette qui a augmenté de 32,5 milliards de dinars entre 2010 et 2016 ; une dette cumulée des entreprises publiques accrue de 6 milliards de dinars durant la même période et des déficits cumulés des caisses de sécurité sociale accrus de 3,1 milliards de dinars. La situation de nos finances publiques est ainsi devenue notre talon d'Achille parce que tous les déficits (Etat central, entreprises publiques, caisses de sécurité sociale) sont en train de se conjuguer et de devenir explosifs et exponentiels. Jamais depuis l'indépendance, nous n'avons été dans la situation actuelle : une certitude que les salaires des fonctionnaires et que les pensions des retraités peuvent leur être versés limitée à un mois ; ces mêmes déboursements ne pouvant plus être assurés, à chaque fois, qu'au prix d'un nouvel emprunt intérieur ou international.

Des coûts économiques considérables, une perte de compétitivité sans précédent dans le monde

A vrai dire, les coûts supportés par nos finances publiques sont bien moindres que les coûts économiques que nous avons subis : pertes de revenus, perte de compétitivité.

Les pertes de revenu national (ou de PIB), correspondant à la différence entre le PIB attendu (celui que nous aurions dû atteindre selon nos tendances historiques) et le PIB observé au cours des six dernières années approchent les 57 milliards de dinars, soit 60 % du PIB.

Le plus grave, sans doute, est la perte de notre compétitivité globale, un facteur décisif pour une petite économie ouverte telle que l'économie tunisienne, qui tire sa richesse de son ouverture au monde. Aucun pays en situation de paix n'aura enregistré une régression aussi forte et aussi rapide : une perte de 63 rangs dans le classement mondial (classement Davos), qui fait passer notre pays du premier tiers des nations au dernier tiers d'entre elles. Ce recul rapide, sans précédent, est général ; il concerne tous les socles qui font la compétitivité d'une nation : les institutions, les infrastructures, la santé, l'éducation, l'efficacité des marchés, l'innovation, la technologie.

Un tableau social bien plus dramatique qu'avant la Révolution

En relation avec ce recul économique, notre tableau social est devenu dramatique.

Les créations d'emplois ont été réduites des deux tiers (2/3), passant de 75 à 80 mille au cours des années 2000 à 22 - 25 mille depuis 2010. Ce sont uniquement des emplois dans le secteur public car le secteur a enregistré plus de destructions que de créations →

→ d'emplois. Nos régions intérieures sont de plus en plus en marge : les entreprises qui y sont implantées ont réduit leurs effectifs, d'autres ont fermé leurs portes. Quant aux investissements et aux projets publics, ils n'y ont pas progressé pendant de nombreuses années.

La jeunesse, en particulier celle qui est diplômée, est vouée au désœuvrement : ses effectifs au chômage ont pratiquement doublé, passant de 139 mille en 2010 à 237 mille en 2016. Les filles sont les premières victimes : elles forment plus des 2/3 des bataillons de ces chômeurs diplômés. Auront-elles encore le désir des études si elles se savent à ce point exclues du marché du travail ?

Au cours de cette période de crise, la vie est devenue difficile pour tous, surtout pour les couches populaires. Les services publics, tous les services publics, en particulier la santé, l'éducation et les transports en commun, n'ont cessé de se détériorer, obligeant les usagers à leur substituer des services privés, beaucoup plus onéreux. Ainsi se présente, à grands traits, notre situation depuis 2011.

Une sortie de crise « par le haut » est possible ; l'impératif d'un New Deal tunisien

Devant nous, l'alternative suivante : l'enlisement dans la crise, la faillite de l'Etat et le risque (très sérieux) du chaos ; ou le sursaut national et une sortie négociée de la crise.

Les sorties de crise sont de deux types : des sorties socialement coûteuses et dures, réalisées dans la souffrance et l'aggravation des phénomènes d'exclusion et de marginalisation ; ou des sorties « par le haut », réalisées avec la participation des parties prenantes, conscientes des dangers qui guettent, volontaires pour relever les défis de la Nation et, en contrepartie, entendues pour faire prévaloir leurs intérêts stratégiques, leurs demandes sociales et leurs aspirations.

Si les sorties de crise sont possibles moyennant des politiques publiques et des réformes engagées et mises en œuvre par l'Etat éclairé, tel n'est pas le cas des très grandes crises. Nous nous trouvons devant une très grande crise ; l'action de l'Etat n'y suffit pas. Il faut une mobilisation générale.

Productivité, efficacité, compétitivité, souveraineté nationale (premier versant)

versus

Solidarité, inclusion, prospérité partagée, vivre-ensemble (deuxième versant).

Le premier versant a deux composantes: une composante économique et une composante politique.

La composante économique est productivité, efficacité, compétitivité globale. Elle se décline en :

- Engagement d'un dialogue pour de nouvelles relations sociales fondées sur la coopération et l'efficacité, ce qui exige une refonte complète et une modernisation du système de formation – recyclage et mise en place d'une indemnité pour perte d'emploi;
- Mise en place d'un système d'évaluation permanente de notre compétitivité globale

dans tous les domaines et l'établissement d'un plan pour son amélioration avec tous les acteurs concernés,

- Promulgation d'une législation de protection des sites de production d'intérêt stratégique national, à travers laquelle la communauté nationale n'autorise plus que des individus fassent prévaloir leurs revendications en portant gravement atteinte au patrimoine stratégique national, dont dépend le revenu de la nation,
- Etablissement d'un pacte et des contrats entre les professionnels des services publics, l'Etat et la société civile pour l'amélioration de la qualité des services publics fondamentaux.

La composante politique de ce premier versant est la souveraineté nationale. Elle comporte un plan de désendettement public et extérieur, d'une part, l'interdiction pour les partis politiques de recevoir des financements étrangers, et l'encadrement rapproché du financement des associations.

Le deuxième versant est le modèle social au sens large.

Il englobe trois composantes : la protection sociale de tous, face à tous les risques de la vie ; l'inclusion des régions de faible développement ; le vivre-ensemble.

Le système de protection sociale solidaire et inclusif à construire (ou à compléter et restructurer) comporte une couverture maladie universelle (pour tous ceux qui en ont besoin, pour toutes les régions, pour toutes les maladies), une pension de retraite décente pour tous, un revenu décent en cas de perte d'emploi et une formation de qualité, des crèches et des jardins d'enfants accessibles à tous et, enfin, une prise en charge de toutes les personnes porteuses de handicap.

Il nous faut, tout à la fois, engager vite les réformes des finances publiques pour éviter l'insolvabilité et engager la construction de l'avenir pour une sortie de crise.

L'urgent rétablissement de nos finances publiques

Pour ce faire, il nous faut d'abord procéder à une refonte de nos finances publiques, les restituer dans une vision stratégique et intégrée et procéder, dans le même temps, aux réformes urgentes de la fonction publique, des entreprises publiques, du système de protection sociale et des entités locales et régionales.

Le New Deal et son contenu

Ces impératifs stratégiques liés, exigés pour la sortie d'une très grande crise se résument en un mot, un concept : New Deal. New Deal veut dire « nouvelle donne », c'est-à-dire qu'on se place dans un univers nouveau, un mode d'opérer et de relations inédit. New Deal veut dire nouveau compromis.

La caractéristique du compromis nouveau – le compromis historique – est qu'il devient explicite. Ses termes sont posés de manière

claire: chacun des acteurs accepte d'accorder la primauté aux intérêts collectifs et de reporter à plus tard la réalisation de ses intérêts immédiats, à la condition qu'on s'entende que ses intérêts fondamentaux soient bien pris en compte et qu'il soit assuré que, dès aujourd'hui, on mette en place les dispositifs et les engagements pour qu'ils deviennent réalité dans un délai temporel raisonnable.

Ce compromis historique est engagé à l'initiative, sous la houlette de l'Etat.

Le compromis historique : ses termes

A l'intérieur de cette « nouvelle donne », les acteurs posent les termes du compromis, appelé historique parce qu'il intervient dans un univers nouveau qu'ils entendent construire ensemble. Ce compromis ouvre une page historique nouvelle.

Compte tenu de la réalité de la situation, telle qu'elle a été rapidement brossée précédemment, les termes du compromis historique peuvent être ainsi posés :

Il exigera des ressources, nous les avons évaluées. En une dizaine d'années, voire moins, il peut devenir réalité. A condition qu'on l'affiche comme objectif national, objet d'un suivi sociétal permanent ; à condition qu'on procède à un redéploiement de nos finances publiques et à une lutte contre les gaspillages et, bien sûr, qu'on renoue avec la croissance. La deuxième composante du modèle social est le développement de toutes nos régions. Le Plan de développement 2016-2020 comporte un ensemble cohérent de projets d'infrastructure routière, ferroviaire, portuaire et aéroportuaire permettant de décloisonner les régions. Il s'agit maintenant de l'adopter et de le réaliser. Il faut maintenant aussi engager l'élaboration d'un Schéma national d'aménagement du territoire pour en intensifier les effets de diffusion.

Les régions doivent devenir attractives pour les investisseurs, ce qui exige la mise en place de pôles technologiques, de centres technologiques et de zones logistiques. Elles ont besoin d'un ou de deux grands projets économiques structurants par gouvernorat,

d'un centre de vie moderne convivial pour les cadres et les investisseurs dans chaque gouvernorat ainsi que d'une banque des régions représentée dans chaque gouvernorat, dotée des ressources humaines pour aider les jeunes promoteurs et les accompagner dans leurs projets. Les équipements sociaux, quant à eux, doivent être mis à niveau dans tous les gouvernorats.

La troisième composante du modèle social est le vivre-ensemble, qui signifie la civilisation des comportements avec l'appui, l'intervention déterminante de l'Etat, comme cela a été le cas partout dans le monde, car il n'existe pas de société civilisée sans un Etat ayant de la détermination et des capacités.

Le vivre-ensemble comporte un grand nombre de domaines. Deux d'entre eux sont d'une importance particulière : la lutte contre la corruption des fonctionnaires et la lutte contre la corruption politique ; l'hygiène, la propreté et la protection de l'environnement et du patrimoine naturel et culturel.

En guise de conclusion

Est-il besoin de le dire ? Le tableau présenté est sombre et les alternatives sont loin d'être faciles. J'ai beau revoir le tableau, chercher à tempérer mon propos, la réalité me semble bien celle qui vient d'être décrite. Quant à l'alternative, les voies de sortie, elle est, sans aucun doute, difficile, très difficile. Mais avons-nous une autre voie ?

Ma conviction profonde est que notre pays recèle d'immenses richesses humaines et que le peuple tunisien est doué de raison et de sagesse. Il saura, j'en suis sûr, trouver le chemin qui lui permettra de retrouver la voie de la prospérité, qui ne peut être fondée que sur le labeur. Dans sa lettre à son frère, du fond de sa prison, le 19 décembre 1929, Antonio Gramsci lui écrivait : « *Je suis pessimiste par l'intelligence, mais optimiste par la volonté* ». Je crois que tel est, aujourd'hui, notre sort commun. ■

M.B.R.
Membre de l'Académie tunisienne,
Beït Al-Hikma,
président du Conseil
d'orientation stratégique du Cercle
Kheireddine



Marine nationale

Vedettes ultrarapides et stations radars : un renfort de taille





Deux nouvelles vedettes d'intervention rapide de 65 pieds et 13 stations radars seront bientôt déployées tout le long des côtes tunisiennes: la Marine nationale se renforce. Tant pour la surveillance des côtes que pour la lutte contre le terrorisme et l'émigration clandestine ou encore la préservation des ressources halieutiques, ces nouveaux équipements de haute technologie sont d'un appoint précieux.

Don des Etats-Unis d'Amérique, les nouvelles vedettes font partie d'un lot de six unités dont deux ont déjà été réceptionnées, alors que deux autres seront remises d'ici l'année prochaine. Alignant une vitesse de croisière de 25 nœuds/h (1 nœud correspond à un mille marin, soit 1 852 mètres) et pouvant atteindre en interception jusqu'à 47 nœuds, comme le précise à *Leaders* le capitaine de vaisseau Walid Gamou, commandant de la 14e Division d'intervention rapide de la Marine nationale, elles sont les premières

du genre livrées par les Etats-Unis à un pays étranger.

Lors d'une cérémonie organisée à la base navale de la Pêcherie à Bizerte, le ministre de la Défense, Farhat Horchani, a assisté à une série de démonstrations d'interventions rapides effectuées en mer par ces deux vedettes escortées par d'autres unités de la Marine nationale, en présence notamment du contre-amiral Abderraouf Atallah, chef d'état-major de l'Armée de mer, ainsi que l'ambassadeur



des Etats-Unis d'Amérique à Tunis, Daniel H. Rubinstein.

Quant aux radars, l'installation des premières stations commencera dès cette année. Stations

de large rayon et haute précision, elles permettent notamment de procéder à une reconnaissance faciale dans un rayon de 8 km. Elles seront déployées sur les côtes, de Tabarka à Ras Jedir. 



Tunisie - Italie

Que d'opportunités à saisir !



Redresser l'image de la Tunisie, restaurer la confiance, renforcer la sécurité et relancer les échanges sur tous les plans : la visite d'Etat que le président Béji Caïd Essebsi doit effectuer à Rome, les 8 et 9 février, s'assigne des objectifs stratégiques pour les deux pays. La Tunisie tire très peu de bénéfices de toutes les potentialités technologiques italiennes. L'Italie reste frileuse dans ses investissements directs (1.66 milliard de dinars, 860 entreprises) dans un site aussi proche que compétitif qu'est la Tunisie.

Le volume des échanges commerciaux est des plus modiques avec seulement 11.14 milliards de dinars en 2016, dont 5.075 milliards d'exportations tunisiennes, tous produits confondus, vers l'Italie. Le dossier de l'immigration clandestine, faussement amplifié (1 204 en 2016, rapatriement de 1 711), reste dans l'attente d'une coopération négociée, mutuellement bénéfique. Le faux procès qu'une certaine presse italienne populiste fait à la Tunisie, qu'il s'agisse de l'huile d'olive ou des accusations de laxisme à l'égard de salafistes violents, est inique, portant préjudice à notre image de marque. Alors que la lutte contre le terrorisme que livre la Tunisie et bénéficiant également à l'Italie mérite un plus grand soutien.



Une nouvelle page doit s'ouvrir dans les relations bilatérales au niveau des dirigeants des deux pays, mais aussi des opérateurs économiques et de la société civile.

- « De grandes opportunités s'offrent aux deux parties », plaide l'ambassadeur de Tunisie à Rome, Moez Sinaoui.
- « Nous pouvons faire au moins le double », s'engage le président de la Chambre de commerce et d'industrie tuniso-italienne, Mourad Fradi.
- Déjà, depuis les temps reculés de l'antiquité, nous rappelle le Professeur émérite Ammar Mahjoubi.
- Une relation méditerranéenne deux fois millénaire : la Tunisie et la Sicile, nous décrit brillamment le Professeur Mohamed El Aziz Ben Achour.
- Et ces merveilleux Italiens de Tunisie, nous remet en mémoire Silvia Finzi.

Un dossier qui se veut à la fois évocation et interpellation. →

Les chiffres clés



Les Tunisiens d'Italie

La communauté tunisienne en Italie compte 208.383 ressortissants immatriculés sur les registres consulaires. Ils viennent en troisième position, parmi les originaires des pays d'Afrique du Nord, après les Marocains et les Egyptiens. Comparativement avec les autres communautés, les Tunisiens sont plus jeunes, avec une moyenne d'âge de 31 ans et essentiellement travailleurs, comptant près de 18.000 élèves et étudiants (la plupart issus de familles tunisiennes résidentes). C'est aussi une communauté des plus stables : ceux qui détiennent des cartes de séjour de longue durée représentent 70.8% du total.

La répartition par circonscription consulaire montre une concentration au Nord (53%) alors que la Sicile n'accueille que 26% des résidents tunisiens. Rome est à 20% :

• Milan	63 400	30%
• Gênes	48 005	23%
• Rome	42 287	20%
• Naples	20 595	10%
• Palerme	34 096	16%
Total	208 383	100%

Les Tunisiens d'Italie déplorent fortement le manque de travailleurs sociaux, d'écoles et de centres culturels, ainsi que la modestie des ressources humaines et matérielles affectées aux services consulaires.

L'épineuse question des détenus tunisiens dans les prisons italiennes

Près de 2 000 Tunisiens sont officiellement recensés parmi les détenus dans les prisons italiennes. Au 31 décembre 2016, ils étaient au nombre de 1998, selon l'administration pénitentiaire italienne. Sur un total de 18.621 prisonniers étrangers, les Tunisiens représentent 10.7%. Ils viennent en quatrième position après les Marocains (3 283), les Roumains (2 720) et les Albanais (2 429).

L'ambassade de Tunisie à Rome affirme accorder une attention soutenue en faveur des ressortissants tunisiens détenus dans différentes prisons les faisant bénéficier d'une assistance consulaire, judiciaire et sociale. L'accent est particulièrement mis sur le maintien des liens entre eux et leurs familles.

Enigmatiques disparus

Le dossier des 504 disparus signalés par leurs familles reste encore difficile à clore. Perdus en mer lors de traversées clandestines, fondus en Europe, rompant tout contact et autres hypothèses : tout est vérifié. Une seule certitude : tous ceux qui pourraient se trouver en prison ou dans un centre de détention sont nommément identifiés.

Emigrés clandestins : les charters du retour

Pas moins de 181.000 migrants clandestins ont débarqué en Italie durant l'année 2016. A 90%, ils proviennent de pays africains subsahariens, embarqués à partir des côtes libyennes.



Les immigrés clandestins tunisiens ne sont plus au nombre de 22.000 comme ils avaient massivement afflué sur Lampedusa en 2011. Le contrôle des côtes maritimes tunisiennes, renforcé d'ailleurs par 12 vedettes offertes par l'Italie, a considérablement réduit les traversées clandestines. En 2016, les autorités italiennes ont recensé le débarquement de 1 204 Tunisiens. En étroite collaboration avec les autorités tunisiennes, des opérations de retour ont été effectuées portant sur 1 711 immigrés rapatriés en 34 vols charters.

Les représentations officielles

Six représentations tunisiennes sont implantées en Italie, répartissant leurs bureaux entre Rome, Milan, Gênes et Palerme :

• Tunisair	:	Rome
• Ontt	:	Milan
• Fipa	:	Milan
• Cepex	:	Milan
• CTN	:	Gênes
• Tunisair Express	:	Palerme

Les échanges commerciaux

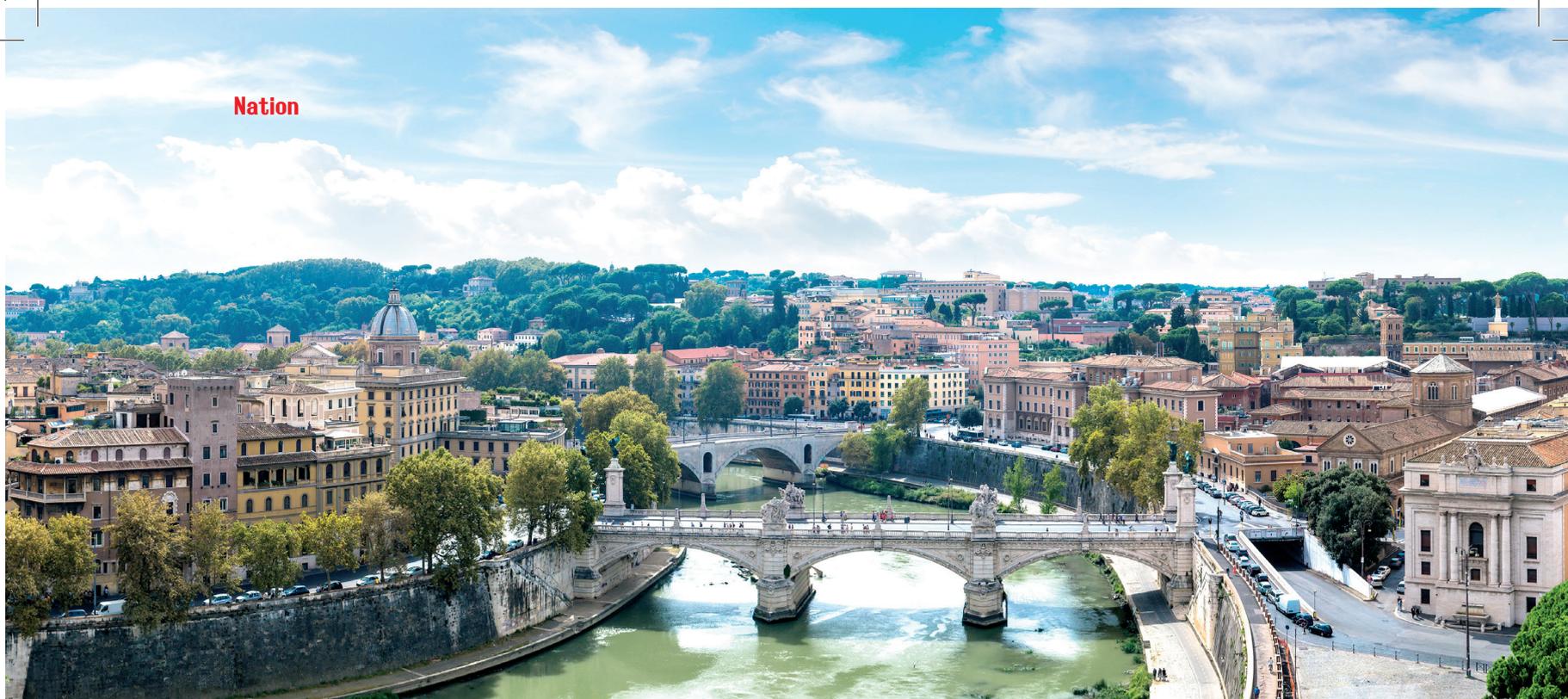
• Volume total en 2016	:	11.14 milliards de dinars
• Exportations vers l'Italie	:	5.075 milliards de dinars
• Importations d'Italie	:	6.071 milliards de dinars

• Déficit de la balance commerciale	:	995.9 millions de dinars
• Taux de couverture 2015-2016	:	83.6%

Les investissements italiens en Tunisie

• Nombre d'entreprises	:	860
• Total investissement	:	1.66 milliard de dinars
• Emplois directs créés	:	63.000





Moez Sinaoui

Ambassadeur de Tunisie à Rome

Rétablir la confiance, renforcer la coopération

Dans quel contexte italien, politique et économique, intervient la visite d'Etat du Président Caïd Essebsi à Rome ?

L'Italie connaît depuis l'avènement du gouvernement Gentiloni un contexte politique quelque peu apaisé après les tiraillements de la campagne référendaire qui a abouti au départ de Matteo Renzi. Ce gouvernement s'inscrit dans la continuité de celui qui le précède et ses priorités se résument à la recherche de la reprise économique et d'une sortie de la crise et de la récession dont souffre l'Italie comme la plupart des pays européens.

Mais au-delà des vicissitudes de la vie politique interne italienne, l'Italie est, ces jours-ci, au diapason de la vie internationale. En effet, depuis le mois de janvier dernier, elle siège au Conseil de sécurité. Elle prendra la

présidence tournante du G7 lors du Sommet de Taormina au mois de mai prochain et s'apprête à accueillir et à organiser le 25 mars 2017 les festivités marquant le 60e anniversaire du Traité de Rome, fondateur de l'Union européenne.

Dans ce contexte, la Tunisie ne cesse de s'affirmer comme un partenaire privilégié de l'Italie. Les relations bilatérales se sont consolidées depuis la révolution du 14 janvier 2011 par un soutien engagé de l'Italie en faveur de la transition démocratique dans notre pays. Les visites des hauts responsables des deux pays se poursuivent à un rythme soutenu, comme en témoignent celles, tout récemment, des nouveaux ministres de l'Intérieur, Marco Minniti, et celui des Affaires étrangères, Angelino Alfano, qui ont effectué à Tunis, en janvier dernier, leur premier déplacement à l'étranger. La visite d'Etat





du président de la République à Rome après celle, à Tunis, du président Sergio Mattarella, le 18 mai 2015, sera un moment fort qui posera de nouveaux jalons dans la voie de l'approfondissement et de la redynamisation des relations bilatérales.

Quels sont les problèmes en suspens entre la Tunisie et l'Italie : disparus, immigrants clandestins, détenus en prison, pêche côtière, sécurité, investissement... ?

Sans occulter les problèmes, je parlerai tout d'abord des opportunités et je mettrai en avant l'énorme potentiel de renforcement des relations bilatérales et ce, notamment dans les domaines de l'investissement, du commerce et de la coopération scientifique et technique.

La coopération culturelle devra reprendre de plus belle car elle est le ciment de tout rapprochement entre les peuples. En effet, on ne saurait trouver mieux que l'Italie pour nous aider à mettre en valeur nos sites archéologiques exceptionnels et notre immense héritage romain qui constituent un patrimoine commun. Toutefois, si le flux des touristes italiens accuse une baisse substantielle ces dernières années, il n'en demeure pas moins vrai qu'il s'agit d'une régression conjoncturelle due aux attentats terroristes et surtout →

→ celui perpétré au Bardo qui a marqué les esprits ici car onze Italiens innocents y ont perdu la vie. Nous nous activons pour dépasser ce moment dramatique et redonner confiance aux Italiens dans la destination Tunisie. Certes, c'est une tâche ardue mais on s'y attelle sérieusement en collaboration avec toutes les institutions tunisiennes présentes en Italie, qu'il s'agisse de nos cinq consulats ou des représentants de l'Ontt, de la Fipa, du Cepex, de Tunisair, de la CTN, etc. Les Italiens vivant en Tunisie et qui savent que la réalité de notre pays est différente de ce que véhiculent hâtivement les médias pourraient, à mon avis, également contribuer à cet effort pour promouvoir cette Tunisie qui les a toujours très bien accueillis.

S'agissant de la migration et plus précisément de la lutte contre l'immigration clandestine, on se félicite de la coopération exemplaire entre les deux pays. En effet, on est passé de 22 000 clandestins en 2011 à 1 204 en 2016, tous rapatriés dans la dignité et le respect de la personne humaine. Cependant, la coopération en matière de migration ne doit pas se limiter à la lutte contre l'immigration clandestine, il faut aussi ouvrir une fenêtre d'espoir aux jeunes tunisiens pour qu'ils puissent travailler en Italie à travers un accord sur la migration régulière et concertée. Les

négociations des termes de ce nouvel accord sur «la migration concertée et le développement solidaire» débuteront vraisemblablement dans la foulée de la visite d'Etat du président Caïd Essebsi. Le drame humanitaire qu'est la question des disparus demeure une préoccupation constante de l'ambassade que l'on traite d'une manière concertée avec la partie italienne et à travers une commission où les familles des disparus sont représentées. Les détenus tunisiens dans les prisons italiennes constituent aussi un souci constant pour la mission et pour nos consulats qui n'épargnent aucun effort pour leur rendre visite, examiner les conditions de leur détention, et faciliter le retour au pays de ceux qui ont purgé leur peine.

Que demande la Tunisie à l'Italie ?

La Tunisie cherche à avoir les meilleurs rapports avec un pays voisin et avec lequel elle entretient des relations fructueuses depuis la nuit des temps. Personnellement, j'appelle les Italiens à faire confiance à la Tunisie et aux Tunisiens et à ne pas se focaliser sur des actes terroristes qui peuvent toucher n'importe quelle ville et n'importe quel peuple. Le chemin parcouru par notre pays depuis 2011 nous attire certes le respect mais ne nous empêche pas d'accuser un déficit d'image

auprès d'une opinion italienne touchée dans sa chair depuis l'attentat criminel du Bardo.

J'invite également les médias italiens à visiter la Tunisie et à traiter la réalité tunisienne avec plus d'objectivité, de manière à ne pas alimenter la crainte et la méfiance. Car les Italiens, qui sont le peuple européen le plus proche des Tunisiens et ceux qui les connaissent le mieux, doivent être notre principal défenseur dans une Europe touchée par l'autarcie et par les sornettes de la xénophobie et du rejet de l'autre.

L'immigration doit être vue comme une opportunité et non comme une menace. Je ne cesse de rappeler à mes amis italiens qu'il y a seulement quelques décennies, on avait 100 000 Italiens «immigrés» en Tunisie, que, dans l'antiquité, la Tunisie était au cœur de la romanité, et que la Carthage reconstruite était la deuxième cité de l'Empire romain. Sans oublier que la dynastie des Sévère, d'origine numide, a donné plusieurs empereurs à Rome.

Que faut-il attendre de cette visite ?

Au-delà des résultats concrets que cette visite d'Etat engendrera, puisque plusieurs accords touchant une multitude de domaines seront signés, elle est un signe de →



NOUVEAU MODELE **XLV** eXciting Lifestyle Vehicle.



SSANGYONG
Be yourself !

ROULEZ, VIBREZ DE PLAISIR.

À PARTIR DE 61.100 €



**VOLUME
DU COFFRE
720 LITRES**



 **Ssangyong Tunisie**

 **ssangyongtunisie**

 **ssangyong-tunisie.com**

SOTUDIS
Chemin de réussite

TUNIS
Route de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 71 425 355
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX
Route de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 74 281 000
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE
Route de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 73 343 333
Fax : (+216) 73 343 233

GABES
Route de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 75 278 616
Fax : (+216) 75 274 151

UIB
PLATINE

Compte PLATINE

Carte PLATINUM

UIBnet

UIB
PLATINE

PACK PLATINE

NOUVEAUTÉS

- Un univers de prestige et un traitement personnalisé.
- Quatre types de Packs disponibles selon votre besoin : en Dinars, en Dinars Convertibles, en Devises et Comptes INR (Intérieurs Non Résidents).
- Des dépôts rémunérés à partir d'un certain seuil pour les comptes en Dinars.
- Une carte bancaire "PLATINUM" avec des prestations d'assistance et d'assurance en Tunisie et à l'Étranger et des plafonds confortables.
- La gestion de vos comptes bancaires à distance.
- Des tarifs préférentiels et des gratuités sur diverses opérations bancaires.



UIB

الإتحاد الدولي للبنوك
UNION INTERNATIONALE DE BANQUES

→ reconnaissance de l'excellence des relations bilatérales et de la volonté partagée d'aller de l'avant. Personnellement, je mesure bien ma chance d'entamer ma mission par une visite d'Etat qui m'a déjà ouvert toutes les portes de Rome et posera les jalons d'une coopération renouvelée. Pour parler vrai, cette visite permettra de sortir la Tunisie de la rubrique des faits divers et d'atténuer les craintes des Italiens en leur faisant redécouvrir une Tunisie amie, une Tunisie moderne, une Tunisie pleine d'opportunités et de promesses.

Et en matière d'échange de jeunes et de coopération décentralisée ?

Les jeunes, justement, sont une des constantes dans l'agenda du chef de l'Etat durant ses visites à l'étranger. Il est clair que cette tranche de la population devrait bénéficier d'une attention plus soutenue. Les programmes d'échanges universitaires avec l'Italie sont appelés à se développer, notamment dans les filières scientifiques tels que la médecine ainsi que l'architecture et les beaux-arts et ce, grâce à des projets de convention bilatérale entre les universités tunisiennes et italiennes. L'ouverture récente de l'Italie aux formations bilingues dispensées aussi bien en italien qu'en anglais ne peut qu'encourager ce type d'échanges.

Par ailleurs, un projet de partenariat universitaire pour les programmes de formation Erasmus pouvant favoriser la mobilité des jeunes tunisiens et l'ouverture des échanges scientifiques Méditerranée/Europe devrait voir au cours de l'année académique 2018/2019, notamment à travers un projet en partenariat avec l'université de Rome La Sapienza. La coopération décentralisée représente une piste essentielle en vue de relancer la coopération tuniso-italienne. Fonctionnant sur la base du management par projet, elle présente de nombreux avantages et semble conduire à des actions mieux ciblées et plus efficaces à long terme. Les quelques initiatives de coopération décentralisée recensées jusqu'ici entre des régions tunisiennes et italiennes (Kasserine-Toscane et Jendouba-Latium) semblent conforter cette affirmation.

Où en est la coopération avec la FAO, le PAM et le Fida ? Et comment placer plus de hauts fonctionnaires au siège et dans les bureaux à l'étranger et d'experts et consultants sur le terrain ?

Le développement agricole est au centre des objectifs stratégiques du développement économique de la Tunisie. La FAO, le PAM et le Fida étaient des partenaires privilégiés de la Tunisie après l'indépendance et notamment pendant les années 70-80. Cette coopération était axée sur le renforcement des mécanismes politiques et institutionnels d'appui au secteur agricole et aux populations vulnérables. Aujourd'hui, il conviendrait d'insuffler un nouvel élan à cette coopération de manière à atteindre les perspectives de développement national après la révolution et tenir compte de la pauvreté qui sévit notamment dans les régions défavorisées, essentiellement rurales, de l'intérieur du pays. Cette coopération devrait être orientée vers l'amélioration de la performance du secteur agricole, avec un focus sur les filières agricoles, intégrant les petits producteurs et valorisant les potentialités régionales pour une meilleure sécurité alimentaire et vers la gestion durable des ressources naturelles à travers l'introduction de bonnes pratiques agricoles.

Notre rôle en tant que représentant permanent de la Tunisie auprès de ces institutions est d'accompagner les ministères concernés, et notamment celui de l'Agriculture, dans leurs démarches auprès de la FAO pour lancer de grands projets avec la Tunisie, en plus d'un suivi, d'une mise en œuvre de programmes et d'une assistance au financement et pas seulement des petits projets d'étude, comme c'est le cas actuellement. Pour ce qui est du placement de hauts fonctionnaires et experts tunisiens au sein des organisations internationales et en l'occurrence la FAO, le PAM et le Fida, il est à noter que la Tunisie est bien représentée au sein de la FAO. En revanche, cette présence mérite d'être davantage renforcée dans les deux autres institutions. Il est à rappeler, à cet égard, qu'une commission nationale permanente

a été créée au sein du ministère des Affaires étrangères ayant pour mission d'élaborer les stratégies et de définir les principales orientations afin de garantir les meilleures conditions d'aboutissement des dossiers de candidature. Elle a vocation à conforter la présence des compétences et cadres tunisiens dans les instances et organisations régionales et internationales.

Quel est votre propre contrat à la tête de l'ambassade de Tunisie à Rome ?

Ma mission à la tête de l'ambassade, je la puise dans les recommandations du chef de l'Etat lors de la remise de mes lettres de créance. Il m'a chargé d'œuvrer pour que les relations bilatérales reflètent la proximité existant entre les deux peuples et les deux pays. En effet, bien que nous fêtions cette année les 60 ans de relations diplomatiques entre l'Italie et la République tunisienne, un constat s'impose : la coopération est bien en deçà de ce que nous serions en droit d'attendre de deux pays aussi proches.

Concrètement, et au-delà des missions classiques d'un ambassadeur, mon objectif est de rétablir la confiance non seulement chez les Italiens mais aussi auprès de la communauté tunisienne en Italie. Notre ambassade et nos consulats doivent leur montrer que notre pays a changé en mieux, en leur accordant les meilleures prestations et la plus grande attention. La priorité dans l'accomplissement de ma mission consiste à renforcer des relations économiques et à surtout attirer davantage d'investissements vers la Tunisie. Aujourd'hui nous avons 860 entreprises italiennes installées en Tunisie. L'objectif est de drainer davantage de ces PME qui ont fait le succès et l'excellence de l'économie italienne. Ma deuxième priorité est le renforcement de la coopération culturelle et la multiplication des échanges et initiatives qui permettent aux Italiens de redécouvrir la Tunisie et d'apprécier la nature de notre pays. Support indirect des transferts technologiques et vecteur de transformations sociales, l'échange culturel doit nécessairement prendre une place de choix dans la coopération tuniso-italienne. ■



Raimondo De Cardona

Ambassadeur d'Italie à Tunis

L'Italie déterminée à accompagner la Tunisie

Les 8 et 9 février 2017, le Président Caïd Essebsi sera reçu en Italie par le Président Mattarella. La rencontre revêt une signification particulièrement importante et peut être considérée comme un événement historique, puisqu'il s'agit de la première visite d'Etat à Rome effectuée par un chef d'Etat tunisien depuis l'avènement du nouveau processus démocratique. Pour cette raison, l'on entend donner un caractère solennel et une grande signification à cet événement, au-delà des pratiques habituelles. Aussi, a-t-on élaboré pour le Président Caïd Essebsi un programme très articulé prévoyant des rencontres avec les quatre plus hautes charges institutionnelles italiennes. Outre le président de la République, les présidents du Sénat et de la Chambre des députés ainsi que le président du Conseil des ministres. →

On a voulu également donner à cette visite une connotation opérationnelle et concrète, en tenant compte des exigences spécifiques de la Tunisie contemporaine et de la priorité accordée à l'attraction des investissements étrangers, en prévoyant à cet égard une rencontre de travail avec des représentants de choix du monde des affaires en Italie, et en profitant pleinement de l'excellente et forte collaboration entre l'Utica et la Confindustria.



L'accueil chaleureux qui sera réservé au Président Caïd Essebsi à Rome n'est que le témoignage de l'admiration que suscite en nous le parcours démocratique que la Tunisie affronte avec courage et détermination. Nous sommes tous conscients de la complexité d'un tel défi.

La liberté, les droits individuels et la démocratie ont été dans les pays européens le fruit de processus longs et souvent douloureux.

La Tunisie a réussi quant à elle, en l'espace de quelques années, à brûler les étapes et à se présenter à la communauté internationale comme un pays à bien des égards exemplaire.

L'attribution du Prix Nobel au Quartette du Dialogue national est une reconnaissance non seulement →

→ de la contribution offerte par les lauréats à la recherche d'un compromis visant à surmonter l'impasse politique de 2013, mais aussi du rôle si important que la société civile tunisienne a su jouer en faisant face aux urgences au cours de ces six dernières années. Il s'agit là, j'en suis convaincu, d'un signal d'appréciation lancé à l'ensemble de la Nation tunisienne : une Nation qui a su affronter avec calme même les moments les plus obscurs des dernières années ; l'année 2013, marquée par une profonde crise et la violence, et l'année 2015, lorsque le terrorisme djihadiste a ensanglanté ses destinations touristiques. Le Bardo et Sousse, avec leur lourd bilan de pertes humaines, resteront toujours gravés dans nos mémoires. Nous apprécions dans ces moments si difficiles l'engagement avec lequel les autorités tunisiennes et l'opinion publique elle-même réagirent pour prêter leur assistance, en plus de la condamnation ferme manifestée contre la violence dans toutes ses formes.

Nous apprécions également l'efficacité dont ont fait preuve les forces de sécurité tunisiennes au cours de ces dix-huit derniers mois, en assurant un contrôle efficace du territoire, prévenant ainsi de nouvelles attaques. Et il est encore plus louable que ce résultat ait été atteint dans un contexte régional encore aujourd'hui instable, où la frontière avec le voisin libyen continue de provoquer des moments de tension périodiques avec un impact direct sur la solidité du tissu social local dans les zones à proximité des frontières, mises à rude épreuve par des années de crise économique et de précarité continue.

L'Italie est également aux côtés de la Tunisie pour faire face aux questions sécuritaire et économique. Nous sommes reconnaissants aux amis tunisiens pour l'excellente collaboration en cours dans ces secteurs. Je tiens d'ailleurs à souligner les résultats atteints dans le cadre de la collaboration entre les ministères de l'Intérieur pour la prévention de la traite d'êtres humains. Il s'agit d'un aspect

fondamental dans le cadre plus large d'un engagement international voué à restituer à la Méditerranée sa dignité de mer de paix et de contact entre peuples amis.

Les thèmes que je viens d'évoquer seront abordés lors de la visite d'Etat et pourront être débattus par des représentants

revue Leaders pour sa contribution à cet effort spécifique de clarté et d'approfondissement, dans le droit fil de notre engagement plus large de sensibilisation des médias. La visite du Chef de l'Etat à Rome est une occasion précieuse non seulement pour relancer nos relations dans tous les domaines, de



parlementaires et par des amis de la Tunisie en présence du Président Caïd Essebsi autour d'une table ronde qui se tiendra dans la prestigieuse Salle Koch du Sénat de la République.

Je demeure convaincu que le travail mené par nos diplomates et par les nombreux amis sur lesquels la Tunisie peut compter pourra présenter à l'opinion publique italienne le visage tunisien authentique, apte à corriger une information approximative, parfois imprécise, que trop souvent les médias internationaux ont, malheureusement, offerte aux opinions publiques occidentales. Je remercie la

la sécurité à l'économie, comme j'ai eu l'occasion de le mentionner, à la culture, où nous nous apprêtons à mettre en œuvre une série de soutiens en faveur des jeunes de ce pays, à la coopération, mais c'est aussi le moment où les vérités doivent être rétablies quant à l'extraordinaire événement historique de la démocratie tunisienne. C'est également le moment où nous pourrions mettre en exergue le fait que l'Italie s'affirme comme étant un partenaire privilégié et déterminé à accompagner la Tunisie dans son processus de croissance et de prospérité, dans la lignée d'une historique tradition d'amitié pour nos deux peuples. ■

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
À CHAQUE STYLE DE VIE,
SA CARTE BANCAIRE.



CARTES BANCAIRES

Une panoplie de cartes adaptées à tous vos besoins :

- Cartes de paiement disponibles en versions Nationale et Internationale
- Carte allocation touristique
- Cartes jeunes

www.ubci.tn | Centre de Relations Clients : 70 000 050



UBCI GROUPE BNP PARIBAS

الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change



Mourad Fradi

Président de la Chambre de commerce et d'industrie tuniso-italienne

«Nous pouvons faire au moins le double»

«Cette visite du président Caïd Essebsi à Rome est plus qu'utile : nécessaire, à plus d'un titre, affirme Mourad Fradi, président de la Chambre de commerce et d'industrie tuniso-italienne. Porteuse d'accords importants, elle vient surtout redresser l'image de la Tunisie en Italie, restaurer la confiance entre les deux pays et mettre en valeur tout le potentiel qu'offre notre pays».

Co-commissaire de la Conférence internationale sur l'investissement Tunisia 2020, Fradi regrette la participation timide de l'Italie à cette importante manifestation. «Cela nous a d'ailleurs privé de retombées médiatiques positives en Italie où l'image de la Tunisie a été entachée ces dernières années par celle d'attentats terroristes et de manifestations de salafistes. Les dégâts ont été catastrophiques. Investisseurs et donneurs d'ordre ont eu peur de venir chez nous. Des commandes ont été annulées et nous n'avons pas su allumer les contre-feux nécessaires pour rétablir notre image».

Des reportages télé dans des émissions très populistes ont relayé de fausses réalités. Comme ce fut le cas pour l'huile d'olive tunisienne ou d'autres séquences relatives aux terroristes. Les attentats du Bardo et de Sousse, particulièrement, ont produit un effet très négatif. «Les Italiens les ont fortement mal ressentis. C'est l'effet de la proximité géographique, explique Mourad Fradi. Ils se sentent si proches de nous qu'ils s'estiment personnellement concernés, directement visés. Nous devons leur envoyer des images qui les rassurent, reflétant la réalité du pays».

Plus de stabilité et de visibilité générale

Actuellement, près de 860 entreprises italiennes sont implantées en Tunisie, assurant plus de 63.000 emplois directs. Elles opèrent essentiellement dans le textile, les composants automobiles, l'agroalimentaire et les services. L'investissement direct n'a cessé de se ralentir, alors que les opportunités ne manquent pas. «Nous pouvons faire au moins le double, affirme Fradi, si nous garantissons, en plus de la sécurité, plus de stabilité réglementaire, de visibilité générale et d'assouplissement des formalités administratives. Les chefs d'entreprise italiens sont très contrariés par la succession de nouveaux textes réglementaires, de nouvelles mesures fiscales, de taxes avec effet rétroactif. Prenez le cas de la contribution exceptionnelle de 7.5% sur les bénéfices, décidée en décembre et imposée sur l'exercice 2016. Personne ne l'avait prévue et tous auront du mal à l'annoncer à leur hiérarchie en Italie. On aurait pu la fixer pour l'exercice 2017, voire l'amortir sur deux ou trois ans. Mais, l'édicter de fait ne manque pas de susciter des interrogations sur tout ce qui peut arriver de plus, sans préavis».

Pourquoi pas une banque italienne en Tunisie ?

Outre la sécurité et la visibilité réglementaire, le président de la Chambre de commerce et d'industrie tuniso-italienne pointe du doigt les entraves administratives. «Les délais de réponse, quand on obtient une réponse, sont très longs, souligne-t-il. Les formalités sont complexes et les procédures peu claires. Tous nos atouts de compétitivité risquent de s'estomper. Nous devons les reconsolider».

L'absence d'institutions de financement constitue pour Mourad Fradi un autre handicap majeur. «Aucune banque italienne n'est établie en Tunisie alors que la France, par exemple, en dispose d'au moins trois. Là aussi, des initiatives sont nécessaires».

«Nous sous-estimons le potentiel technologique de l'Italie»

Y a-t-il des entreprises tunisiennes significatives qui opèrent en Italie ? «Très peu, indique-t-il. Mais, nous relevons deux phénomènes prometteurs. Le premier est celui de plus en plus de produits tunisiens, notamment agroalimentaires, qui arrivent à pénétrer avec succès sur le marché italien. Quant au second, il relève de l'outsourcing. Qu'il s'agisse de centres d'appels opérant au profit de marques et firmes italiennes, de traitement en Tunisie de la comptabilité et autres services d'infogérance, des partenariats utiles se forment. Les Tunisiens sont sur ces deux plans de plus en plus agressifs. Le potentiel est encore beaucoup plus important. Nous sous-estimons le potentiel italien et beaucoup pensent que l'Italie est synonyme de bien manger et bien s'habiller, alors que ce pays affiche de réelles avancées technologiques dans nombre de secteurs. Prenez par exemple le recyclage des déchets, les énergies renouvelables, la production agricole : de vrais gisements dont nous ne tirons pas suffisamment d'intérêt. Notre coopération dans ces secteurs reste insuffisante. Nous pouvons en bénéficier beaucoup plus.»

Triangulariser

Une autre opportunité s'offre également à travers la triangularisation. «Les Italiens parlent essentiellement italien et ne pratiquent pas souvent d'autres langues. Nos opérateurs peuvent alors les accompagner sur des marchés africains francophones et dans des pays arabes, indique Fradi. D'ailleurs, l'une des fiertés de notre Chambre de commerce et d'industrie est d'encourager cette démarche. D'ores et déjà, nous avons favorisé un partenariat industriel tuniso-italien dans le domaine de la menuiserie en PVC au profit de la Côte d'Ivoire. Les équipements et la technologie proviennent d'Italie et la production se fait en Tunisie. Le premier marché conclu porte sur près de 5 millions de dinars, ce qui n'est pas négligeable et ouvre de bonnes perspectives. Un deuxième projet se concrétise dans l'agroalimentaire et nous travaillons sur d'autres initiatives».

Reprendre les road-shows

Mourad Fradi est très optimiste. «Les entretiens qu'aura le président Caïd Essebsi à Rome, tant avec les officiels que les investisseurs, et la médiatisation de cette visite auront des retombées bénéfiques. La promulgation de la loi sur l'urgence économique et la publication des textes d'application du nouveau code des investissements seront importantes pour témoigner de la volonté de la Tunisie de promouvoir les partenariats escomptés».

«Nous devons reprendre nos road-shows en Italie pour les faire connaître, conclut Fradi. Avec nos adhérents, nous ciblerons cette fois des régions spécifiques avec des offres appropriées. Cela nous donne beaucoup d'espoir».

Tunisie-Italie

Déjà, depuis les temps reculés de l'antiquité



 Ammar Mahjoubi

Bien avant le conflit qui, hélas, avait fini par les opposer, nos deux prestigieuses cités, Carthage et Rome, vécurent, des siècles durant, dans l'entente. La concorde, régie depuis 509 avant le Christ par un traité renouvelé en 348 av. J.-C., avait garanti, dans un équilibre parfait, leurs intérêts réciproques. Toutes deux savaient que quand on s'éloignait de la concordance salvatrice entre les rives de la mer intérieure, on risquait d'aborder d'hostiles rivages, on risquait d'affronter la menace des hordes barbares.

La fin tragique des «guerres puniques» et la conquête du monde méditerranéen avaient

jadis livré à Rome l'empire du monde antique. Carthage fut reconstruite ; mégapole millénaire, elle retrouva son lustre d'antan. Iterumopulenta (de nouveau prospère), se réjouirent les contemporains. L'unité du monde romain, l'attribution de la citoyenneté aux provinciaux et la propagation par l'enseignement de la langue et des humanités latines finirent par créer, chez nos ancêtres, la conscience d'appartenir à la romanité.

La politique d'intégration, secret de la réussite exceptionnelle et du maintien de l'empire, alla de pair avec l'ascension sociale des élites provinciales. A partir du II^e siècle, elles contribuèrent au renouvellement du sénat romain ; près de trois cents sénateurs



de la province d'Afrique — l'antique *Africaproconsularis* qui couvrait, pour l'essentiel, le territoire de la Tunisie — participèrent, sous le haut empire, à l'exercice des plus hautes fonctions civiles et militaires; prélude à l'ascension de Septime Sévère et de la dynastie sévérienne au trône impérial. Le progrès social et les plus hautes fonctions politiques ne valent, cependant, que s'ils sont accompagnés par l'essor culturel et l'épanouissement artistique. L'attrait de nos ancêtres pour les études littéraires et juridiques donna à leur province la double

réputation d'être le pays des rhéteurs et la «*terre nourricière des avocats*». C'est à Carthage qu'apparurent ainsi, pour la première fois dans le monde romain, les apologies chrétiennes d'expression latine, et qu'aux précurseurs Tertullien et Minucius Felix succédèrent Cyprien, Lactance et Saint Augustin, qui fit briller la culture romano-africaine d'un dernier éclat. Les réalisations artistiques, de leur côté, se manifestèrent dans la sculpture et atteignirent la plénitude dans la mosaïque, transférant tant en Sicile, à Piazza Armerina, qu'en Espagne, la diversité

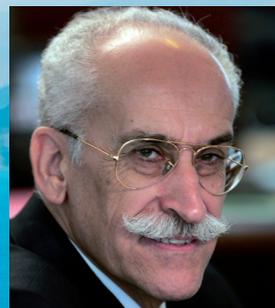
de leurs motifs et l'exubérance de leur polychromie.

Tout comme Rome, Tunis n'a cessé, depuis l'indépendance de notre pays, d'assumer sa dimension méditerranéenne. Et depuis les temps reculés de l'antiquité, les domaines culturel et économique n'ont cessé, entre les rives de notre mer intérieure, d'instaurer les convergences, d'établir les échanges et d'engager les entreprises communes. **L**

A.M.



Une relation méditerranéenne deux fois millénaire : la Tunisie et la Sicile



Mohamed-El Aziz Ben Achour

“ L’emprise de l’actualité sur les esprits est telle que souvent le poids de l’histoire en vient à être en quelque sorte occulté. Ainsi lorsqu’on évoque, par exemple, la Sicile dans ses relations avec la Tunisie a-t-on tendance à songer d’emblée à son rôle comme terre d’accueil pour les immigrés tunisiens à l’époque contemporaine. → ”



Pourtant les contacts entre les deux pays ont été non seulement à double sens mais ils remontent en outre à la plus haute antiquité. La Sicile, en effet, connut une présence phénicienne et punique durable et active. Progressivement, Carthage réussit à dominer une partie importante de l'île et à y développer des comptoirs dont certains, fondés déjà par les Phéniciens, devinrent de puissantes cités comme Motyé. Du Ve siècle av. J.-C. jusqu'au milieu du troisième, les Puniques et les Grecs (dont la présence en Sicile était fort ancienne) se disputent la possession de l'île. La victoire grecque d'Himère en 480 donne un coup d'arrêt à l'expansion carthaginoise mais Sélinonte et Agrigente, par exemple, tombent aux mains des Carthaginois en 409 et en 406. Cette rivalité n'empêche pas les uns et les autres d'avoir des relations économiques fructueuses. Ce n'est qu'à l'issue de la première

guerre punique et la victoire des Romains en 241 av. J.-C. que les Carthaginois sont définitivement évincés de Sicile.

Des siècles plus tard, en 827, le lieu qui allait ensuite abriter la cité de Mazara del Vallo, ville de la province de Trapani, connue aujourd'hui de nos compatriotes pour son importante communauté de pêcheurs tunisiens, fut la porte d'entrée des conquérants aghlabides venus d'Ifriqiya. Le territoire musulman de l'île, progressivement constitué, devint un foyer de civilisation grâce à l'introduction de techniques agraires et l'essor du commerce, des sciences et des arts. En 878, la langue arabe devint la langue officielle d'une grande partie de l'île jusqu'à la conquête normande au XIe siècle sans que son emploi disparaisse pour autant, y compris dans la correspondance officielle. Dans le même temps, un dialecte siculo-arabe se répandit et réussit à subsister jusqu'au XIVe siècle. De sorte que bien des

termes de la langue sicilienne sont d'origine arabe : *gebbia* (bassin, citerne), *favara* (fontaine), *giuggiolena* (sésame), ou encore des toponymes comme Mazara (de *mazâr*, lieu de pèlerinage à un tombeau de saint), Alcantara (le pont), Gibellina (le mont) et bien d'autres encore. La Sicile musulmane donna aussi de grands personnages dans différents domaines. Au Xe siècle, le califat fatimide trouve en la personne de Jawhar El Siqilli (911-992) un grand général, conquérant de l'Égypte et de la Syrie, fondateur du Caire en 969 au nom de son maître le calife El Moez, inaugurant ainsi pour deux siècles la période fatimide orientale après celle d'Ifriqiya.

Au XIIe siècle, les Normands conquièrent la Sicile. Tolérants et ouverts, ils s'accommodent brillamment de l'empreinte arabo-musulmane dans l'administration, les lettres et les arts à telle enseigne que les spécialistes parlent aujourd'hui de culture arabo-normande, ou





Nation

■ Cathédrale de Monreale, Sicile (cloître)



plus précisément de culture à la fois byzantine, arabe et normande dans un heureux syncrétisme dont le monde méditerranéen de haute époque avait le secret. Savants et artistes bénéficient de la protection et du mécénat des rois et leur en savent gré : en 1139, à la demande de Roger II, comte puis roi de Sicile (1105-1154), Al Idrissi entreprend la rédaction de son célèbre ouvrage de géographie *Nuzhat almushâtâq fikhhtirâq al âfâq* (connue en Europe sous le nom de Tabula Rogeriana ou Livre de Roger) conçu aussi comme une œuvre à la gloire du roi. Dans le domaine de la théologie et du droit musulman, comment ne pas citer un personnage emblématique des relations étroites entre la Tunisie et la Sicile, l'Imam Abou Abdallah Mohamed al Mazari (ou al Mazrî), célèbre théologien et juriste né à Mazara en 1064 et mort en odeur de sainteté à Mahdia en 1141. Revendiqué jusqu'à nos jours par les savants malékites et par les villes tunisiennes où il vécut : Sfax où il suivit les leçons d'Al Lakhmi, Sousse auprès d'Ibn al Sa'igh et Mahdia où il enseigna. Il fut enterré à Monastir où son tombeau fait encore aujourd'hui l'objet d'une vive vénération. Incarnation de cet islam à →

■ Eglise Saint-Jean des Ermites, Palerme



■ Palais de la Zisa, Palerme



→ la fois érudit et tolérant longtemps cher aux Tunisiens, il est également connu pour sa célèbre fatwa relative à l'organisation de la vie du musulman dont le pays tombe sous la domination chrétienne. Citons aussi le poète Abdoul Jabbâr Ibn Hamdîs, né à Syracuse en 1061, mort à Majorque en 1141, et le philosophe et écrivain politique Ibn al Dhafar al Siqillî, auteur d'un ouvrage (*Soukwân al Moutaâ*) que certains spécialistes modernes considèrent comme une préfiguration du *Prince* de Machiavel. Terre d'asile, la Sicile normande accueillit ainsi le célèbre Ibn Rachîq qui, fuyant la tyrannie de l'émir ziride de Kairouan, s'exila à Mazara en 1057 et sans doute y resta-t-il jusqu'à sa mort survenue en 1064.

La vigueur de l'empreinte arabo-musulmane s'est également exprimée à travers l'architecture et le décor des monuments d'époque normande. A Palerme, l'église Saint Jean-des-Ermite et les palais de la Zisa et de la Cuba en sont des témoignages éloquentes. Quant à la cathédrale de Monreale, elle constitue un bel exemple du style à la fois normand, arabe et byzantin. A Mazara del Vallo subsiste même un pan du tissu urbain ancien connu aujourd'hui encore sous le nom de Casbah.

Sous la domination des Hohenstaufen, successeurs des Normands, et en particulier durant le règne de Frédéric II, Empereur germanique, duc de Souabe et roi de Sicile de 1197 à 1250, cet esprit de tolérance et d'admiration pour l'apport arabo-musulman fut entretenu et ne disparut que sous les périodes postérieures, l'angevine puis l'aragonaise.

Sur le plan des relations politiques entre la Sicile et la Tunisie, l'entraide alternait avec les phases de tension, et la paix ne régnait souvent qu'en échange du versement d'un tribut, tantôt au profit de l'Ifriqiya, tantôt au bénéfice du pouvoir établi en Sicile. Au XIIe siècle, à la veille de la conquête almohade, les émirs d'Ifriqiya, en butte à des désordres et à la menace des puissantes tribus venues de Haute Egypte, établirent une alliance avec Roger, le roi normand de la toute proche Sicile. Des dettes considérables furent contractées avec la grande île et Mahdia fut même occupée par les Normands. L'arrivée des Almohades (voir *Leaders*, décembre 2016) mit fin à cette présence et un traité fut signé en 1180 entre le calife Abou Yacoub Youssouf et Guillaume le Bon, roi de Sicile, en vertu duquel une trêve de dix ans fut conclue et

la Sicile soumise au versement d'un tribut. C'est le plus ancien traité connu signé entre notre pays et une puissance européenne (Alphonse Rousseau, *Les Annales tunisiennes* p.422). En 1231, le sultan hafside et l'empereur Frédéric, roi de Sicile, concluaient un traité qui garantissait «le libre-échange de part et d'autre des esclaves [...] qui persisteraient dans leur croyance religieuse première» ainsi que la sécurité des marchands chrétiens en Afrique et des marchands musulmans d'Afrique dans les domaines de l'Empereur. Quant aux traités postérieurs de 1282, 1285, 1300 et 1398, il y est essentiellement question d'un tribut dont devait s'acquitter l'Etat hafside (A. Rousseau, idem, pp.425-427).

Plus tard, au moment de la fameuse rivalité entre l'Espagne catholique et le Sultan ottoman, Commandeur des croyants, la proximité géographique entre la Sicile et le pays de Tunis et leur ferveur religieuse antagoniste ne pouvaient que constituer une sorte d'exacerbation des conflits entre les deux grandes puissances d'alors. La Sicile participa ainsi, en quelques occasions mémorables, aux expéditions maritimes chrétiennes contre Tunis. Puis, lorsque les limites entre chrétienté et territoires d'islam se stabilisèrent, l'activité



corsaire - cette «guerre seconde», selon la formule de l'historien Fernand Braudel - prolongea une relation de nature belliqueuse qui se traduisait assez régulièrement par des raids qui visaient les petits villages des côtes italiennes dont les populations venaient grossir les rangs des captifs et esclaves dans la régence, pendant que des Tunisiens, victimes de corsaires au service d'Etats européens, se retrouvaient - à leur corps défendant eux aussi - de l'autre côté de la Méditerranée. Le vécu de ces populations touchées par la piraterie était parfois particulièrement agité. Selon les historiens B. et L. Bennassar, plusieurs Siciliens «ont partagé leur vie entre leur île et la Tunisie, quelques années ici, quelques années là, au gré des circonstances, passant et repassant la frontière religieuse entre les deux rives de la Méditerranée». (*Les Chrétiens d'Allah*, Paris, 1989, pp.259-260). Par l'effet d'une sorte de mélange à la fois dramatique et fascinant propre à la compétition entre l'Islam et la chrétienté, les captifs connaissaient parfois un destin brillant et romanesque. A la fin du XVIIIe siècle, un jeune homme, capturé sur l'île de Favignana au large de la Sicile par des corsaires tunisiens, fut offert au puissant ministre Youssouf Saheb Ettabaâ. Converti à l'Islam sous le nom de Hussein Khodja, il gravit tous les échelons de la hiérarchie mamelouke du Bardo puis devint entre 1822 et 1829, date de sa disgrâce, l'homme fort de l'administration beylicale. Du côté

musulman, de hauts personnages se retrouvaient en Sicile où à Naples et embrassaient la foi catholique de leur plein gré comme, à la fin des Hafside au XVIe siècle, le prince Hamida (voir *Leaders*, octobre 2016); ou plus tard, au XVIIe siècle, l'exemple de ce Don Philippe, fils d'un dey de Tunis qui, après s'être enfui de son pays, fut baptisé en la cathédrale de Palerme en mai 1646, son parrain n'étant autre que le vice-roi de Sicile. Après bien des péripéties, il revint à Tunis, se repentit et les choses rentrèrent dans l'ordre avec une tolérance assez extraordinaire (Lucette Valensi, «Quand des musulmans de haut rang demandaient le Baptême» in revue *Pallas*, 88, 2012).

Si aujourd'hui la Sicile fait rêver bien des jeunes tunisiens victimes du chômage, au XIXe siècle, de nombreux Siciliens (mais aussi des Sardes, des Napolitains ainsi que beaucoup de Maltais), poussés par la misère et le manque de travail, quittèrent leur île pour chercher un meilleur sort en Tunisie. Maçons, terrassiers, ouvriers, petits artisans, ils travaillaient dur et vivaient modestement, côtoyant la population locale dans la médina de Tunis et dans d'autres villes. Cette cohabitation, généralement paisible et utile aux uns et aux autres, était ponctuellement secouée par des bagarres homériques, parfois mortelles entre les fiers-à-bras des deux communautés. Beaucoup de ces immigrés

étaient aussi pêcheurs ou manutentionnaires dans différents ports tunisiens, tandis que d'autres louaient leurs bras dans les exploitations agricoles coloniales ou dans les mines (dont celles de phosphate) en divers endroits du pays. A cette population laborieuse et paisible se mêlaient des délinquants évadés de la péninsule dont certains contribuaient à la criminalité au point qu'un journaliste français jugea utile de mentionner «*Les ramifications de la mafia en Tunisie*» dans son Dictionnaire illustré paru à Tunis en 1912. Cette ancienne présence sicilienne est encore inscrite dans le paysage urbain. Jusqu'à nos jours, Tunis compte ainsi un vaste quartier urbain connu sous le nom de la Petite Sicile. Voici son histoire : Au XIXe siècle, le Bey de Tunis, soucieux de trouver une solution à l'insalubrité de la zone extra-muros qui allait devenir plus tard la ville européenne, accorda à une famille piémontaise, les Fasciotti, dont un des membres était consul d'Italie en 1861-62, la concession d'un vaste quadrilatère compris aujourd'hui entre l'avenue de Carthage, l'avenue Farhat-Hached, les rues de Turquie et Moncef-Bey avec possibilité d'y construire des petites habitations, à charge pour eux de remblayer cette zone marécageuse. Le caractère modeste de ces logements, puis la proximité du port construit en 1898, attirèrent des familles siciliennes en quête d'un emploi dans les activités d'acconage et de manutention qui s'y installèrent. →



■ Mausolée de l'imam El Mâzi à Monastir



→A La Goulette, port de Tunis et villégiature d'été haute en couleur et cosmopolite, il y avait aussi une Petite Sicile à l'ombre d'une église qui existe toujours. Le 15 août de chaque année, à l'occasion de la fête de la Vierge, une imposante procession conduisait jusqu'à la mer la statue de Notre-Dame de Trapani, dans la ferveur des chrétiens et sous le regard des nombreux musulmans et juifs venus en voisins ou en curieux. D'autres villes telles Bizerte ou Sfax avaient leur «quartier sicilien».

Au temps des beys, la communauté italienne de Tunisie avait bien sûr son aristocratie, constituée essentiellement de grandes familles génoises comme les Gnecco ou les Traverso, dont la richesse était fondée sur le négoce et, pour certaines, notamment les Raffo et les Bogo, grâce à la proximité avec le pouvoir beylical. Leur opulence se traduisait au plan urbanistique par de beaux palais et immeubles à l'architecture caractéristique de certaines régions de la péninsule et de la Sicile et situés principalement dans le «Quartier franc» de la médina de Tunis (rue de la Commission, rue Sidi Qadouss, rue des Glacières). Dans une de ces demeures habita en 1836 Garibaldi,

réfugié. Le cloisonnement social était cependant de rigueur et il a fallu attendre l'ère du protectorat pour assister à des réussites de Siciliens de Tunisie comme Joseph Abita, né à Trapani en 1856 ; entrepreneur de travaux publics et de bâtiments (dont l'Hôtel de Ville de Tunis et l'immeuble du grand quotidien *La Dépêche tunisienne*), il était membre de diverses sociétés de bienfaisance et de la société des Garibaldiens; Nicolas D'Amaco, né à Marsala

en 1879, industriel et viticulteur en Tunisie, Pietro Galfano, lui aussi de Marsala, médecin ophtalmologiste à Sousse, ou encore Antoine Rizzuto, diplômé des facultés de Palerme et Messine, médecin, ancien interne de l'hôpital italien de Tunis.

Au début du XXe siècle, les Italiens constituaient la plus forte communauté européenne de Tunisie à telle enseigne qu'on a pu définir la Tunisie comme →



■ Procession du 15- Août (Madone de Trapani) à La Goulette dans les années 1950 (photo Victor Sebag)



**AVEC
VOTRE PLAN
HORIZON,
FRUCTIFIEZ
VOTRE ARGENT
EN TOUTE
SÉRÉNITÉ**

- Placement à **100 % Garanti**
Vous bénéficiez d'un Taux Minimum GARANTI à vie
- Placement à **100 % Gagnant**
Votre argent est fructifié à un taux de rendement performant
Vous bénéficiez d'un cadre fiscal très attrayant
- Placement à **100 % Souple**
Vous êtes libre de changer les montants et les fréquences de vos versements.
Mieux encore votre argent reste disponible à tout moment.

... Vous faites le bon choix !

Assurances SALIM, l'assurance qui respecte ses engagements !



www.atb.tn
#BIBANE_ELKHIR

Epargne  الخير

FCAI



Crédit 
SAKAN

مع إيدخار
الخير...
تتحطك
بيبان الخير



ATB
البنك العربي لتونس

Des professionnels à l'écoute

Avec un peu d'épargne, réalisez vos rêves et concrétisez vos projets... Fructueuse, disponible et généreuse...
Epargne El khir vous donne accès au crédit qui vous convient, aux meilleures conditions.

سبق الخير... تلقى الخير بزائد.

ATB TUNISIE  



■ Demeure de style italien, rue de la Commission dans la médina et inscription sur sa façade commémorant le séjour de Garibaldi et de ses compagnons en 1836 (photo Mohamed Hammi).

→ «une colonie italienne administrée par des fonctionnaires français». En 1906, ils étaient au nombre de 81.156 (contre 34.610 Français) répartis dans tout le pays mais principalement à Tunis (52.000), dans leur grande majorité, ils étaient originaires de Sicile, de Trapani, Favignana, Marsala et d'autres régions de l'île. Les autorités du protectorat étaient préoccupées par ce déséquilibre démographique au détriment de leurs nationaux et s'attachèrent à le corriger, notamment par un encouragement massif aux naturalisations d'Italiens.

Aujourd'hui, si la Tunisie a vu fondre dès les années 1960 sa communauté italienne comme le reste de ses composantes non

autochtones et non musulmanes, la Sicile, en revanche, abrite une importante communauté tunisienne qui, en 2015, comptait 19 244 âmes. Ces immigrés, arrivés dès les années 1960, travaillent comme ouvriers agricoles, mais aussi comme pêcheurs dont beaucoup exercent leur métier à Mazara del Vallo. La communauté tunisienne de cette ville, qui compte également quelques commerçants, est certes bien acceptée, mais, comme jadis les Siciliens de Tunisie, cohabite sans vraiment se mêler à la population autochtone. Des jeunes éduqués participent toutefois à la vie politique de la ville. En 2003 puis en 2009, un Tunisien, Soufiène Zitoun, entra au Conseil municipal en qualité d'adjoint étranger (consigliere straniero aggiunto) tandis que d'autres, dont des

femmes, sont affiliés à des partis italiens. A Tunis, la présence sicilienne est entretenue vaillent que vaillent par les quelques familles qui ont choisi de rester au pays qui accueillit jadis leurs ancêtres. Elle s'est maintenue aussi grâce à la coopération culturelle et particulièrement à l'action de la fondation Orestiadi de la ville de Gibellina qui, à l'initiative du regretté sénateur Ludovico Corrao, avait fondé en juin 2000, au palais Bach Hamba dans la médina, un centre culturel destiné à développer les liens culturels et patrimoniaux entre la Sicile et la Tunisie. Malheureusement, ce centre a disparu en 2015, contribuant ainsi au déclin du caractère méditerranéen et cosmopolite qui fut jadis celui de Tunis. ■

Md. A. B.A



■ Mazara del Vallo

Ces Italiens de Tunisie



 Silvia Finzi

“ Al’heure où le phénomène migratoire revêt des enjeux politiques, socioculturels, économiques et émotionnels des plus variés, il est intéressant de se pencher sur un aspect des migrations qui a touché par le passé la Tunisie et l’Italie mais dont le sens des trajectoires s’est aujourd’hui inversé : hier de l’Italie vers la Tunisie, aujourd’hui de la Tunisie vers l’Italie. Il y a 150 ans d’écart entre ces parcours qui ont vu des hommes, des femmes et des enfants se déplacer d’un pays à l’autre souvent en empruntant les mêmes chemins, avec les mêmes attentes et les mêmes espoirs d’une vie meilleure, à la seule différence près, qui n’est pas des moindres, que les passeurs du passé n’abandonnaient pas en mer leurs passagers et qu’ils connaissaient, en marins chevronnés qu’ils étaient, les routes de la mer. → ”

Les motivations les plus diverses ont poussé ces populations à quitter le territoire italien pour la Tunisie, de même que diverses sont celles qui poussent les Tunisiens vers l’Italie: qu’elles soient vécues comme étape vers d’autres contrées, qu’elles aient été des départs ponctuels ou définitifs, des refuges ou des libérations sociales et/ou politiques, toutes ont pour origine la quête d’un mieux-être.

Parler de phénomène migratoire est toujours assez complexe car à partir de quel moment pouvons-nous dire qu’un émigré se définit comme tel ? Au moment où il part, durant son voyage, à son arrivée ? Si le terme signifie en effet «changer de demeure», cette désignation devrait s’arrêter à la fin de son voyage. Or nous remarquons le contraire, à savoir que l’on désigne quelqu’un d’émigré lorsqu’il ne l’est plus, c’est-à-dire lorsqu’il cesse de migrer. Le terme est donc en lui-même ambigu car, d’une part, il indique une population qui a quitté son pays pour s’établir dans une autre contrée et, d’autre part, une consubstantielle «étrangéité» au pays d’accueil, comme si migrer devenait une catégorie ontologique et, de par là même, une identité propre, avec toutes les déviances et

contradictions que cela suppose dans le regard des autres sur soi et de soi sur les autres.

Pourtant, de tout temps les hommes se déplacent, et comme nous indiquait déjà Sénèque, il y a deux mille ans, lorsqu’il écrivait de son exil de Rome sa *Consolatio ad Helviam matrem* : «*Tous n’ont pas les mêmes motivations pour abandonner leur patrie et en chercher une autre: certains, fuyant la destruction de leur cité, les armes ennemies et ayant été spoliés de leurs biens, se tournèrent vers d’autres territoires; d’autres furent chassés par des luttes intestines; d’autres furent contraints à émigrer pour alléger le poids d’une excessive densité de population; d’autres encore ont été chassés à cause de la peste ou par de fréquents tremblements de terre ou par d’autres intolérables fléaux: d’une terre malheureuse et d’autres enfin ont été attirés par une terre fertile et tant vantée. Chacun d’eux a quitté sa maison pour une raison ou pour une autre. Une chose est néanmoins certaine: personne n’est resté là où il est né. L’errance de l’homme est continue.*» Dans l’entre-deux-guerres, les Italiens étaient autour de 100.000 en Tunisie et on estime qu’aujourd’hui tel est le nombre des Tunisiens en Italie. Si l’on remarque aussi que la plupart des Italiens étaient d’origine sicilienne et que dès le début du XIXe siècle, un nombre important exerçait la profession de pêcheurs





(souvent originaires de la ville de Trapani et de ses alentours) et que les premiers migrants tunisiens ont exercé tout d'abord une profession similaire à Mazara del Vallo (ville de la province de Trapani), là où leur présence est numériquement plus importante qu'à Milan, Parme ou Bologne et suit de peu celle de Rome, nous ne pouvons pas être interpellés par les facéties de l'histoire mais en même temps par sa logique là où le choix du lieu, la typologie des métiers exercés, le nombre sont en correspondance et sont des continuels renvois des uns aux autres.

Partant de ces histoires spéculaires qu'il est bon de se rappeler, de part et d'autre de la

Méditerranée, nous essayerons de tracer très brièvement l'histoire des Italiens en Tunisie et ce à partir du XIXe siècle. Le choix n'est pas arbitraire bien que leur présence soit attestée depuis le Moyen Age et que des auteurs comme Boccace dans son Décaméron situe certaines de ses nouvelles dans les villes de Tunis et Sousse. En effet, suite aux effets libéricides de la Restauration dans l'ensemble des Etats italiens, un vent d'opposition constitutionnaliste d'abord mais par la suite prônant l'unité de l'Italie souffle sur la péninsule. Nombre de ces opposants se voient contraints à l'exil et trouveront en partie refuge en Tunisie mais aussi à Marseille, Londres et Malte. Laïques, républicains et

démocrates, à l'instar de leur référent politique Giuseppe Mazzini, père de l'idée d'une Jeune Italie (La Giovine Italia) et du Héros des deux Mondes, Giuseppe Garibaldi, ils continueront depuis la Tunisie leur chant patriotique en recevant les nouveaux exilés, en organisant des réseaux de soutien aux «jeunes Italiens» et en contestant les consulats des différents Etats italiens dont ils étaient sujets.

En 1848, sur 3 000 sujets représentant différents Etats italiens, 500 étaient sujets toscans. Si nous tenons à le spécifier et à raconter cette anecdote suivante, c'est parce que nous estimons que l'acte de →

→naissance implicite de la collectivité italienne en Tunisie fait suite à une polémique acerbe entre autorité consulaire toscane et sujets toscans car ceux-ci refusent de reconnaître la nomination de leur consul, polémique qui culmine en 1847 par une protestation écrite signée par Abramo Lumbroso, S. Borghi, D.Lopez Perrera, G. Corcos, G.Forti, I.G.Paz, A.Liscia, E.Moleo, A. Dellostrologo, S.Sorrego, P.Moleo, S.Finzi, F.Finzi, G.Rignano, A.Bartelloni, B.Calò dans laquelle ils demandent de pouvoir élire leurs propres représentants ou «députation», action qu'ils finirent par mener à bien. Or cette volonté de s'autoreprésenter est constitutive de la collectivité dans la mesure où nous passons d'un groupe d'individus non organisés à une première forme d'organisation collective qui représente et défend les intérêts du groupe.

A cela s'ajoute une ferveur patriotique qui, sous l'influence des exilés, les pousse à se réunir, toutes appartenances confondues, afin de partager une identité nationale et des intérêts communs. Le rôle du consulat piémontais sera majeur et comme Garibaldi, qui fera allégeance à la monarchie malgré ses idéaux républicains, les Italiens de Tunisie se rangeront du côté du roi de Savoie, de Piémont et de Sardaigne, Vittorio Emanuele II, devenu premier roi d'Italie en 1861.

Faisant partie de la petite bourgeoisie libérale et professionnelle, ils pourront exercer leur métier sous la bienveillance des autorités beylicales et seront soutenus à la cour par Giuseppe Raffo, qui, sous les règnes successifs de Hussein, Mustapha (qui épousera Elena Raffo, sa sœur), Ahmed (fils d'Elena et de Mustapha) et de Mohamed Bey (qui épousera Maria Sanna, belle-sœur de Raffo) aura fonction de ministre et ce jusqu'à l'accession au trône de Mohamed Sadok Bey en 1859. Pour services rendus au Royaume de Piémont et de Sardaigne, il sera ennobli et deviendra le comte Raffo. Raffo s'intéresse aussi aux revenus provenant de la pêche et devient concessionnaire avec son fils Felice, en 1826, du Cap Zebib et en 1835 de la thonaire de Sidi Daoud et ce jusqu'au début du XXe siècle. Pour cela, il fera venir durant les périodes

de mattanza des pêcheurs de Trapani qui constitueront tout d'abord une émigration saisonnière pour devenir, avec le développement de la pêche, une expatriation définitive. La pêche au thon, selon l'historien français Jean Ganiage, «pendant près d'un siècle et demi en Tunisie, demeura une industrie purement italienne pratiquée par des équipages siciliens pour un usage presque exclusivement péninsulaire.» En 1817, avait été accordée, avant Raffo, à un certain Bonfiglio, également Génois, une concession pour la pêche dans la région de Monastir.

La présence italienne en Tunisie est donc antérieure à l'unité de l'Italie mais se constitue et se structure en tant que collectivité organisée dans sa foulée. L'unité de l'Italie va consolider et accroître la population italienne sur le territoire tunisien grâce aux traités de commerce et navigation (1868) entre les deux pays particulièrement favorables aux Italiens qui jouiront d'un statut privilégié jusqu'au traité du Bardo en 1881. D'un point de vue politique, l'Italie, qui prétend désormais être reconnue parmi les nations qui comptent, voudrait participer à la course aux colonies entreprise par les puissances européennes, la Tunisie devenant la cible de ses convoitises. La défense des intérêts italiens est de mise et se traduit par la mise en place d'une banque italienne, d'une chambre de commerce, d'écoles italiennes (la première école privée non confessionnelle et pré-unitaire, fondée par Pompeo et sa sœur Esther Sulema en 1838, sera italienne), d'un hôpital italien (actuel hôpital Habib-Thameur), de journaux (le premier journal rédigé en langue italienne, *Il giornale di Tunisi e Cartagine*, sera publié en 1838 auquel fera suite en 1869 *Il Corriere di Tunisi* qui cessera ses publications en 1881 avec le Protectorat français et idéalement les reprendra en mars 1956 avec la naissance d'un journal ayant le même nom et ce jusqu'à nos jours), d'un centre culturel Dante-Alighieri où se trouvait le Conservatoire de musique Giuseppe-Verdi (aujourd'hui devenu la maison de la culture Ibn-Khaldoun) mais aussi une école du soir pour l'alphabétisation d'une partie de la population italienne démunie et non scolarisée, un théâtre de l'opéra, le Politeama Rossini, etc. Intéressant de relever

que Michele Brondino, dans son ouvrage sur 150 ans de presse italienne en Tunisie, recense entre 1838 et 1956 plus de 120 titres de journaux en langue italienne publiés en Tunisie, parmi lesquels se trouvent aussi bien des journaux de défense des intérêts italiens que des journaux d'opposition politique, socialistes, libertaires, syndicalistes et à partir de 1922 nationalistes et communistes mais aussi des revues littéraires et artistiques, des journaux en langue dialectale (sicilien et sarde)... Parmi les plus intéressants, citons *La voce dell'operaio*, *Il Minatore*, *L'Unione* (seul quotidien), *L'Italiano di Tunisi*, *Simpaticuni*. Les Archives et la Bibliothèque nationales tunisiennes possèdent, même si de manière incomplète, ces collections mais pour permettre aux chercheurs de pouvoir continuer à fouiller ces trésors, il serait nécessaire de digitaliser ce matériel si fragile et fragilisé par le temps.

Au lendemain de la proclamation de l'unité italienne, la monarchie trahit les espoirs d'un changement tant attendu et tout particulièrement dans le Sud de l'Italie mais aussi dans certaines régions du Nord. Des troubles agitent le Sud, la Sicile se soulève contre la trahison de l'Etat à son encontre mais la répression gouvernementale sera sanglante. La question méridionale qui reste encore une plaie ouverte en Italie de nos jours aura comme première réponse à ses attentes de justice sociale l'armée italienne avec ses fusils pointés contre ce peuple même qui avait pourtant combattu pour la libération du pays.

Entre la famine ou la prison, les hommes prennent le chemin de la migration et c'est le début du grand exode des Italiens qui fera quitter leur terre natale à des millions de personnes en l'espace de trente ans. Si la plupart partiront pour l'Europe et les Amériques, des milliers trouveront refuge en Tunisie, attirés par le besoin pressant de main-d'œuvre qu'appellent les gros travaux entrepris par les autorités coloniales après 1881. C'est l'échec du grand rêve unitaire qui avait nourri les Italiens du XIXe siècle et l'émigration sera sa soupape de→



STAR
تأمينات ASSURANCES

عمل علينا



خلي حياتك
بين عينيك

NEW AGE

star.com.tn

Carte Visa Platinum

"INTERNATIONALE"

La Star des cartes internationales est désormais chez la BT !

Carte Visa Platinum "INTERNATIONALE"

Avec la CARTE PLATINUM INTERNATIONALE de la Banque de Tunisie, désormais rien ne vous surpasse à l'étranger, grâce à cette carte vous bénéficiez d'une panoplie de services privilégiés et avantages exclusifs rendant votre séjour à l'étranger confortable et luxueux.

Pour plus d'information, veuillez consulter votre agence BT la plus proche.



Nous réaliserons vos vœux

www.bt.com.tn

البنك
التونسي
BANQUE DE TUNISIE



■ Ketty Signigaglia née à Tunis en 1882, première femme pharmacienne d'Afrique du Nord, au centre dans la photo

→ sécurité. L'émigration de masse qui culmine au début du XXe siècle n'est plus celle qui animait ceux qui au XIXe siècle poursuivaient leur rêve libérateur et patriotique mais au contraire celle d'une fugue et d'une libération de l'Italie vers des contrées plus accueillantes qui lui permettrait de survivre mais aussi de fuir les vexations subies par un Etat qui n'avait pas su choisir entre traditions féodales et modernité, en créant dans son peuple une profonde fracture entre Nord et Sud, entre Etat et régions, entre monde rural et monde citadin. Certes l'Italie se sent bafouée par le traité du Bardo qui deviendra «lo schiaffo di Tunis» (la gifle de Tunis) et ses rapports avec la France seront toujours tendus et fragiles. Longtemps l'Italie ne reconnaîtra pas le Protectorat français en Tunisie mais il serait trop long ici d'affronter la pourtant si intéressante question de la rivalité franco-italienne en Tunisie jusqu'en 1940.

La guerre va envenimer ultérieurement les relations franco-italiennes et les Italiens de Tunisie payeront très cher, à partir de 1943, la défaite de leur pays. Expropriation, interdiction de publier en langue italienne, fermeture de toute institution privée ou étatique italiennes, expulsions arbitraires seront le lot de la collectivité, quelle que soit son appartenance politique (fasciste ou antifasciste), un moyen pour les autorités du Protectorat de clore la question italienne.

Mais ceci est une autre histoire... L'Indépendance sera accueillie par les Italiens avec joie et pour une grande partie d'entre eux, elle sera vécue comme une seconde Libération mais la loi sur la main-d'œuvre nationale en 1959 et le non-renouvellement de la carte de travail pour les Italiens, même natifs, la successive nationalisation des terres et les difficultés d'exercer leur métier, surtout pour les jeunes non spécialisés, les pousseront à quitter la Tunisie vers la terre de leurs ancêtres là où, pour la plupart, ils allaient pour la première fois. Ironie du sort : les Italiens qui avaient dans l'immédiat après-guerre payé un lourd tribut au Protectorat français se voient assimilés à la France au lendemain de l'Indépendance et logés à la même enseigne que les colonisateurs. La collectivité «historique» s'étiolera progressivement et seul un petit nombre d'entre eux choisira de vivre et mourir sur ce sol tunisien où il avaient vu le jour. Si aujourd'hui, ils sont en voie d'extinction, d'autres Italiens porteurs de passés différents mais soucieux de s'intégrer dans le tissu social, économique et culturel de la Tunisie contemporaine sont en train de les remplacer au fur et à mesure que le temps creuse son sillon d'oubli.

En guise de conclusion et dans l'impossibilité d'être exhaustive, les italiens de Tunisie font partie de l'histoire de ce pays non seulement par les temps longs qui ont marqué leur

présence sur le sol tunisien, mais par leur apport, négatif ou positif soit-il, à l'idée de modernité, à l'idée de nation, aux luttes ouvrières et syndicales, à leur forte politisation mais aussi aux marques encore visibles de leur présence tant professionnelle qu'artistique. Nous avons publié sept ouvrages, et ce depuis les années 2000, sur les différents aspects et facettes de l'histoire de cette collectivité : de la peinture à l'architecture, des métiers à la mémoire, des écrivains à l'alimentation jusqu'aux témoignages et histoires politiques des Italiens «de» et non pas «en» Tunisie comme il nous plaît à croire et dans lesquels nous avons développé des aspects à peine effleurés par le présent article pour celles ou ceux qui souhaiteraient plus de précisions. Un regret et un souhait ? Oui, pour moi native de Tunisie et ce depuis cinq générations, le regret que s'estompe chez les jeunes tunisiens, jusqu'à disparaître, la mémoire d'une Tunisie plurielle qui, à mon sens, est le ciment de la pluralité tout court. Mon souhait est que la curiosité d'une mémoire partagée entre les deux rives de la Méditerranée suscite en nous la conscience que le repli sur soi et le refus de/des autres sont incompatibles avec notre histoire, celle tunisienne, celle italienne mais celle aussi de l'humanité entière dont trop souvent nous oublions de faire irrémédiablement partie. **L**

S.F.
Professeur de Civilisation italienne
Faculté des Lettres,
des Arts et des Humanités- La Manouba

Hazem Ben Gacem

De Béni Khalled à Harvard

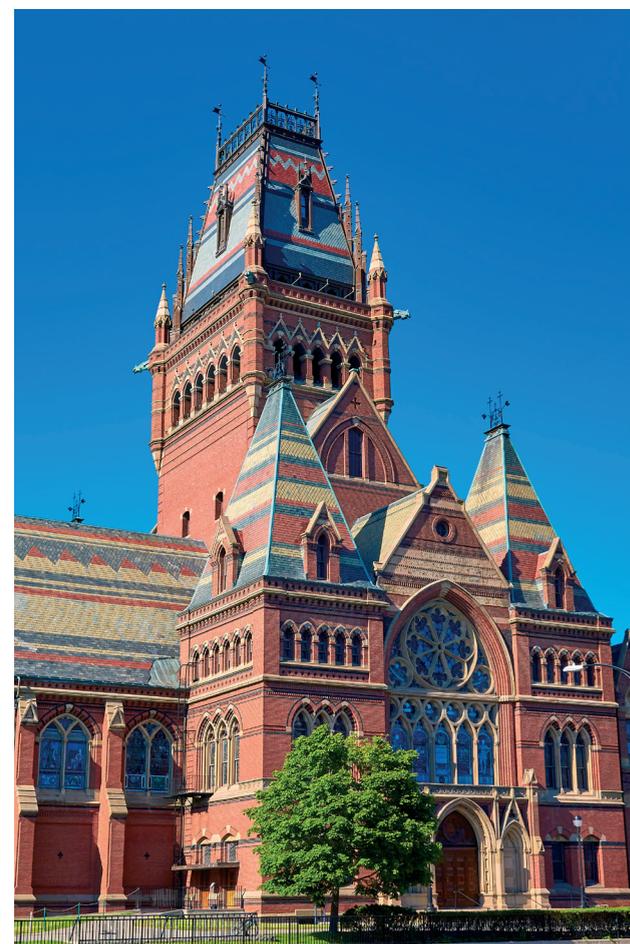
« Je veux réactiver l'ascenseur social pour les jeunes Tunisiens. » Telle est en substance l'ambition majeure que poursuit Hazem Ben Gacem, 46 ans, originaire de Béni Khalled et banquier d'affaires diplômé de Harvard. Il vient de fonder avec son épouse Karen un programme de bourses d'études ouvert aux bacheliers tunisiens admis à poursuivre des études à l'université de Harvard. Un seul maître-mot, en effet, pour le diplômé en sciences économiques de Harvard (promotion 1992) : la méritocratie, qui, selon lui, devrait être le seul système guidant le devenir social et le parcours professionnel des étudiants, d'où qu'ils viennent. Outre les bourses d'études aux Tunisiens de Harvard qu'il prend en charge, il a octroyé un don financier (dont le montant ne nous a pas été spécifié) pour permettre au Centre des études sur le Moyen-Orient (Cmes) de Harvard d'ouvrir un bureau dans le quartier des Berges du Lac de Tunis, le premier dans le monde arabe. L'objectif est de donner la possibilité aux enseignants et aux étudiants de Harvard qui le souhaitent de mener des travaux de recherche sur le terrain en Tunisie et de promouvoir les échanges académiques entre les deux pays. Portrait. →

Un simple « Hello » avait ouvert au père, Hmida Ben Gacem, les portes de Harvard. C'était en 1972. Fonctionnaire au ministère du Plan et des Finances, il recevait une délégation d'experts américains venus impulser la coopération bilatérale. Accueillant et compétent, il avait retenu l'attention des visiteurs qui n'ont pas manqué de lui proposer d'aller préparer un mastère à Harvard et une bourse de la Fondation Ford lui a été octroyée. Evidemment, à ne pas rater. Hmida Ben Gacem est ainsi parti immédiatement à Boston avec son épouse et leur enfant, Hazem, qui n'avait alors que deux ans. « J'étais trop jeune à l'époque pour en garder de vrais souvenirs, mais mes parents me montrent des photos où j'étais ébloui par la neige qui tombait », nous confie aujourd'hui Hazem.

De retour à Tunis, le père reprendra ses fonctions au ministère, mais le voilà rapidement proposé par le gouvernement tunisien pour se rendre à Abu Dhabi et contribuer, dans le cadre de la coopération technique, à la création du ministère émirati des Finances, tout naissant. « Les Emirats, à l'époque, rappelle Hazem, n'ont rien à voir avec ce que l'on connaît aujourd'hui. La capitale était plutôt une grande bourgade au milieu des sables. Mais, c'était

merveilleux ». Scolarisé depuis son jeune âge dans les établissements américains d'Abu Dhabi, il sera très studieux. L'année du bac, Hazem fera partie des lauréats. A l'heure du choix pour ses études universitaires, il ne rêvait que de Harvard, sur les traces de son père. « L'esprit d'émulation qui prévalait au sein des lycées américains du monde arabe, confie-t-il, nous incitait tous à candidater pour les établissements les plus renommés », parmi lesquels Harvard tient une place de premier choix.

Du côté de la fratrie, si aucun de ses frères et sœurs n'a intégré l'illustre université américaine, ces derniers ont également la main heureuse en affaires. Sa sœur, Leïla Ben Gacem, œuvre activement à la sauvegarde culturelle de la Médina de Tunis. Avec l'aide financière de Hazem, elle a acquis et restauré Dar Announ, demeure de l'illustre parfumeur tunisois située au milieu de la rue du Pacha, pour en faire une maison d'hôtes à la fois chic et familiale. L'équipe de jeunes collaborateurs qui la gère œuvre, en collaboration avec les associations de sauvegarde de la Médina, à l'organisation d'événements culturels tels que des visites guidées de quartiers historiques de la ville ou des concerts de musique organisés dans le centre de la Médina. Son jeune frère, Emir, travaille à la City de Londres en tant que



spécialiste des Emerging Markets au sein du Crédit Suisse tandis que son autre sœur, Amira, habite aujourd'hui en Arabie Saoudite.

Démocratiser le rêve américain

Aujourd'hui, le profil de Hazem Ben Gacem apparaît comme une illustration tunisienne du rêve américain : originaire de Béni Khalled, son brillant passage par la plus vieille université américaine l'a mené vers des postes de haute responsabilité. Responsable des investissements en Europe de la banque d'affaires Investcorp depuis 1994, il a également fait partie de l'équipe Fusion & Acquisition de New York de la banque d'affaires Crédit Suisse. Il préside par ailleurs la société de haute couture italienne Corneliani et la société de luxe Georg Jensen. Mais s'il vole à présent de ses propres ailes, l'homme garde toujours un pied dans le réseau institutionnel de Harvard : il est membre du Dean's Council de la Harvard Kennedy School of Government et prend part à l'organisation des activités que l'université américaine mène à Londres, où il habite. L'ascension sociale par le mérite et le travail, il voudrait en promouvoir la possibilité et en faire bénéficier les lycéens tunisiens méritants, dont les qualités scolaires ne devraient pas, à son avis, être mises en valeur selon des considérations socioéconomiques. « Nous avons



en Tunisie des talents fantastiques, provenant de toutes les régions, qu'il faut valoriser et mettre au service de la recherche, explique-t-il. Il manque seulement à ces jeunes un coup de pouce qui puisse les décider à prendre leur destin en main, à postuler pour des universités qui peuvent paraître inaccessibles mais qui en réalité ne le sont pas !»

Faire de la Tunisie un «hub universitaire à l'échelle internationale»

Ben Gacem conteste à ce titre le choix devenu systématique des étudiants tunisiens de poursuivre leurs études en Europe, et en particulier en France, estimant que le monde universitaire américain offre autant, voire davantage, d'horizons. La création de tissus interactionnels dans les sphères de l'éducation et de la recherche dont les sièges physiques se trouveraient à la fois en Tunisie et aux Etats-Unis empêchera pour sa part la fuite des cerveaux.

L'homme va plus loin : il voit dans l'ouverture en Tunisie d'un bureau d'études rattaché à Harvard une possibilité, par un effet boule de neige, que des universités similaires initient la même démarche, opérant ainsi une meilleure connexion entre les centres de recherche tunisiens et étrangers. *«Si l'on dote la Tunisie, déjà forte de son histoire trois fois millénaire, de sa position géographique d'exception et de ses compétences intellectuelles, de structures de mutualisation des connaissances, il est évident qu'elle deviendra un éminent hub universitaire à l'échelle internationale»,* parie-t-il.

Co-commissaire de Tunisia 2020

En Tunisie, le nom de Hazem Ben Gacem a été révélé pour la première fois en septembre dernier lorsque le chef du gouvernement, Youssef Chahed, l'avait désigné co-commissaire, avec Mourad Fradi, de la Conférence internationale sur l'investissement Tunisia 2020. Sa contribution a permis de susciter l'intérêt d'importants fonds privés d'investissement. Lors du road-show de mobilisation organisé mi-octobre dernier à Londres, il a pu réunir autour du ministre Fadhel Abdelkéfi la fine fleur des investisseurs de la City. Aujourd'hui, il considère que le vrai travail commence pour faire aboutir les discussions engagées. ■

Néjiba Belkadi

nextProtein

Les protéines de demain sont dans les insectes !





 Néjiba Belkadi

“ L’avenir de l’alimentation humaine se cache-t-il dans les protéines d’insectes ? Extraire de la «mouche soldat noire» des protéines destinées à l’alimentation des poissons, de la volaille et des animaux de compagnie, tout en exploitant les déchets organiques pour la nourrir : telle est, en substance, l’idée-force du projet mis en place par un couple tunisien très eco-friendly. Syrine Chaalala, ex-consultante à la FAO (Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture), et son mari ingénieur chimiste, Mohamed Gastli, font désormais partie du cercle restreint des éleveurs de mouches (il n’y en a que 10 au monde). Car l’apport en protéines de certains insectes dans la sécurité alimentaire des animaux et des humains constitue pour eux une alternative d’avenir, avant-gardiste et écoresponsable, aux autres types de protéines végétales actuellement cultivées pour l’alimentation des animaux d’élevage. → ”

Aux origines du projet, une crise alimentaire au Madagascar

Syrine Chaalala travaillait depuis une dizaine d’années dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la santé animale au sein de la FAO. L’une des dernières missions à laquelle elle a contribué avait eu lieu en 2013 à Madagascar, où une invasion de criquets saccageait sur des centaines de kilomètres les pâturages et les terres cultivées de ce 5e pays le plus pauvre au monde. Au cours de cette crise acridienne, Syrine et son mari Mohamed, qui l’avait rejointe, assistent à une éradication massive au pesticide des criquets migrants alors même que ceux-ci pourraient constituer une source d’alimentation riche en protéines pour une population déjà affamée.

Le couple se met alors à envisager l’insecte comme l’une des sources de protéines les plus prometteuses pour l’alimentation animale, voire humaine. Un rapport publié par l’ONU peu après la crise malgache – et téléchargé plus de 7 millions de fois – soulignait en effet que l’accroissement de la population mondiale (plus de 9 milliards de personnes à nourrir d’ici 2030) impliquera une démultiplication de la demande de viande. Une demande qui nécessitera à son tour que les milliards d’animaux élevés chaque année pour l’alimentation soient nourris. Surtout, selon la FAO, «*les terres deviennent rares et accroître les surfaces dédiées à l’agriculture n’est une option ni viable ni durable*». En cause, la pollution des sols, les changements climatiques et les dangers de la déforestation que provoque la culture du soja, principale source de protéines utilisées dans l’alimentation des animaux d’élevage.

Pourquoi la mouche soldat ?

Les chercheurs de l’ONU sont donc en quête de solutions nouvelles pour faire face à cet enjeu colossal qui se posera à l’humanité dans les années à venir et présentent désormais les insectes comestibles comme une perspective d’avenir en matière de sécurité alimentaire. Dans ce contexte, les deux entrepreneurs, →



→ qui ont longtemps résidé en France, décident de rentrer en Tunisie pour mettre en place, en 2014, nextProtein, une fabrique de mouches soldats dans une ferme familiale basée à Nabeul.

Si elles inspirent souvent répugnance et dégoût à l'homme moderne, les mouches ne sont pas toutes égales devant la nature. «*La mouche soldat est une espèce particulière, explique Syrine Chaalala. Dépourvue de bouche à l'état adulte, elle ne fait que s'hydrater et se reproduire. Elle n'est donc pas porteuse de microbes nuisibles à l'homme.*» La rapidité de son cycle de reproduction et sa capacité à produire des quantités importantes de protéines ont également orienté ce choix. Environ un million de larves pesant 30 kilos sont ainsi produits quotidiennement par les 100 000 mouches dont dispose le site de nextProtein.

La Tunisie, quant à elle, jouit d'un climat idéal pour la reproduction des mouches et permet, en raison de la non-organisation du recyclage des matières organiques, de récupérer

des déchets gratuitement chez les maraîchers et les marchands de fruits et légumes.

Une société incubée

C'est sur ces données économiques d'importance que nextProtein a été mis sur les rails. Mais si le site de production est basé en Tunisie, il ne s'agit en réalité que de la filiale tunisienne de cette société de droit français bénéficiant d'un soutien financier de 25 000 euros de la part de l'Union européenne. nextProtein est également le fruit d'un financement participatif réalisé via une plateforme dédiée aux PME. La campagne, toujours ouverte, appelle à la participation de tous. Des business angels français et tunisiens (dont Xavier Niel, patron de Free et copropriétaire du journal Le Monde) ont ainsi apporté leur concours au projet en raison du potentiel de croissance de la nouvelle société et de la viabilité du projet qu'elle porte sur le long terme. «*Notre projet doit aussi beaucoup au soutien inconditionnel de Cyril Grislain Karray, un business angel franco-tunisien*

très actif en France et qui a apporté un concours précieux au montage de la boîte», souligne Syrine Chaalala.

Valorisation des déchets

La mouche soldat constitue un recycleur idéal de déchets organiques. Mohamed Gastli explique : «*Les déchets végétaux n'ont généralement que deux issues. Soit on les met dans une cuve avec des agents fermenteurs pour la production de biogaz, soit on en fait du compost. Le seul moyen de préserver dans la nature les protéines consommables des matières végétales, c'est de les faire ingérer par des insectes.*» Les larves, qui recyclent les déchets en les ingérant, donnent un composant hétérogène dont déchets organiques et excréments sont extraits par tamisage pour en faire un engrais pouvant être vendu à des maraîchers et des horticulteurs. Pour le reste, un processus de transformation de la larve est mis en place. «*Elle est pressée thermomécaniquement et homogénéisée, ce qui produit de l'huile. Le procédé génère également une farine protéinée à destination du*→

Le défi d'une banque universelle

Depuis sa création en 1959, la **BNA** n'a cessé d'être à l'avant-garde de la scène économique et financière, et **s'impose aujourd'hui** sur la place non seulement comme une banque de financement de l'agriculture, mais s'affirme comme une **banque universelle, citoyenne** et plus proche de ses clients. Banque moderne, son **savoir-faire et son expertise** n'ont fait que la consolider comme un acteur incontournable de la réussite personnelle et professionnelle, particulière et nationale.

La banque de tous les défis

Pour plus d'informations, visitez notre site : www.bna.tn ou contactez l'une de nos agences.

Adresse : Rue de Syrie-1002 Tunis Belvédère - Phone : +216 71 831 000 / + 216 71 831 200 - BNAphone : 88 40 00 20 - Email : bna@bna.com.tn - N° Vert : 80 100 505



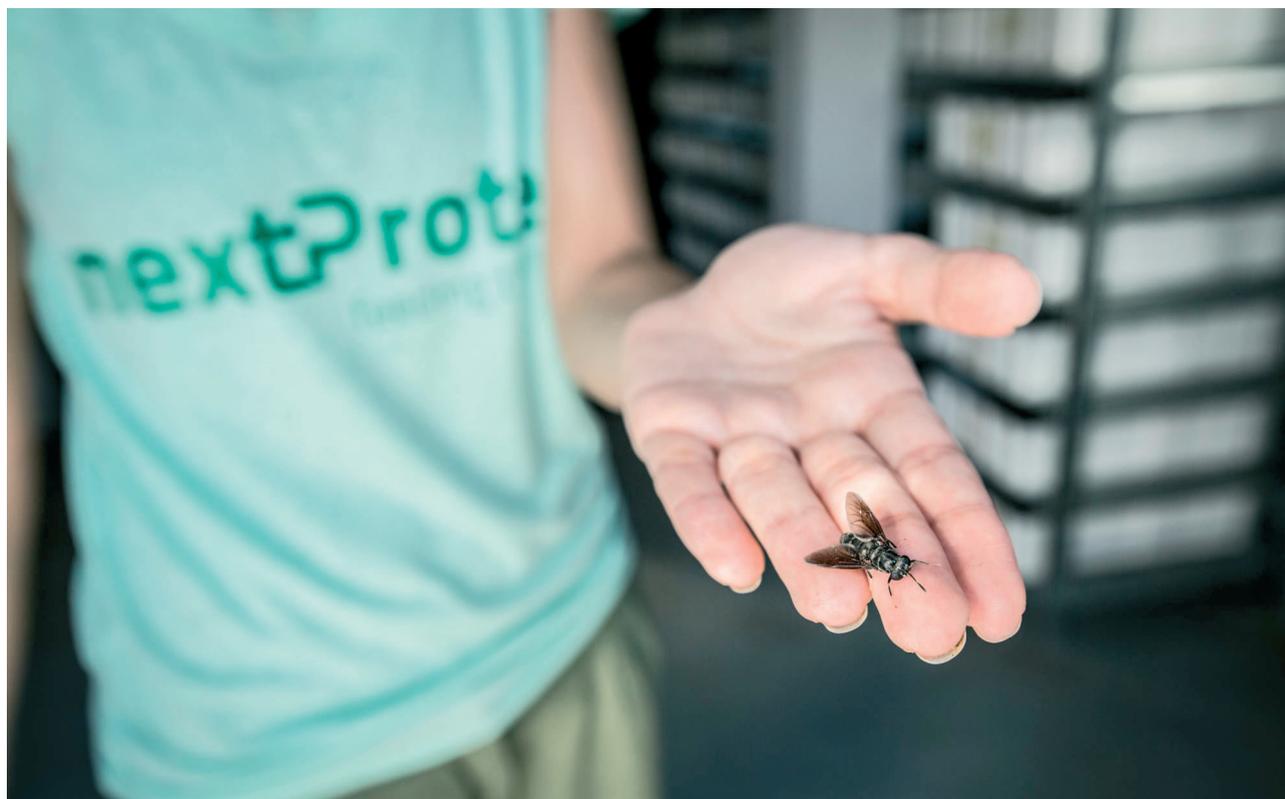
QNB Fidelity,
un placement évolutif
avec une rémunération
progressive.



QNB Fidelity,

Un compte de placement ouvert avec un taux de rémunération évolutif sur une période de 5 ans pouvant atteindre 8% du placement initial.
Pour plus d'informations, contactez l'une de nos agences la plus proche de vous.

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez qnb.com.tn



→ *marché de la nutrition animale*», ajoute Mohamed Gastli. Un petit pourcentage de larves est pour sa part réservé au réapprovisionnement et à la reproduction

de la colonie. Pour l'heure, c'est essentiellement les transformateurs européens de produits alimentaires pour l'aquaculture, l'élevage de volaille et les animaux domestiques qui

constituent les demandeurs des produits à base de protéines d'insecte de nextProtein. «*Absolument certains de [leur] coup*», Syrine et Mohamed souhaitent néanmoins qu'en Tunisie aussi, l'intérêt porté à la qualité de la nutrition animale grandisse. «*Des groupes industriels comme Poulina pourraient un jour troquer le soja qu'ils importent pour la solution de la protéine d'insecte*», estime Mohamed Gastli.

Le couple d'entrepreneurs voudrait également se constituer un réseau dans le domaine du recyclage et établir des contrats avec des industriels pouvant être intéressés par la mise en place d'une filière de gestion de leurs déchets agroalimentaires. Toujours en phase d'expérimentation et de perfectionnement de son process, la société devrait pouvoir commencer à exporter ses produits finis l'année prochaine. Elle vise à terme une production de 20 tonnes d'insectes par jour représentant 7 tonnes de protéines et 3 tonnes d'huile. 

N.B.



NOUVEAU MODE DE SOUSCRIPTION ET DE PAIEMENT EN LIGNE

DEVENEZ UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES EN UN CLIC !

UNE EXCLUSIVITÉ TECHNOLOGIQUE CARTE ASSURANCES

VOUS N'ÊTES PAS ENCORE ASSURÉ CARTE ASSURANCES

VOUS ÊTES UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES

DEVENEZ IMMEDIATEMENT UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES OÙ QUE VOUS SOYEZ

GAGNEZ EN SIMPLICITÉ

Simulez vos futurs contrats d'assurances, souscrivez et payez directement en ligne par carte bancaire sans avoir besoin de vous déplacer.

1
Téléchargez l'application CARTE ASSURANCES ou connectez-vous sur notre site web www.carte.tn

2
Choisissez votre produit d'assurance en ligne.

3
Souscrivez et payez par carte bancaire directement en ligne.

4
Dès la réception de la notification de succès de paiement
VOUS ÊTES ASSURÉ CARTE ASSURANCES !



GAGNEZ EN PRATICITÉ

Consultez vos contrats, les encaissements* vos échéances de prime et payez directement en ligne.

SOYEZ AVERTIS

En recevant des sms et notifications de succès de paiement ainsi que des alertes nouveautés pour être toujours informés.

GAGNEZ DU TEMPS

Vous recevez vos contrats par e-mail et/ou courrier et recevez vos reçus de paiement par e-mail.

APPLICATION À TÉLÉCHARGER SUR



ET NOTRE SITE WEB

www.carte.tn

40 ans
On vous l'assure. CARTE ASSURANCES

DES QUESTIONS ?

Nos conseillers sont à votre écoute 24h/24 et 7j/7 où que vous soyez à travers les différents réseaux sociaux.



* Consultation de vos contrats d'Assurance Vie et Assistance Voyage.



Sur les traces d'Amira Yahyaoui

Chaima Bouhlel : de Harvard à la présidence d'al Bawsala ?

“ Elle vient de succéder à Olfa Ben Abdelkarim et à Amira Yahyaoui pour présider al Bawsala, l'illustre ONG tunisienne qui a fondé son combat sur le contrôle de l'activité parlementaire et gouvernementale de la classe politique. Chaima Bouhlel, 27 ans, diplômée de Harvard en philosophie politique et en biochimie, a du punch. Les cheveux en bataille, mais les idées en ordre, la jeune femme est passionnée de politique, depuis longtemps immergée dans le milieu associatif, et compte ne rien laisser passer qui puisse nuire à la transparence de la vie publique tunisienne. Le dynamisme et la ferveur dont elle a fait preuve durant les premières années de son engagement associatif, notamment au sein d'al Bawsala, lui ont valu d'être élue à la tête de l'ONG. Portrait. → ”

Elle parle un arabe mêlé de français, plonge ses connaissances dans une multidisciplinarité forgée au cours de son parcours universitaire à Harvard, où elle a étudié à la fois la biochimie et les sciences politiques, mais elle va surtout droit au but, et parle sans circonvolution. Chaima Bouhlel semble avoir la personnalité et les qualités humaines qu'il faut pour →

→ piloter une ONG investie dans le contrôle concret et la vulgarisation pragmatique de l'action politique. Au sein d'al Bawsala, elle a d'ailleurs largement fait ses preuves. La diplômée de Harvard a été depuis 2014 et jusqu'à son élection la cheffe du projet «Marsad Baladiya», un observatoire destiné à contrôler l'activité des... 264 municipalités tunisiennes ! Bête noire des responsables politiques corrompus, l'ONG a en effet mis en place cet observatoire pour s'enquérir des procès-verbaux des conseils municipaux, des détails des budgets et des organigrammes dans l'objectif non dissimulé de banaliser l'accès à l'information et aux documents administratifs et de dénoncer quiconque les en empêcherait, «comme l'énonce le décret-loi 41», assène Chaima.

Plus résolue encore a été la création d'un groupe d'observateurs volontaires, de tous âges et de toutes appartenances, répartis entre les municipalités où chacun d'eux réside, et auquel a été dispensée une formation visant à leur donner des outils de surveillance de l'action des pouvoirs locaux. «Leur coopération et leur engagement volontaire ont été extrêmement stimulants pour la poursuite du projet», explique Chaima Bouhlel.

Un riche métissage culturel

Son attachement viscéral à la Tunisie provient en partie de la distance qui l'en a longtemps

séparée. Née d'une mère monastirienne et d'un père originaire de Msaken, la jeune femme s'envole juste après sa naissance pour l'Arabie saoudite, où ses parents devaient partir enseigner l'anglais dans le cadre d'une convention entre des écoles tunisiennes et arabes du Golfe. Elle y restera jusqu'à l'obtention de son bac à l'issue duquel elle voit sa candidature à Harvard acceptée.

Pendant son cursus de quatre ans, elle se passionne pour la philosophie politique aux origines des droits de l'Homme, pour les débats entourant la nécessité politique de la critique et de l'activisme, mais également pour la lutte contre la torture et la peine de mort, endémiques aux Etats-Unis. Des thèmes dont elle ne pensait pas encore qu'ils s'imposeraient dans un avenir si proche au cœur du débat sociopolitique tunisien.

L'irrésistible appel de la patrie

«J'ai depuis toujours su que je reviendrais vivre un jour en Tunisie. Ma terre natale, je la considère à la fois comme point de départ et point d'arrivée», explique-t-elle. Diplômée de son Bachelor degree en décembre 2011, à l'âge de 22 ans, la révolution hâte d'autant plus son retour en Tunisie, où elle désire s'investir dans le tissu associatif. Une rencontre à la fois décisive et inattendue accélère la réalisation de son souhait.

«J'ai retrouvé un activiste libanais que j'ai connu à Harvard, explique-t-elle. Il était sur le point d'ouvrir en Tunisie le bureau d'une organisation à but non lucratif britannique, l'Institute for war and peace reporting.» Il lui propose de la recruter afin qu'elle pilote l'orientation stratégique de l'organisation, dont l'un des projets s'articulait autour de la promotion du journalisme citoyen et de l'indépendance des médias. La militante y travaille pendant une année, part à la découverte des régions les plus reculées du pays aux côtés de journalistes, et s'imbibe de la réalité sociale du pays, souvent émaillée de tensions.

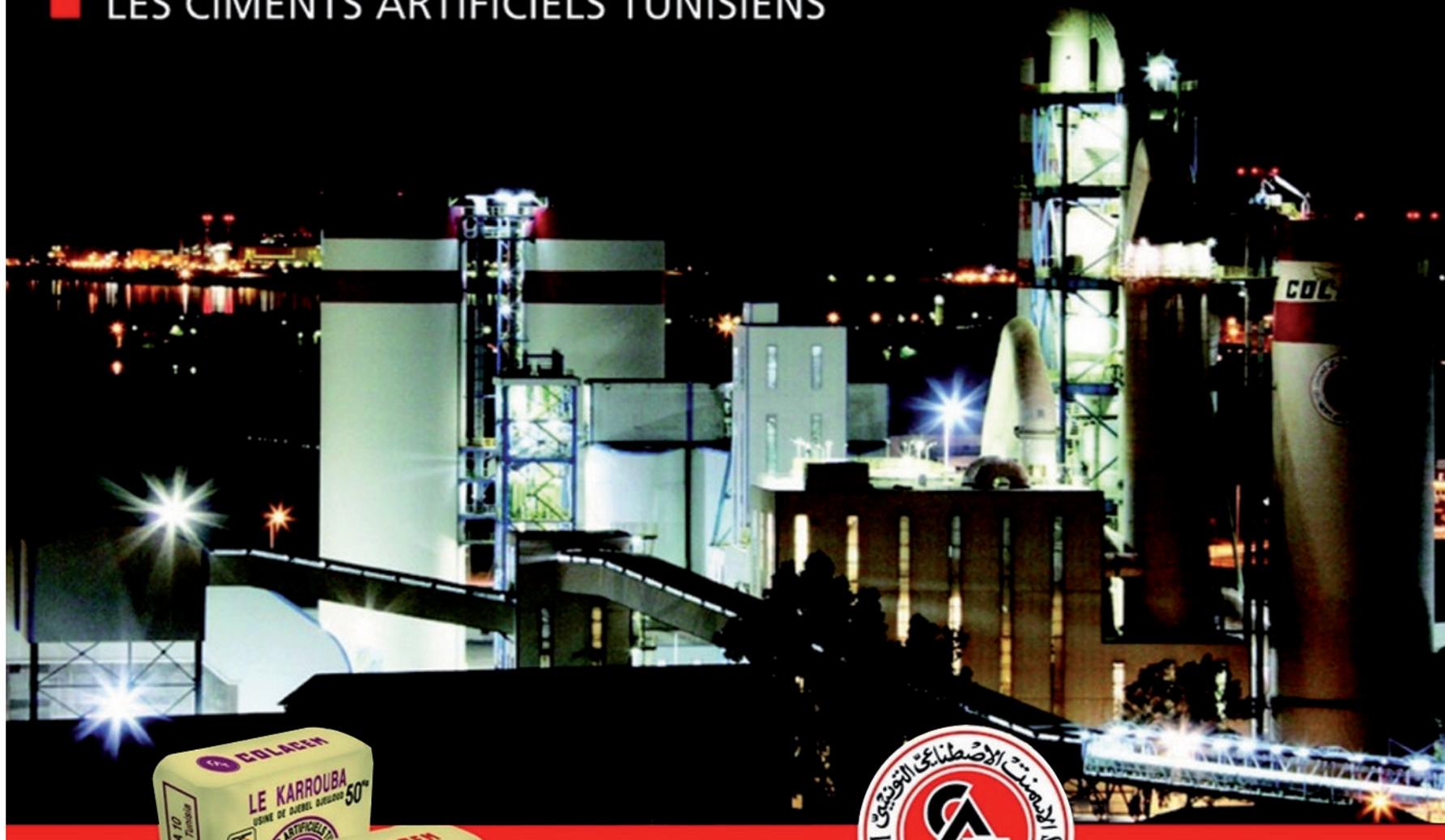
Fascinée, passionnée, déterminée

Au cours d'un bref passage par l'association de microcrédit ENDA, elle fait la connaissance d'Ons Ben Abdelkarim, secrétaire générale à l'époque d'al Bawsala. Attirée par la démarche énergique de l'ONG, «fascinée par la vigueur, la jeunesse et la force de proposition de son équipe», elle accepte l'invitation d'Ons à diriger l'observatoire des municipalités. «La liberté laissée aux cadres d'al Bawsala et leur indépendance dans la conduite de leurs projets m'ont beaucoup séduite, une expérience truffée de challenges s'ouvrait devant moi», raconte-t-elle. Aujourd'hui, la jeune femme voit son mandat de trois ans comme une mission, un pari à tenir. Sur le plan interne, elle désire moderniser et développer la gestion de l'ONG, dont le plan d'action et l'équipe ne cessent de gonfler. Mais la nouvelle directrice désire surtout aiguïser la stratégie de consolidation de la transparence visant à promouvoir et normaliser l'intégrité politique. Mais pour gagner le pari de la vulgarisation et de la diffusion grand public d'analyses fouillées de la situation sociopolitique, Chaima Bouhlel estime que l'axe essentiellement juridique sur lequel s'est toujours appuyée l'ONG ne peut plus à lui seul être opérant.

«Forte surtout d'experts en sciences juridiques et en économie, l'équipe manque de sociologues», observe Chaima. Pour elle, si l'action politique s'inscrit dans la mise en place de solutions de court terme, les milieux intellectuel et associatif doivent davantage, grâce à leurs outils d'analyse et d'action, conscientiser le citoyen, et élargir l'horizon des possibles. ■



■ LES CIMENTS ARTIFICIELS TUNISIENS



COLACEM
GRUPPO FINANCO

Les ciments et la chaux artificielle LE KARROUBA, produits par CAT, sont le fruit de l'expérience industrielle dans le secteur du ciment de COLACEM, société du Groupe Financo, qui a toujours investi dans des établissements modernes, continuellement maintenus à la pointe de la technologie.

A l'usine de Tunis, on produit des ciments répondant aux normes tunisiennes NT 47.26 et NT 47.01, disponibles en sacs ou en vrac. CAT est dotée d'un système de qualité certifié ISO 9001: 2008.

Siège & Usine

1009 El Ouardia
Tunis - Route Z4-km2
Tél: (216) 71.135.364
Fax: (216) 71.393.642
Email: info@tn.colacem.com

Commercial

Tél: (216) 71.135.342
Fax: (216) 71.135.372

**Nous travaillons
pour bâtir le futur**

Général Habib Ammar

Récit de vie et témoignage capital



Les mémoires du général Habib Ammar étaient très attendues par les lecteurs pour recueillir un témoignage de première main sur les circonstances précises du «coup d'Etat médical» du 7 novembre 1987 et la prise d'assaut du Palais de Carthage. Mais aussi, mieux cerner le personnage, connaître son parcours avant et après la déposition de Bourguiba. Ami d'enfance de Ben Ali, camarade de promotion à l'École militaire de Saint-Cyr, compagnon de route depuis lors, c'est lui qui l'a poussé à passer à l'action et a «exécuté» lui-même l'ultime séquence.

Sous le titre *Parcours d'un soldat : entre le devoir et l'espoir*, avec un sous-titre «7 novembre 1987: éclairage sur les événements», les mémoires du général ne manquent pas d'intérêt. Même si le livre ne révèle pas de grands scoops, il précise nombre de détails. Comme l'a mentionné dans sa préface Kamel Morjane, ancien ministre de la Défense puis des Affaires étrangères, deux questions au moins retiennent particulièrement l'attention du lecteur. La première est «*la justification et l'explication de l'action du 7 novembre ; l'auteur, en tant qu'acteur principal, présente une version détaillée, le plan et les raisons à l'origine du "changement" porteur d'un rêve mais qui a connu des dérives et des insuffisances qui ont été à l'origine de la révolution.*»

La deuxième question «est en rapport avec plusieurs passages du livre où l'auteur montre quelquefois qu'il en veut à certaines personnes qu'il a croisées à un moment ou un autre de sa vie. A la fin du livre – et certainement avec le temps – il décide de pardonner et il le dit clairement. Et je le crois sincère.»

Le général Ammar, né le 25 mai 1936 à Sousse, revient sur son enfance, marquée par la disparition du père à l'âge de neuf ans, sa formation en France, aux Etats-Unis et en Italie, sa carrière militaire, ses missions au Congo, en Angola et en Jordanie et sa mission à la tête de la Garde nationale. Nommé ministre de l'Intérieur, le 7 novembre 1987, il détaille les conditions de son limogeage et mise en résidence surveillée, puis son «éloignement» en tant qu'ambassadeur à Vienne où il restera en poste pendant sept ans. Entre traversées du désert successives, il sera désigné ministre des Télécommunications, président du Comité d'organisation des Jeux méditerranéens Tunis 2001, puis du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) 2005. Le retour sur ce parcours restitue surtout le fonctionnement d'un système, les intrigues dans les hautes sphères du pouvoir et la conduite de certaines grandes opérations.

Sans aucun doute, le général Ammar est un personnage qui ne laisse indifférent ni ses contempteurs, ni ses amis. Difficile pour lui de tout dire aujourd'hui. Mais, il en livre nombre d'indications.

Parcours d'un soldat : entre le devoir et l'espoir

Du Général Habib Ammar

Editions Simpact, janvier 2017, 198 pages



Bonnes feuilles **Tout sur le 7 Novembre**

L'inquiétude régnait dans tous les milieux qui ne voyaient plus le bout du tunnel et craignaient à juste titre l'installation de l'anarchie, voire l'amorce d'une guerre civile. Dans cette atmosphère stressante, la fameuse nuit du dimanche 25 octobre 1987 allait survenir comme la goutte d'eau qui fit déborder le vase. En effet, ce soir-là, Saïda Sassi, nièce du président et qui vivait avec lui au palais depuis le départ de son ancienne épouse, Wassila, a appris l'intention de son oncle de limoger Ben Ali.

Je fus réveillé cette nuit-là vers 1h30 du matin par un coup de téléphone du Premier ministre Ben Ali, me priant de le rejoindre d'urgence à son domicile, à Tunis, rue du 1er Juin. J'ai juste eu le temps de m'habiller et, en quelques minutes, je me suis rendu chez lui car il ne résidait pas loin de là où je vivais, à la rue Alain-Savary.

A peine entré par la porte de la cuisine, je fus surpris de trouver réunis autour d'une table en plastique Si Hédi Baccouche, ministre des Affaires

sociales et ancien directeur du Parti socialiste destourien (PSD), Mohamed Chokri et Kamel Eltaïef, tous deux amis et confidents de Ben Ali. Eltaïef m'avait été présenté, en 1978, par feu le général Abdelhamid Esheikh, mon camarade de promotion et mon ami et qui a eu l'honneur d'être, le premier de la promotion, à occuper le prestigieux poste de chef d'état-major de l'Armée de terre et qui occupera, plus tard, plusieurs postes ministériels. J'entretenais une amitié tumultueuse avec Kamel et je ne nie pas le fait qu'il a joué un grand rôle auprès de Ben Ali tout au long de sa carrière, jusqu'à l'arrivée au palais de Carthage de Leïla Trabelsi. Il a alors été écarté et est tombé en disgrâce. La seule personne qui se tenait debout, lors de cette réunion nocturne, était le Premier ministre, Ben Ali, visiblement fatigué, stressé et démoralisé. Ils étaient d'ailleurs tous tristes et silencieux. «Qu'y a-t-il ? », demandais-je, surpris par leur présence et leur air taciturne et inquiet. C'est Mohamed Chokri qui me répondit dans son style calme, avec l'intonation grave qu'il imprimait à chacune de ses paroles. «Saïda Sassi vient de nous quitter pour l'hôpital. Son oncle, furieux contre Ben Ali qui n'a pas encore fait exécuter le chef des islamistes «khwanjija», Rached Ghannouchi, lui a administré un coup de canne à son œil et dit que, demain, il limogera son Premier ministre. Voilà de quoi il s'agit », résuma Mohamed Chokri. →

→ Ben Ali prit alors la relève pour dire qu'il allait remettre sa démission car il ne souhaitait ni exécuter Rached Ghannouchi ni être démis de ses fonctions de cette manière. C'est alors que Kamel Eltaïef intervint pour le dissuader, avec insistance, de démissionner. J'ai immédiatement réagi en insistant sur le fait que la situation de notre pays était particulièrement grave et que la démission ne ferait que l'aggraver davantage. J'étais du même avis que Kamel, rappelant à Ben Ali la fameuse formule : « J'y suis, j'y reste ». Même si Ben Ali était fragilisé par le poids considérable des problèmes politiques et économiques auxquels il faisait face, sans compter la bataille en catimini pour la succession d'un président de plus en plus affaibli et dépassé par les événements, il se devait de rester à son poste pendant cette période critique. Je l'ai donc prié de ne pas démissionner et de se présenter le lendemain, comme à son habitude, à son audience hebdomadaire du lundi avec le Leader. Par la suite, on verra bien ! Tous les présents se sont ralliés à mon point de vue et ont soutenu ma proposition, et nous nous sommes séparés un peu plus tard.

J'ai par la suite rejoint mon domicile pour y passer une nuit blanche à la recherche d'une solution qui sauverait la Tunisie de ses prédateurs. Tôt le matin, j'ai téléphoné à Ben Ali qui continuait d'occuper son bureau du ministère de l'Intérieur tout en assumant la charge du Premier ministre. Il m'a rejoint discrètement dans mon bureau de la Garde nationale pour m'entendre encore une fois le persuader de ne pas présenter sa démission.

L'audience tant crainte avec Bourguiba s'est déroulée comme d'habitude, sans aucune allusion au limogeage ! Nous nous sommes revus par la suite dans mon bureau et Ben Ali était heureux d'avoir été maintenu à son poste. Cependant, il était particulièrement triste de constater la dégradation de l'état de santé du vieux leader et son incapacité à diriger lucidement le pays. Je lui ai rappelé alors que, déjà sur son lit d'hôpital, quelques années auparavant, Bourguiba, très affaibli, avait demandé au président algérien Chedly Ben Jédid, venu s'enquérir de sa santé, de prendre soin de la Tunisie : « hanîni 'a la tounès », lui a-t-il dit. Cette phrase signifiait déjà sa fin comme si la Tunisie n'avait pas ses propres fils pour la défendre. L'idée du « changement » a commencé à germer dans nos esprits lors de cette rencontre. Cela s'est passé entre nous deux, uniquement, et aucune tierce personne, ni pays, proche ou lointain, n'ont été mis au courant.

La préparation du changement à la tête de l'Etat fut délicate car, malgré toutes les précautions, on court toujours un gros risque, la moindre erreur pouvant être fatale et nous coûter la vie. De toutes les façons, nous avons décidé de sauver notre pays, quel qu'en soit le prix, mais surtout de sauver l'honneur et la vie de Bourguiba qui aurait pu connaître une issue tragique, tant ses adversaires étaient résolus à s'emparer du pouvoir par tous les moyens, y compris par un bain de sang.

Nous nous réunissions tous les deux, donc, la nuit, à l'abri des regards, dans une propriété de La Soukra. Lors de ces réunions, j'ai su que Ben

Ali avait, par ailleurs, appris de ses services secrets qu'une tentative de coup d'Etat se préparait à l'instigation des islamistes pour le 8 novembre suivant, journée au cours de laquelle est célébrée la fête de l'arbre, présidée par le chef de l'Etat. Cette information, à la fois grave et importante, n'aurait rien de bon et nous a été fournie par nos agents secrets. Nous l'avons prise très au sérieux, particulièrement suite aux attentats perpétrés à Sousse et à Monastir au mois d'août, qui ont fait des victimes parmi les touristes et occasionné des dégâts et de nombreuses manifestations agressives organisées dans les artères des grandes villes. Ces dernières étaient dues à la détermination des mêmes milieux à s'opposer coûte que coûte à la volonté inébranlable de Bourguiba d'éliminer cheikh Ghannouchi et que seul Ben Ali, ne voulant pas d'effusion de sang, contournait à chaque fois.

Nous étions à la fois occupés par la planification de notre projet mais surtout préoccupés par le complot des islamistes. Autrement dit, on allait être soumis, bien malgré nous, à une véritable course contre la montre afin d'éviter un bain de sang. De ce fait, nous avons décidé d'exécuter notre projet le 7 novembre suivant.

Pendant nos réunions secrètes, nous étions tous les deux d'accord sur le fait que notre projet devait s'appuyer sur la légitimité de la succession et l'application de l'article 57 de la Constitution qui permettait à Ben Ali, en sa qualité de Premier ministre, de prendre la relève en cas d'empêchement majeur du président de la République d'exercer ses fonctions. Ce qui était parfaitement le cas de Bourguiba, sénile, malade et incapable de continuer à diriger le pays avec clairvoyance et discernement.

Nous avons peaufiné notre projet dans ses moindres détails et ce n'est que le 5 novembre que nous avons mis au courant nos principaux lieutenants. Ensuite, nous nous sommes rendus au domicile de Si Hédi Baccouche pour l'informer des détails du plan et le charger de préparer la déclaration du 7 novembre (voir annexe). Dieu allait soutenir notre action car elle était destinée à sauver notre Tunisie.

Le 6 novembre, nous nous sommes rendus chacun à son bureau comme d'habitude et nous sommes restés en contact permanent pendant toute la journée en faisant très attention pour que tout se déroule à l'ordinaire aux yeux de tous, chacun, de son côté, préparant son plan d'action dans la discrétion la plus absolue.

A partir de 20 heures, Ben Ali, en tant que Premier ministre, a convoqué dans son bureau le ministre de la Défense, Slahedine Baly, le ministre de la Santé, les médecins traitants de Bourguiba, les chefs d'états-majors de l'armée, Si Hédi Baccouche, ainsi que le directeur général de la Sécurité militaire, le général Youssef Ben Slimane, que nous avons eu du mal à trouver pour qu'il rejoigne à son tour le ministère de l'Intérieur, etc.

Pour ma part, à la caserne de l'Aouina, j'ai préparé mes unités de la Garde nationale en lesquelles j'avais une confiance aveugle, et en particulier celles relevant des unités spéciales d'intervention, →

GARANTIE

ASSISTANCE MOBILITÉ

RÉPARATEUR AGRÉÉ



- AMI vous offre **gratuitement** le service généralisé de **prise en charge**

1 ER
SUR LE
MARCHÉ



- AMI met à votre disposition un **véhicule de remplacement** pour vous « particuliers »



- AMI offre le **service à domicile** exclusivement pour vous sous certaines conditions de souscription



N° VERT 80 102 787

ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



Plus qu'un leasing...



→ « les commandos », sous les ordres du colonel Mahmoudi, à qui je rends un vibrant hommage pour son courage et son patriotisme. Leur mission consistait à procéder à la relève de la Garde présidentielle. J'ai insisté d'ailleurs, lors de nos réunions à La Soukra, sur le fait que seules les unités de la Garde nationale devaient participer à cette opération. J'ai dû attendre que la ligne téléphonique de la région Carthage-La Marsa soit coupée par un agent de la Sûreté nationale, M. Abdelkrim Ghouma, un fidèle de Ben Ali, pour me rendre à 23h30 au ministère de l'Intérieur. A mon arrivée, Ben Ali me présenta en aparté Rafik Chelly, directeur de la Garde présidentielle, afin de m'accompagner et procéder à mes côtés à la relève de la garde du palais. J'ai, par la suite, quitté le ministère de l'Intérieur encadré par deux commandos et accompagné de Chelly, qui a pris place dans ma voiture. On s'est d'abord rendu à la caserne de l'Aouina, où mes unités étaient prêtes pour le départ. Aux alentours de 1h30 du matin, le convoi que je dirigeais a quitté la caserne et pris la direction du palais de Carthage.

Arrivé sur les lieux, j'ai procédé à l'installation de mes unités et chargé le colonel Hédi Ben Salah, commandant des blindés, de placer ses engins autour du palais et de couper la route entre La Marsa et Carthage. J'ai procédé aussi, sur le côté maritime, à l'installation d'une vedette de surveillance commandée par le capitaine Faouzi Zaatir, avec lequel j'étais en contact radio. Par la suite, j'ai entamé la relève de la garde encadré par deux commandos armés, capitaine Bougrine et colonel Mahmoudi.

La relève n'était pas une opération facile. Elle nécessitait beaucoup de calme et d'autorité afin d'être convaincant et d'éviter qu'un dérapage se produise, car un seul coup de feu aurait pu faire échouer tout le plan. Il s'agissait de prendre les armes de la Garde présidentielle, composée de gardes nationaux et de policiers, et de les remplacer par les commandos de la Garde nationale. Il fallait donc leur présenter, avec beaucoup de calme, de sérénité et d'aplomb des justifications persuasives pour que tout se passe sans aucun incident. Le principal argument que nous développions était que le président Bourguiba était en danger et qu'une attaque terroriste était en cours et visait le palais.

Les deux premières relèves de gardes en faction se sont déroulées sans accroc. La troisième concernait un gradé de la Garde nationale

qui, agité et nerveux, refusa catégoriquement de remettre son arme, la chargea et menaça de nous tirer dessus. Mes hommes réagirent immédiatement en pointant sur lui leurs mitraillettes. J'ai malgré tout pris le risque d'avancer calmement vers l'intéressé en me présentant comme étant son supérieur de la Garde nationale. Il était en état d'extrême nervosité mais j'ai continué à avancer en lui donnant l'ordre ainsi qu'à mes hommes de baisser immédiatement les armes. C'est à ce moment-là qu'il s'est finalement résigné à me remettre son fusil. Nous poursuivions la relève à l'intérieur de la cour du palais lorsqu'un autre gradé a, lui aussi, résisté. S'agissant d'un élément de la police, c'est Rafik Chelly qui l'a convaincu de remettre son arme. Lorsque nous sommes arrivés à la grande place devant la porte d'entrée du palais, contre toute attente, la silhouette frêle de Saïda Sassi est apparue à la fenêtre pour demander aux gardes d'arrêter le bruit du côté de la mer qui troublait le sommeil du président. Cette intrusion inattendue fut troublante et, heureusement, sans incidence sur le reste des opérations puisque j'ai contacté de suite le capitaine Zaatir par radio, lui donnant l'ordre de jeter l'ancre et d'arrêter les moteurs de la vedette. Je tiens à préciser qu'aucun de mes hommes n'est entré à l'intérieur du palais et que le président Bourguiba a poursuivi son sommeil tranquillement. Le lendemain, à son réveil, seul son personnel habituel a été autorisé à accéder à l'intérieur du palais. Une fois l'opération terminée, j'ai appelé Ben Ali par RTM, vers 3h30 du matin, pour lui dire : « Alhamdoulillah'alaessalamah. Tout s'est passé correctement et sans incident, wa mabrouk, Monsieur le président ».

Par la suite, j'ai donné les instructions nécessaires de sécurité au nouveau commandant de la Garde présidentielle, commandant Mohamed Ali Souyah. Le palais dans son ensemble s'est retrouvé ainsi sous le contrôle direct de Ben Ali qui va désormais décider du sort de Bourguiba : de son transfert au palais de Mornag puis, par la suite, à la demande du vieux leader, à Monastir, sa ville natale. La vie quotidienne du père de l'Indépendance dans son ensemble allait désormais relever de la responsabilité du gouverneur de Monastir qui recevait ses instructions directement du palais. Je quittais donc définitivement le palais pour me rendre à la caserne de l'Aouina en bus et en compagnie du personnel relevé de la Garde présidentielle. A peine arrivé, j'ai entrepris avec mes unités de la Police et de la Garde de ramener à la caserne tous les ministres et responsables des hautes fonctions sensibles pour les mettre sous contrôle. Le dernier arrivé était Mansour Skhiri, super-ministre (Equipement, Tourisme...) qui se trouvait à Tozeur. Il fut ramené dans la nuit par le commissaire Azzeddine Jnyah.

L'unique bavure qui a entaché cette opération était celle dont a été victime Habib Bourguiba Junior, qui n'était pas prévu sur la liste des personnes à ramener à l'Aouina et qui l'a été par erreur.

Une fois cette opération terminée, Ben Ali a pu faire sa fameuse Déclaration du 7 Novembre, vers 6h30 du matin. C'est ainsi que ma mission a été accomplie lors de cette longue nuit du 6 au 7 novembre 1987 : en effet, je n'ai littéralement pas fermé l'œil durant 72 heures. ■

La Tunisie de l'An VII

Existe-t-il un «calendrier révolutionnaire tunisien» ?

Les Tunisiens se réfèrent désormais à un nouveau calendrier. Ils se situent, évaluent et apprécient la situation de notre pays par référence à la date du 14 janvier 2011. Cette date qui certifie le succès de la Révolution tunisienne et le bien-fondé de ses objectifs qui seront authentifiés par la nouvelle Constitution. L'An I est ainsi supposé. C'est un nouveau calendrier implicite qui est inconsciemment inauguré. Nous en entamons donc aujourd'hui l'An VII.

En réalité, nous réagissons comme d'autres, en comparaison de certaines révolutions, notamment l'incontournable Révolution française. Il y aurait comme un « instinct révolutionnaire » partagé par les hommes et les femmes où qu'ils soient, qui les amène inconsciemment à remettre en cause l'ordre établi et même le rapport au temps, une fois un régime renversé. Il en a été ainsi pour les révolutionnaires français qui ont adopté un calendrier, qui ne soit plus lié à la monarchie ou au christianisme et qui remplace le calendrier grégorien. Naîtra alors le « calendrier révolutionnaire » dit aussi le « calendrier républicain ». Il débutera le 1er vendémiaire An I (22 septembre 1792), jour de la proclamation de la République. Ce jour-là sera déclaré premier jour de l'« ère des Français », qui est aussi le jour anniversaire de l'adoption du premier article de la Constitution de 1789. Mais ce « calendrier révolutionnaire » a été délaissé en l'An XIV, soit en 1806.

Y aurait-il un « calendrier révolutionnaire tunisien » ? Ce qui est certain, c'est qu'il existe, bel et bien, dans beaucoup d'esprits et à juste titre. Il est lié aux objectifs d'une révolution qui a été voulue civile, démocratique et qui réclamait « la liberté et la dignité » sans référentiel identitaire. Essayons d'oublier de notre côté le calendrier de l'hégire et le calendrier grégorien pour un temps. Cela servira à enterrer nos disputes sur les référentiels identitaires.

Il convient en premier lieu de relever que, chez nous, le nouveau calendrier débutera à une date vague ou flottante : le 17 décembre / 14 janvier 2011, tel que cela a été authentifié dès les premières phrases du préambule de la Constitution du 27 janvier 2014. Il faut rappeler que c'était un compromis pour satisfaire les « révolutionnaires » divisés sur la datation. Mais est-ce que cette imprécision est une particularité révolutionnaire tunisienne ? Pas tout à fait. L'invention du « calendrier révolutionnaire français » et sa nomenclature se sont faites sur la base d'un système, assez déroutant, dit décimal. En revanche, le fait d'avoir, chez nous, et de la sorte, fixé sa fin continuera à poser un problème. En effet, nombreux sont ceux qui considèrent que la révolution est permanente, tant que les objectifs ne sont pas réalisés. C'est là où se situent le cœur et la clé des défis que nous avons à relever. L'expérience montre que le prix est très élevé et les moyens sont limités. Mais nous nous attachons encore à croire que cette

révolution a ouvert une «nouvelle ère pour les Tunisiens» comme cela est attesté par la liberté qui a été en grande partie consacrée et garantie ; la dignité suivra. Nous y veillerons.

Nous allons entamer l'An VII. Six ans sont passés. Malheureusement, il y a aujourd'hui une atmosphère dominante de défiance, d'anxiété et d'appréhension. Une incertitude dans l'avenir. Pourtant beaucoup de choses positives ont été réalisées. La Tunisie est restée debout dans cette région arabe agitée et meurtrie par des guerres fratricides diligentées de l'extérieur. Elle a été gratifiée d'un prix Nobel de la paix. Elle a relevé le défi de sauver sa révolution mais doit s'atteler à faire échouer toute tentative de contre-révolution : D'abord, celle des pseudo-« fous de Dieu » et ceux qui n'ont pas encore compris ou admis le particularisme de ce pays par rapport à tous les autres de la région, dans ses rapports à l'identité et à la religion.

Ensuite, celle des revenants qui ne se sont pas recyclés et ceux qui ont été chassés pour avoir participé à la déliquescence de notre pays et dont le passé est peu glorieux. Et qu'on cesse de dire que la situation était meilleure avant la Révolution. En fait, la réalité du pays était tout autre et la révolution a permis de faire jaillir la vraie Tunisie que plusieurs ne connaissent pas. La liberté d'expression, de la presse et toutes les autres ont permis de découvrir cette Tunisie profonde qui nous était cachée et nous apprendre tous les jours davantage.

Ce qui me semble nécessaire pour l' An VII, c'est tout simplement prouver que la réalisation des objectifs de la Révolution, transcrits dans la nouvelle Constitution, avec un plan méthodique est bien réelle. Ces objectifs sont nombreux. J'en sélectionne quelques-uns. Il s'agit, de mon point de vue, de :

- la finalisation de la mise en place honnête des institutions judiciaires, aujourd'hui bloquée par des erreurs de jugement et un manque de clairvoyance politique manifeste du pouvoir exécutif ;
- le rétablissement de la démocratie représentative qui veut dire régler le problème du parti arrivé premier aux dernières élections législatives et rétablir sous une forme ou une autre la représentation que la majorité des électeurs a voulu pour que le régime politique prévu dans la Constitution soit respecté. C'est ce parti qui doit changer et non la Constitution;
- l'activation de la démocratie participative en organisant les élections régionales et municipales, d'une part, et la mise en place de toutes les instances constitutionnelles indépendantes, d'autre part ;
- l'internationalisation institutionnelle du dossier du terrorisme afin de desserrer l'étau autour de la Tunisie, qui n'a jamais été à l'origine de cette « troisième guerre mondiale » où quatre grandes puissances s'activent contre un nébuleux Etat islamique dans une région qui n'est plus ni le Levant ni la Cyrénaïque. Il faut même penser à préparer un nouveau procès Nuremberg pour la fin de cette guerre contre les responsables ; la Cour pénale internationale doit voir ses compétences réajustées et renforcées dans cette perspective.

Il reste un problème essentiel à régler : l'activation significative des droits économiques et sociaux, particulièrement aux plus démunis, et le développement des régions défavorisées par des actions concrètes et visibles. Cette activation est de nature à éviter que l'An VII ne devienne la dernière année du calendrier révolutionnaire tunisien. Puisse Dieu nous en préserver. ■

F.M.

 Fadhel Moussa





GAMMARTH IMMOBILIERE
 SA au capital social de 1 000 000 DT
 Rue du Lac d'Annecy- Passage du Lac Malawi
 Immeuble AL KARAMA HOLDING
 Les berges du lac Tunis 1053
 MF: 425194L/P/M/000
 TEL :+ 216 71 962 218 - +216 71 960 100
 GSM : +216 98 910 000 - Fax : +216 71 962 175
 www.gammarth-immobiliere.tn
 Contact@gammarth-immobiliere.tn

Avis de Vente au plus offrant A.O. N° 02/2017

La société **Gammarth Immobilière (G.I)**, Société de droit tunisien propriété de l'Etat et mandatée par ce dernier se propose de lancer un appel d'offres de Cession à l'amiable pour le compte de l'Etat tunisien de cinq (05) Biens Immobiliers sis à Gammarth, à Sidi Bou Saïd, à La Medina - Tunis, à Hammamet et à Monastir (en Lots séparés):

Lot	Immeuble	Titre Foncier	Adresse	Emplacement	Sup. Terrain	Sup. Couv.
I	Résidence Adem (07 appartements)	37233 Monastir	Avenue Hédi Nouira, Route de la falaise -Monastir	Dans un quartier luxueux sur la route touristique de Monastir et en face de la plage de la falaise	608 m ²	990 m ²

Lot	Villa	Titre Foncier	Adresse	Emplacement	Sup. Terrain	Sup. Couv.
II	Golden Tulip	102582 Tunis	C 1, Rue Constantin Résidence Golden Tulip Carthage Gammarth- La Marsa	Dans un quartier résidentiel à proximité de la zone touristique de Gammarth surplombant la baie de Tunis	1 528 m ²	672 m ²
III	Essaada	186493 Tunis	04, Rue Toufik El Hakim, La Marsa	Dans un quartier résidentiel, à proximité du parc Sidi-Bou-Saïd, du Lycée Gustave Flaubert et de l'Ecole Polytechnique	526 m ²	540 m ²
IV	Jinene	544494 Nabeul	Résidence «Jinene» au croisement de la rue Albatros et impasse El Karaouen Mrezga- Hammamet	Dans un quartier résidentiel, au sud de la zone touristique, Mrezga-Hammamet à quelques mètres de la plage	711 m ²	638 m ²

Lot	Le Bien	Titre Foncier	Adresse	Objet de la cession	Sup. Terrain	Sup. Couv.
V	Bijouterie Mouissi	104215 Tunis	Souk El Berka n° 49 - La Medina - Tunis	La Boutique/Bijouterie non occupée ainsi que le Fonds de Commerce avec ses éléments corporels et incorporels	12 m ²	22 m ²

Les plans de situation sont disponibles sur le site www.gammarth-immobiliere.tn, ou directement chez Gammarth Immobilière.

Les biens objet de la cession **sont libres de tous droits ou hypothèques**, et relèvent de la propriété privée de l'Etat tunisien. La propriété a été acquise par l'Etat aux termes des décisions de confiscation et en application du Décret-loi n° 2011-13.

Les personnes intéressées par l'acquisition des biens objet de la cession sont invitées à s'assurer le cas échéant auprès des autorités locales et des services techniques compétents de leurs vocations avant de participer à la présente procédure de cession.

La vente porte sur les biens immobiliers, meubles et équipements dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillers techniques et juridiques sous sa propre responsabilité. Gammarth Immobilière et l'Etat garantissent que la possession soit paisible contre les troubles de droit du fait des tiers - garantie incidente et appel en garantie.

Toute personne physique ou morale désirant prendre part au présent appel d'offres est autorisée à visiter les biens mis en vente. Les visites seront organisées sur rendez-vous durant la période allant du 16 Janvier au 20 Février 2017. Les candidats devront en formuler la demande de visite auprès de Gammarth Immobilière selon les conditions fixées dans le cahier des charges (C.C) et après retrait de ce dernier, aux heures ouvrables, contre le paiement de la somme non remboursable de deux cent dinars (200 DT) en espèces ou par chèque au service financier de la société ou à son agence régionale sise en face du carrefour Sahloul-Sousse.

Chaque candidat est admis à participer à un ou plusieurs lots séparément. Les soumissionnaires feront parvenir leurs offres par voie postale, sous pli recommandé, par rapid-poste ou les déposer directement au bureau d'ordre central de Gammarth Immobilière contre décharge. Les offres seront placées sous enveloppe extérieure fermée et scellée avec la mention :

Destinataire : Société Gammarth Immobilière

Adresse : Rue du Lac d'Annecy - Passage du Lac Malawi Immeuble Al Karama Holding Les berges du lac 1053 Tunis - Tunisie

Objet : Participation à l'Appel d'Offres n° 02 /2017

«A Ne Pas Ouvrir par le service du bureau d'ordre»

Cette enveloppe extérieure comportera les pièces administratives et financières de A à F énumérées dans l'art. 8 « contenu des offres » dont le cautionnement de participation selon les conditions figurant au C.C est fixé cinquante mille dinars (**50 000 DT**) pour chacun des **lots I et II** et à Vingt mille dinars (**20 000 DT**) pour chacun des **lots III à V**.

La date limite de remise des offres est fixée au **Mardi 21 Février 2017 à 15H00**, le cachet du bureau d'ordre de G.I faisant foi. **La séance publique d'ouverture** des plis sera tenue le même jour à **15H30** au siège de la société en présence d'un huissier notaire, des soumissionnaires ou leurs représentants (munis d'une pièce d'identité et d'une procuration).

Les soumissionnaires demeurent liés par leurs soumissions pendant **cent cinquante (150) jours** à compter du jour suivant la date limite de réception des offres.

Pour plus d'informations veuillez contacter le service commercial de la société ou son agence régionale
(+216 71 960 100 , +216 73 369 037, + 216 98 910 000)



Aziz Ben Slimane

Meubles Intérieurs

**Monsieur 100.000 bureaux,
1 million de chaises... et plus**

« A 33 ans, Aziz Ben Slimane sera le plus jeune dirigeant d'entreprise à introduire sa société - Meubles Intérieurs - à la Bourse de Tunis. Assurant la relève de son père, Hatem, architecte de renom, qui s'était épris dès 1988 des meubles d'intérieur avant de se consacrer au mobilier de bureau, il perpétue une véritable saga. Ce petit-fils du militant démocrate le Dr Slimane Ben Slimane, compagnon de Bourguiba, avant de lui tenir tête, n'a pas été attiré par la politique. Sur les pas de son père, il a plutôt développé des compétences de créateur et surtout de manager. En 30 ans, Meubles Intérieurs, dont le premier showroom était ouvert en 1988, curieux hasard, avenue Slimane-Ben Slimane, à El Manar, affiche au compteur pas moins de 100.000 bureaux et 1 million de chaises. De 5.000 DT en 1988, le capital social a pu atteindre 4 213 360 DT au 30 juin 2016. Les revenus ont atteint 13 089 kDT à fin 2015 contre 11 607 kDT à fin 2013, soit une croissance annuelle moyenne de 6%. Ceux de 2016 s'annoncent en confirmation d'évolution.

« Il faut dire que l'entrée au capital de notre société d'un fonds d'investissement aussi compétent que prestigieux, AfricInvest, en 2011, a été très bénéfique, tient à souligner Aziz Ben Slimane. Outre la rigueur imprimée à la gestion et la contribution à l'élargissement de la vision, il nous a beaucoup aidés à nous implanter en Côte d'Ivoire et envisager d'autres partenariats. Sa participation au capital fructifiée, et fidèle à son mode opératoire, il cède ses actions à de nouveaux actionnaires, à la faveur de cette introduction en Bourse. » Success story. →

« Chaque Tunisien s'est assis au moins une fois dans sa vie sur un fauteuil ou une chaise Meubles Intérieurs. Le grand défi sera que demain, chaque Africain fera de même ». Loin d'une boutade, Aziz Ben Slimane résume, à la fois, le parcours et le challenge. Dès son jeune âge, il se savait promis à pérenniser l'entreprise familiale →



Economie

→ et s'était bien préparé. Dès le bac, il choisira de rejoindre une grande école de commerce, l'Edhec de Nice. «*Je voulais acquérir des connaissances transversales qui embrassent la gestion, le marketing, les finances, les ressources humaines et la stratégie*», confie-t-il à *Leaders*.

Dès l'obtention de son diplôme en 2006, Aziz retrouvera l'entreprise familiale où il avait toujours baigné depuis sa prime enfance, mais cette fois en stage ouvrier de pré-embauche. Il passera par tous les postes, à commencer par l'atelier, grimpera dans les camions pour accompagner les chauffeurs livreurs et installateurs chez le client, s'occupera de la logistique et des achats avant d'aller au bureau d'études. Dernière séquence de ce parcours initiatique, la comptabilité et les finances. A son grand bonheur, son père, Hatem, 66 ans, trouvera son compte. Beaucoup dans le développement de la vision stratégique, et surtout l'innovation design et créativité, surtout lorsqu'il s'agit de concevoir l'ameublement de grands espaces professionnels et le dessin de nouveaux modèles, il ne pouvait mieux confier les rênes qu'à son fils, promu DGA, désormais rompu aux commandes et adoubé par les équipes.

Expansion, innovation

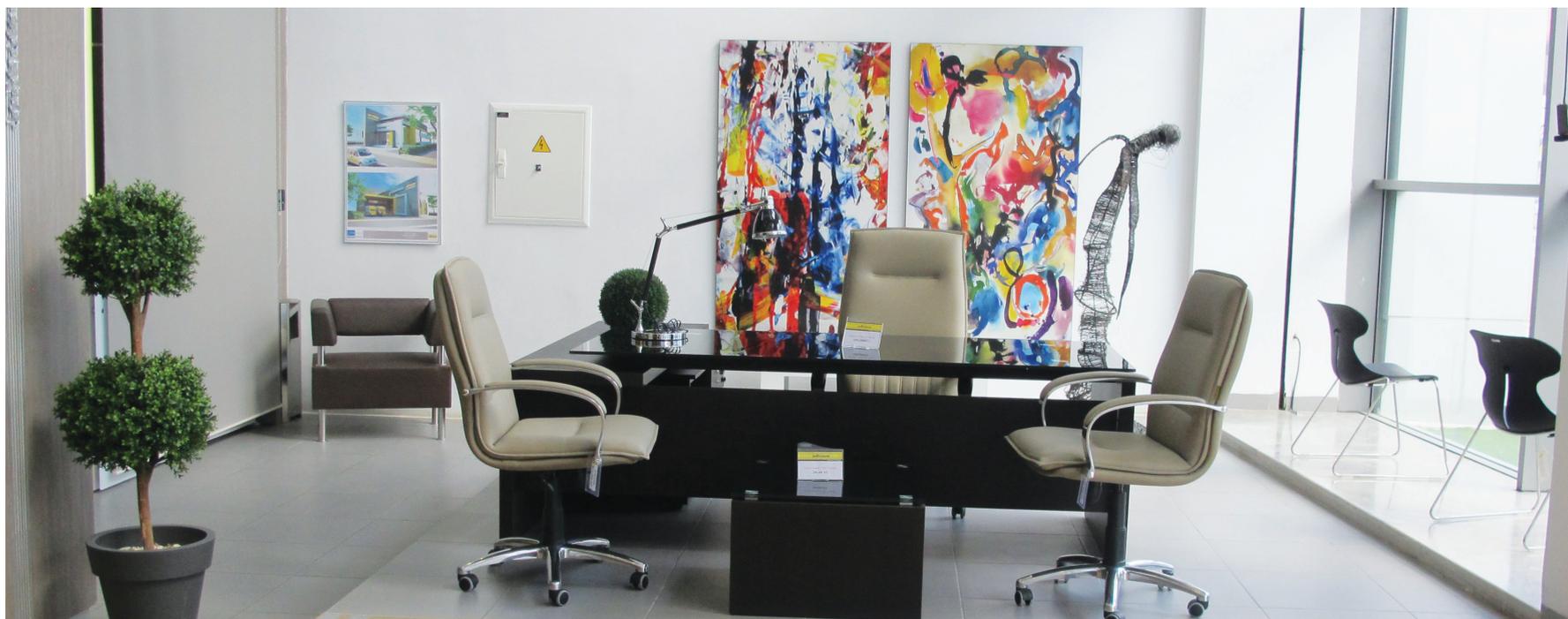
Au nom de famille bien ancré en composante essentielle de la marque Meubles Intérieurs, Hatem devait ajouter son prénom. Même si sa discrétion est légendaire, il s'emploiera, la cravate exceptionnellement portée et toujours en jeans, surtout à animer les équipes et performer les indicateurs financiers. L'expansion suivra immédiatement : deux unités de production à Tunis (en pleine extension) et Béja, neuf showrooms, dont trois à l'étranger (Tripoli, Alger et Abidjan) et un palmarès de prestigieuses références.

L'agencement, l'aménagement et l'ameublement du nouveau siège d'Attijari Bank, qui se hisse sur 8 étages au Centre Urbain Nord, avec plus de 1 000 salariés, a été un grand pari gagné. Tout comme, il y a quelques années, les bureaux de la BAD à Tunis, le Cepex, Zitouna Bank,

la BCT, une bonne partie du nouveau siège de la BH et nombre d'ambassades, de centres d'appels et de showrooms de concessionnaires automobiles et autres. A l'international, les réussites ne manquent pas. En association avec un partenaire ivoirien, l'unité implantée à Abidjan et gérée par un cadre dépêché de Tunis servira de plateforme pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, un marché de primodemande à fort potentiel. La prochaine destination de cette expansion à l'international sera Dubaï pour couvrir la sous-région, où la demande porte surtout sur les produits haut de gamme. Sur ces deux segments, Aziz Ben Slimane s'estime compétitif, qualité et prix.

■ Hatem Ben Slimane (à gauche)

«Le client est sacré pour nous, affirme-t-il, et nous devons répondre à toutes ses attentes, qu'il s'agisse de design, de confort, de qualité, de prix et de délais de livraison. Notre showroom de La Soukra qui s'étend sur plus de 2 100 m², est le plus grand





d'Afrique dédié au mobilier de bureau. Nous n'avons pas de vendeurs, mais de vrais conseillers, notamment des décorateurs. Ils sont tous capables de bien cerner les besoins du client, prendre les bonnes mesures et lui proposer directement sur ordinateur avec Autocad différents scénarios d'aménagement».

«Nous sommes tellement confiants en nos produits que nous assurons une garantie sur cinq ans», poursuit-il. Cet atout exclusif s'ajoute en fait à nombre d'autres leviers qui constituent le succès de la marque. Le plus important est sans doute la capacité d'anticipation et la vision d'intégration.

Beaucoup plus technologique

D'ores et déjà, Meubles Intérieurs met les jalons de l'avenir. Comment sera le mobilier de bureau de demain ? «De plus en plus

technologique, répond Aziz Ben Slimane. Parfois, on veut travailler debout, le bureau pourra alors être élevé et s'ajuster à la hauteur souhaitée soit pour écrire, soit encore pour travailler sur son ordinateur. Les sièges et fauteuils seront plus ergonomiques et quasi personnalisés. Chacun choisira non seulement la hauteur, mais aussi celle des accoudoirs, la largeur, une disposition particulière pour les lombaires et plus s'il le souhaite».

Il faut dire que le partenariat scellé avec le leader mondial Herman Miller est essentiel. Son siège historique, Aeron, le plus vendu au monde, et «qui ne ressemble à aucun autre», s'impose sur les plans ergonomique, fonctionnel, anthropométrique et environnemental pour s'adapter encore mieux au travail et aux travailleurs actuels. «Il n'a pas seulement modifié la manière dont les personnes s'assoient, mais également leur conception d'un siège», rappelle

Aziz. Ce siège est désormais disponible en Tunisie. Autre piste d'anticipation et d'intégration pour Meubles Intérieurs, la digitalisation des ventes. Plus besoin de devoir se rendre au showroom pour faire son choix : tout peut se faire sur internet. «Il fallait s'y convertir, indique Aziz. Puis, nous nous sommes dit, tant qu'on y est pourquoi ne pas offrir à nos clients ce dont ils ont également besoin pour leurs bureaux. Du coup, nous avons intégré dans notre gamme les équipements bureautiques et informatiques, la papeterie et tout un complément d'accessoires utiles.» La voie du futur est toute tracée. L'introduction en Bourse permettra de lever sur le marché financier et à des conditions avantageuses les fonds nécessaires au développement. Hatem Ben Slimane, le fondateur, a déjà gagné le pari. Aziz, les équipes internes et les nouveaux actionnaires assurent. ■



Tabarka en hiver ? Exceptionnelle Cigale

“ Aller en plein hiver à Tabarka, passer une semaine de vacances ou ne serait-ce qu'un long week-end? Quelle idée

saugrenue !, pourraient rétorquer certains. Ils déchanteront rapidement, une fois subjugués par la beauté du site. L'émerveillement sera double s'ils ont la chance d'essayer La Cigale, cet hôtel de grand luxe, doté d'un centre de thalasso des plus ressourçants. Un vrai palace appartenant à une chaîne qatarie et géré selon les hauts standards internationaux. L'accueil chaleureux, la cuisine raffinée, l'attention soigneusement portée à chaque client vous surprennent agréablement tant ils manquent dans de nombreux autres établissements. De quoi vous rendre confiance dans l'hôtellerie tunisienne. → ”



Le cadre est naturellement exceptionnel! Tabarka, à l'extrême nord, porte fièrement son nom berbère de « pays des bruyères». Capitale du corail, au pied des monts de la Kroumirie, elle baigne dans des fonds marins éblouissants de coraux, riches en poisson et autres langoustes. La frontière algérienne est toute proche, Aïn Drahem n'est qu'à 25 km et Tunis n'est distante que de près de 150 km. La nouvelle autoroute qui relie la capitale à Béjà (100 km), vous faisant traverser de magnifiques champs de verdure, raccourcit le chemin. Puis, vous bifurquez vers Nefza pour mettre le cap sur Tabarka, soit 50 km agréables à parcourir. Les amateurs de paysages envoûtants pourront choisir, au retour, en passant près de la plage de Zouaraa et du parc d'Ichkeul, la route de Sejnane et Menzel Bourguiba, avant de prendre l'autoroute Bizerte-Tunis. La randonnée est magnifique.

L'arrivée à la Cigale Tabarka est un atterrissage dans un écrin de verdure qui surplombe la mer. L'architecture extérieure est bien inspirée du cachet local avec ses toits en tuiles. À l'intérieur, la décoration est sobre, moderne, fluide. Les visiteurs sont rapidement conduits au VIP Lounge du deuxième étage. Dans un cadre raffiné, des hôtesses bien lookées s'empressent

de vous offrir, par temps hivernal, un chocolat chaud et autres boissons, des viennoiseries dignes des grands pâtisseries. La découverte commence.

Chambres spacieuses donnant sur la mer, piano-bar, coin cheminée, restaurants gastronomiques, café maure inspiré des Mille & Une Nuits, club pour enfants, salles de fitness, espace congrès, piscines intérieures à l'eau de mer, la thalasso et, par beau temps, les grandes terrasses, face à la mer autour de la piscine: tout vous sollicite. Vous vous y oublierez! Lorsque le ciel est dégagé, l'île de la Galite, pourtant à quelques heures en bateau, pointe à l'horizon. La haute gastronomie est au rendez-vous. En buffet, ou à la carte, le chef Mounir vous surprendra par des plats raffinés. La langouste est incontournable, tout comme le poisson frais, pêche du jour.

L'âme et le corps

Au rez-de-jardin, le centre de thalasso, s'étendant sur plus de 2 300 m², est des plus modernes et des mieux équipés. Même le traditionnel hammam épouse ici une autre atmosphère. Les 23 cabines sont conçues selon la nature des soins humides ou secs, et le style des massages entre africains, indiens et autres asiatiques, avec pour chacune son propre fond musical relaxant. Le parcours aquatique, avec passages sous douches froides,

tièdes et chaudes, puis jacuzzi dans la grande piscine, se termine par une course à contre-courant, en eau froide. De quoi vous immuniser contre le rhume pour tout l'hiver. L'équipe est jeune, accueillante, talentueuse, aux mains de fées et au sourire angélique. Des formules modulables à vos besoins vous permettent d'alterner massages et enveloppements, relaxation et tonification, de quoi vous déstresser et vous remettre d'aplomb.

La société propriétaire, le Groupe qatari Majda a vu grand. Son PDG, Victor Agha n'a pas lésiné sur le luxe. À ses côtés, Adel Alaya, directeur général et Nabil Magroun, directeur d'exploitation s'engagent à fond. Maintenant que la Cigale Tabarka est mis sur les rails, un nouveau défi est lancé après l'acquisition de Dar Nawar à Gammarth: créer un pôle hôtelier exceptionnel dans la banlieue de Tunis.

Pour les passionnés de golf

Vous avez envie de découvrir les environs? Demandez à visiter l'immense golf qui s'étend, non loin de l'hôtel, sur plus de 120 ha. En voiturettes électriques, les golfeurs empruntent un chemin boisé et montagneux proposant une vue exceptionnelle sur la mer et sur un environnement splendide. Le parcours est manucuré de nouveaux greens modifiés avec une moyenne de 6 positions, aussi →





→ rapides que des patinoires (400 m² de moyenne), protégés par d'immenses et profonds bunkers. Un vrai tapis de verdure digne des plus grands clubs du monde. Un green très bien entretenu, des plans d'eau et un design attractif, de quoi séduire les golfeurs les plus exigeants. Le club house est en plein aménagement. Somptueux !

A proximité, un complexe sportif s'offre aux équipes de football qui aspirent à des stages intensifs dans un site d'une rare beauté. Doté de quatre terrains de football, il dispose également, au milieu de cette luxuriante végétation, d'un centre comprenant vestiaires, salles de musculation, de massage et de conférences et autres commodités.

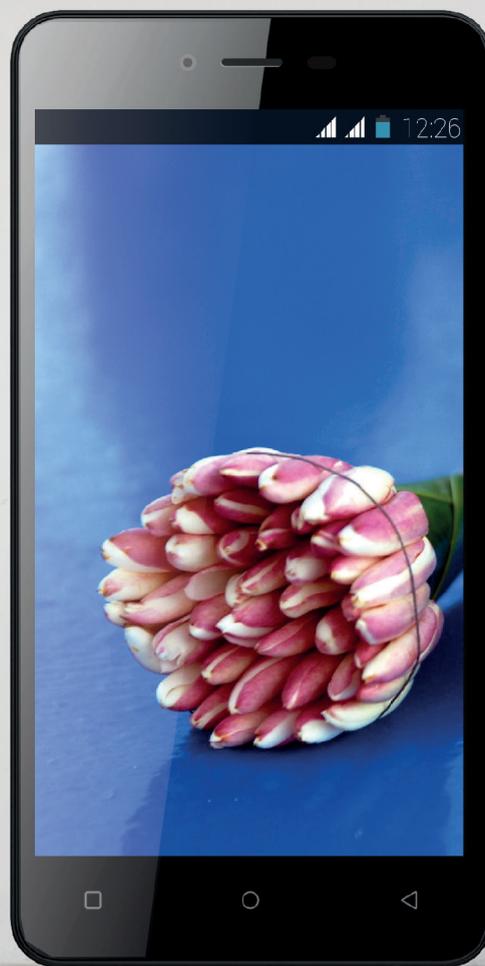
Jusqu'à Aïn Drahem

La ville de Tabarka, son port et son fort ne sont qu'à quelques kilomètres. La balade en front de mer est revivifiante. N'hésitez pas à monter vers Melloula, à une dizaine de kilomètres du centre-ville et tout près de la frontière avec l'Algérie. La vue est imprenable. De l'autre côté, poussez votre virée à Aïn Drahem. La route sinueuse entre les chênes vous laissera admirer la forêt et les vallons. La petite ville est attachante, avec son cachet architectural typique, son artisanat, ses petits restaurants et ses hôtels. Au Rihanna, les cheminées sont allumées à longueur de journée. Les salons sont décorés à l'alsacienne. Des trophées de chasseurs de sangliers rappellent de prestigieux palmarès. Partout, depuis votre départ de Tunisie, vous serez subjugués par une merveilleuse nature et des paysages qu'on ne croit jamais trouver en Tunisie. 





EVERTEK
Achetez Smart



EVERTEK ^{4G} EverMiracle **S**

AYEZ DU STYLE



www.evertek.com.tn



Lamia Rezgui

Coqueluche de la radio américaine

“ Si les Tunisiens ne sont pas familiers avec son nom, Lamia Rezgui est l'une des coqueluches de l'univers médiatique arabophone de l'autre côté de l'Atlantique. Au cours de sa carrière, qui a débuté en 1996, elle a été régulièrement envoyée spéciale au département d'Etat, à la Maison-Blanche et au Capitole. Elle a interviewé le sénateur américain John McCain, l'ex-secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, ou encore l'ex-secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. Les thématiques qu'elle a explorées sont, pour leur part, aussi sensibles que complexes. La touche personnelle qu'elle a mise au service de son analyse pour les traiter lui a valu l'obtention de prix très convoités. Portrait. → ”

Lamia Rezgui a toujours eu un faible pour la culture anglo-saxonne. Après avoir décroché en Tunisie un diplôme en administration des affaires de l'Ariana Business School, la future journaliste s'inscrit à la loterie de la Green Card. Il s'agit d'une disposition prise par le gouvernement américain dans le cadre de son programme Diversity Immigrant Visa Program (programme pour maintenir une certaine diversité parmi la population d'immigrés aux États-Unis) consistant à octroyer chaque année à quelques milliers d'étrangers une carte de résident permanent aux États-Unis, la fameuse Green Card. «Lorsque je l'ai obtenue, je suis tout de suite partie m'installer à Washington avec mon mari et mon fils, explique Lamia Rezgui. Heureusement,



quelques-uns de mes frères et sœurs y étaient déjà installés, ce qui nous a considérablement facilité la tâche de l'intégration !»

Les débuts à «Min Washington»

Mais ses premiers pas dans l'univers médiatique arabophone établi dans la capitale des États-Unis, elle le doit entre autres à l'aura orientale qu'elle dégage. «Tout m'est arrivé par hasard», souffle-t-elle. Elle est d'abord repérée inopinément, lors d'une réception, par un cadre d'une société de production arabe établie à Washington. Celui-ci lui propose de présenter un journal télévisé en langue arabe. Si la démarche n'a finalement pu aboutir, elle lui a permis de nouer des contacts au sein du milieu audiovisuel. Quelques semaines plus tard, c'est un Saoudien propriétaire de la

société de production «Min Washington» qui l'aborde. Associée à des chaînes arabes telles que Dubai TV, MBC, ANN (chaîne syrienne appartenant actuellement au cousin de Bachar al-Assad), Abu Dhabi TV et d'autres, la compagnie a pour objectif de mettre en contact des correspondants reporters arabophones basés à Washington avec le service international de ces chaînes de télévision. «Cette expérience de 5 ans m'a beaucoup apporté, dit-elle. J'ai dû perfectionner mon niveau en anglais et en arabe en plus d'apprendre à maîtriser les finesses du métier de reporter auquel je ne connaissais pas grand-chose. J'ai multiplié les formations, notamment à l'université George Mason en Virginie où j'ai obtenu un diplôme combiné de Master et Bachelor, et me suis impliquée corps et âme pour réussir dans ce métier !» →

Nouveau

2 Litres

Mg + Ca

Calcium

Magnésium

أكثر



أكثر نشاط و أكثر حركة



→ Cette entrée en scène médiatique constitue pour elle une étape cruciale grâce à laquelle elle a pu obtenir l'onction de la légitimité. Pour ces chaînes arabes, elle a réalisé une multitude de reportages depuis les plus hauts lieux du pouvoir américain (Congrès, Maison-Blanche, département d'Etat), mené des interviews en direct ou en différé avec des personnalités publiques de calibre et participé à la production de trois magazines d'information hebdomadaires intégrant aussi bien un volet politique que des programmes de divertissement. «*Je me suis très vite passionnée pour ce métier, explique-t-elle. Aujourd'hui, je suis complètement accro!*»

Radio Sawa : la confirmation

De fil en aiguille, Lamia Rezgui s'est construit un solide réseau dans le cénacle des journalistes arabophones envoyés ou installés aux Etats-Unis. En 2001, elle est adoptée suite à un entretien par Radio Sawa (anciennement Voice of America), station de radio arabophone basée à Washington qui émet dans plusieurs pays arabes d'Afrique et du Moyen-Orient. Animatrice et reporter, elle a couvert la révolution libyenne en 2011 en y passant un mois à deux reprises. «*Je suis partie toute seule à Tripoli, explique-t-elle. Ma famille n'était pas au courant ! Heureusement, j'ai pu retrouver des confrères de l'AFP, dont un Tunisien. Puis j'ai commencé à enquêter sur le terrain, rencontré des révolutionnaires libyens, assisté à des scènes de guerre terrifiantes que j'ai enregistrées, etc.*» Ce travail laborieux, mené aux côtés d'acteurs directement impliqués dans le conflit, a logiquement été récompensé en 2012 par le prix Burke. «*C'est l'une des missions qui font aujourd'hui ma fierté*», avoue-t-elle.

Présente sur tous les fronts

Mais Lamia Rezgui n'a pas mis son talent uniquement au service de reportages menés dans des zones de conflit, elle a également réalisé des émissions préenregistrées depuis

son desk de Washington. En 2015, c'est le New York Festival Award qui lui est décerné pour un reportage d'investigation basé sur des témoignages et des interviews sur la pénible question des mariages forcés et prématurés des petites filles soudanaises. «*Le dévoilement médiatique de cette situation scandaleuse aura surtout permis de faire avancer le débat parmi les responsables politiques soudanais, avance-t-elle. S'il reste précoce, l'âge légal du mariage a été retardé par une décision des autorités.*» En sus de ces deux grands dossiers qui déchirent le monde arabe, Lamia s'est également illustrée par des enquêtes approfondies sur la question de l'engagement de combattants étrangers en Syrie, l'avancement des processus révolutionnaires en Tunisie, au Yémen et en Egypte et les ravages de la piraterie en Somalie. Elle a par ailleurs donné à plusieurs reprises la parole à des familles de victimes d'attentats survenus au Moyen-Orient.

Mais la journaliste quadragénaire veut plus. Si elle a décroché un Associate Degree (équivalent du DEUG) des Collèges communautaires de Virginie du Nord, Lamia Rezgui prépare actuellement un Bachelor en sciences politiques. «*La complexité du monde se révèle à nous de manière extraordinaire en ce XXI siècle, dit-elle. Je n'ai pas fini d'apprendre.*»

N.B.



Palmyre/Tadmur



 Ammar Mahjoubi

Palmyre, du grec Palmura, est la traduction du nom palmyrénien Tadmur, que la langue arabe a conservé et qui signifiait «la cité des palmiers». On en retrouve, bien entendu, la racine sémitique dans le mot arabe تمر (dattes). Le dialecte palmyrénien, que les Syriens parlaient à l'époque romaine, appartenait à la langue araméenne occidentale, non sans quelques influences de l'araméen oriental, apportées par les liens culturels avec la Mésopotamie. Située au Nord-Est de Damas, dans le désert syrien, Palmyre était une ville-oasis, à mi-chemin entre la côte méditerranéenne et l'Euphrate. Vers l'an 200 après le Christ, alors que l'empire romain était à son apogée, elle faisait partie de la province de Syrie dont la capitale, Antiocheia (aujourd'hui Antakya), sur l'Oronte inférieur, fut avant la conquête romaine la capitale de l'Empire séleucide et un grand centre de l'Orient hellénistique¹. →



A l'époque qui nous intéresse, l'Empire romain présidait seul aux destinées du monde antique. Il administrait directement l'Occident, du Rhin et du Danube à l'Est, à l'Ecosse, à la péninsule ibérique et au Maroc actuel à l'Ouest, et la langue de ces provinces occidentales, Afrique du Nord et Tripolitaine comprises, était le latin. Mais grecques étaient la civilisation et la culture dans l'ensemble du monde romain, et grecque était également la langue des provinces orientales, depuis la Cyrénaïque et l'Egypte, jusqu'à la Grèce, l'Asie Mineure et la Syrie. A Palmyre, la langue grecque était toujours, depuis l'époque séleucide, celle de l'administration et des élites ; mais le pouvoir de l'Empire gréco-romain avait dû, au Nord de la péninsule arabique et particulièrement en Syrie, composer avec une autre puissance, celle de l'Empire perse. *«Le Romain et l'Iranien*

se sont partagé le monde», écrivait l'historien latin Justin à cette époque.

Palmyre existait cependant quatre mille ans avant la conquête romaine, précédée de celle d'Alexandre et la constitution, par son lieutenant Séleucos Nicator, de l'Empire séleucide. Vers l'an 1000 av. J.-C., c'est-à-dire à l'époque où les Assyriens étaient à Babylone, les Phéniciens à Tyr et Sidon et le Roi David à Jérusalem, l'Orient avait connu un grand bouleversement : un peuple nomade, dont le nom apparut alors pour la première fois, les Araméens, envahit peu à peu la Syrie et lui donna son nom : Aram. «*إرم ذات العماد*» se souvient le Coran (sourate LXXXIX, 7, 8). *«Vingt-huit fois, écrit un roi assyrien, j'ai combattu les Araméens, de Tadmur jusqu'aux pays de l'Ouest, et j'ai même traversé l'Euphrate deux fois en un an»*. Dès lors, la Syrie et aussi la Mésopotamie ne cessèrent de parler l'araméen que pour parler l'arabe, malgré leur



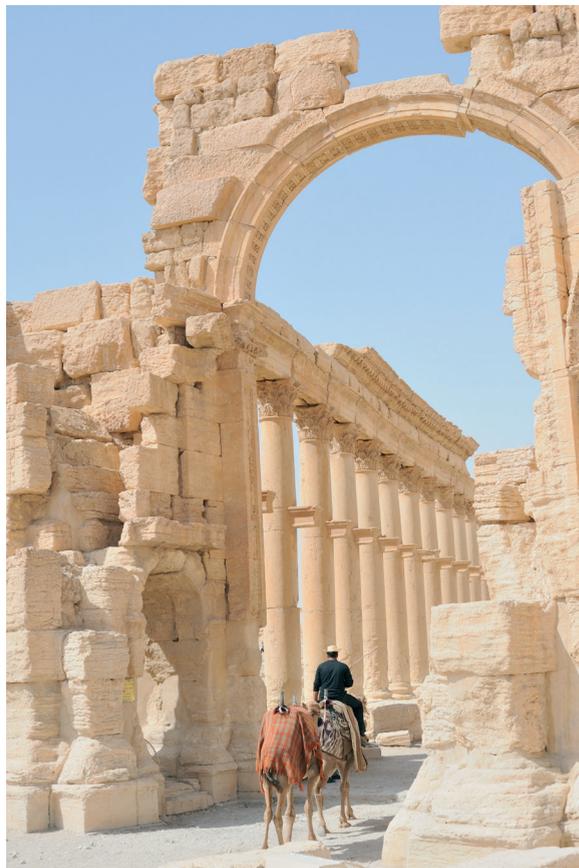


occupation, entre 539 avant le Christ et jusqu'à la conquête arabe en 636 après J.-C., d'abord par les Perses, puis par les rois grecs héritiers d'Alexandre et enfin par les Romains devenus par la suite Byzantins. L'araméen, dix siècles durant, ne cessa d'être la langue internationale et diplomatique, depuis la Syrie jusqu'à l'Iran et l'Afghanistan, même s'il se cantonna dans l'oral, lorsque la langue écrite – celle de l'administration et des élites – devint le grec. Il fut choisi par les Juifs, qui abandonnèrent l'hébreu. Certains, parmi les derniers livres de la Bible, adoptèrent ainsi l'araméen que les Juifs parlaient au temps de Jésus. De même, les tribus arabes installées en Syrie depuis l'époque séleucide parlaient et écrivaient l'araméen. Cette langue survécut ainsi au grec, et reprit sa place dans l'écrit à l'époque chrétienne. Une riche littérature dite « syriaque » aborda alors, en araméen, les plus hauts sujets philosophiques et théologiques de la pensée

grecque. Ses auteurs étaient des moines et des prêtres qui, certes, connaissaient bien le grec, mais voulaient faire œuvre de vulgarisation et de prosélytisme en mettant, en araméen, les problèmes religieux à la portée du plus grand nombre.

P. Veyne² estime que, vers 200 après le Christ, le visiteur romain venu de quelque autre province occidentale s'apercevait rapidement, en arrivant à Palmyre, qu'il avait changé de monde. Il savait, certes, qu'il se trouvait dans une province orientale de l'Empire, où le grec supplantait le latin ; mais à l'exclusion des officiels de l'administration et des plus nantis parmi les palmyréniens, les gens parlaient un langage sibyllin qui lui était totalement inconnu et l'écriture, qu'il n'arrivait pas à décoder, était tout autant mystérieuse. Il pouvait rencontrer cependant, sans difficulté, quelques interlocuteurs parmi les riches commerçants de la ville ; en

effet ils parlaient le grec, qui était l'anglais de l'époque. Exotiques, les noms des gens aussi lui étaient étrangers, avec des consonances gutturales qu'il avait peine à prononcer ; et leurs vêtements aussi lui paraissaient étranges. Dans les autres provinces de l'Empire, le drapé dans de larges pièces d'étoffe était la règle ; alors que les habits des Palmyréniens, comme nos vêtements modernes, étaient cousus. Les hommes portaient de larges pantalons et ceignaient un sabre ; ce qui n'était pas sans contrevenir à l'interdiction formelle du port d'arme, respectée dans les autres provinces romaines de l'Empire. Quant aux femmes, elles portaient soit d'amples pantalons bouffants, soit une tunique et un manteau, qui descendaient jusqu'aux pieds, avec quantité de parures et de bijoux. Leurs cheveux étaient toujours voilés, souvent avec un turban en torsade ; mais leur visage était découvert, alors que dans les provinces grecques les femmes se couvraient →



→ la figure. Pour arriver au cœur de la ville, après avoir franchi un vaste désert, ce visiteur traversait une palmeraie parsemée de vergers, de vignes et d'oliviers. Palmeraie qui, de nos jours encore, reste impressionnante par son étendue. Parvenu au centre de la cité, il en percevait rapidement l'opulence. Des statues de bronze, beaucoup plus onéreuses que les marbres des sculptures de l'Afrique romaine, se dressaient à profusion; et les colonnes du temple principal étaient également couronnées de chapiteaux de bronze doré. C'était le temple de Bèl, une masse architecturale qui surplombait les maisons, se dressait au fond d'une longue colonnade et domine toujours les vestiges du site archéologique. Mais contrairement aux grands sanctuaires des autres cités de l'Empire, l'accès au temple de ce dieu oriental n'était pas en façade, mais s'ouvrait, chose étrange, sur le côté. Certes, il n'était pas aussi gigantesque que celui de Baalbek, au Liban, qui est l'un des plus grands du monde antique, mais il n'en

était pas moins impressionnant, avec ses huit colonnes en façade encadrées de quinze autres sur les côtés.

La longue colonnade menant au sanctuaire traverse de nos jours encore tout le site, depuis le palais de Zénobia. Cette double file de piliers, dont l'installation n'était arrivée à son terme qu'au bout de deux siècles, pointe toujours vers le ciel ses fûts galbés; mais quoique toujours dressées et couronnées de leurs chapiteaux, les colonnes ne supportent plus rien. La cella du temple, où trônait la statue du dieu, avait bizarrement des fenêtres; ouvertures sur l'extérieur qui, ailleurs, ne se voyaient nulle part. Plus étrange encore était le faite du temple, hérissé de créneaux, ainsi que le toit qui était non pas à deux pentes, comme il se doit dans tout le monde romain, mais couvert d'une terrasse, à l'instar de la toiture de la totalité des maisons. Sur ces terrasses, on sait, grâce aux textes, que les gens s'installaient, banquetaient et priaient les dieux. On sait aussi

que chaque année, à l'équinoxe du printemps, une procession empruntait entre les colonnades la voie sacrée, pour accompagner jusqu'à quelque sanctuaire de la palmeraie environnante une image de Bèl, enfermée dans un pavillon de cuir rouge, que portait un chameau. Pavillon qui n'est pas sans rappeler الجحفة c'est-à-dire cet habitacle, juché sur un dromadaire, dans lequel hier encore on enfermait, dans le sud tunisien, la mariée qui quittait la maison paternelle pour le domicile conjugal.

Les tronçons ultérieurs de la colonnade, assez loin du temple, étaient bordés de boutiques, qui s'ouvraient sous les portiques; la grande avenue se muait alors en marché et en lieu de flânerie. Elle était, en effet, interdite aux charrois et aux montures, à l'exception des brouettes de transport; alors que les autres rues, au tracé géométrique, étaient souvent encombrées par le passage des équipages et des troupeaux. Antiocheia ou Antioche, la capitale de la province, fut la première à posséder cette grande →

Tél: (+216) 72 570 625 / (+216)72 572 498

Route Menzel Jamil, Menzel Abderrahmane 7035 Bizerte

www.afrikisol.com



» **The Expert for Insulation**



» **The Industry Partner**



Commerce Articles & Equipements
de calorifugeage



» **The Insulators Supplier**

Garantie

3
ans

The Creative Life

TCL



Pour une vie pleine d'interaction.

SMART TV
ANDROID IPTV



Android 4.4 :
Avec un design plus abouti, de meilleures performances et de nouvelles fonctionnalités, l'Android 4.4 KitKat vous offre une expérience captivante et intelligente et vous transporte vers le futur.



Android 5.1 :
L'Android 5.1 Lollipop vous propose une nouvelle interface qui fera de votre navigation une expérience unique que ce soit sur votre téléphone, tablette, montre Android wear ou TV.



Dynamic Contrast Ratio :
Appréciez des couleurs plus riches avec des noirs plus sombres et des couleurs plus éclatantes pour une image plus claire et réaliste.



True Color Tech :
Une technologie d'amélioration avancée des couleurs, élargit le spectre de couleur de votre télévision et vous offre des images naturelles.



Direct Led :
Le positionnement de LED juste derrière l'écran permet un éclairage constant et uniforme, une luminosité améliorée et une faible consommation en énergie.



IPTV Standard / Electro IPTV :
Profitez de plus que 2000 chaînes en streaming et une bibliothèque de 5000 films.

الالكتروستار
ELECTROSTAR

N° Vert 80 100 500
APPEL GRATUIT

→ avenue à la chaussée dallée, bordée de ces centaines de colonnes, qui constituaient l'axe du plan en damier de la cité. Outre le grand temple central et le marché, une cité antique devait avoir obligatoirement une place publique, une agora comme on disait en Orient, c'est-à-dire en Occident un forum. C'était bien entendu le cas à Palmyre, qui disposait d'une place quadrangulaire, tirée au cordeau, entourée de quatre portiques et encombrée de statues et de cippes honorifiques, à l'instar des autres places publiques du monde romain. Mais les assemblées, la vie de relations bruissaient-elles dans cette agora, ou s'installaient-elles plutôt autour des portes de l'enceinte, comme dans les autres villes orientales, ou comme semble l'indiquer, en Afrique, une inscription de Dougga? Hier encore, autour des vieilles portes de l'enceinte qui enserrait la médina de Tunis, les foules se pressaient à Bab Souika, Bab Jedid et Bab Sidi Abdesselem.

Vers la fin du IIe siècle après le Christ, et grâce à son grand sanctuaire, à son avenue marchande et aux monuments civils qui, sans doute, entouraient l'agora, Palmyre était bien une cité selon la conception gréco-romaine. Alors que, comme les autres villes orientales, les cités syriennes n'avaient connu avant les époques séleucide et romaine que des édifices royaux, des sanctuaires et des monuments funéraires réservés aux prêtres et aux notables et répartis entre les habitats. Depuis cette époque, la ville était cernée de remparts. Ces derniers continuaient à l'époque romaine à ceinturer la cité, avec des portes qu'on fermait le soir, après le retour des citadins partis chaque matin pour le travail des champs dans la palmeraie. Dans la zone nord qui seule avait été fouillée, l'habitat s'alignait le long des rues, entre la grande colonnade et la bourgade touristique actuelle. Le plan de ce quartier était à peu près géométrique, bien qu'on devine qu'on avait dû transiger avec la présence des temples et d'un habitat, préexistants et dispersés, qui avaient été tant bien que mal reliés par le réseau des rues rectilignes. Palmyre, à l'époque romaine, se voulait moderne, et son urbanisme comparable à celui des autres cités de l'Empire. Or la modernité était alors le plan géométrique généralisé à l'époque hellénistique, à partir du

IVe siècle av. J.-C. ; et aussitôt adopté dans notre pays, bien avant l'époque romaine, par les Carthaginois. Quant à la population palmyrénienne, elle devait s'élever à quelques dizaines de milliers d'habitants ; mais d'autres Palmyréniens vivaient dispersés dans le vaste territoire rural qui appartenait à la cité. Le nombre global ne devait pas être très important. A cette époque et jusqu'au XVIIIe siècle, une société ne pouvait survivre que si les trois quarts de ses membres travaillaient la terre pour la nourrir. Certes l'agglomération monstrueuse de la Rome antique dépassait 500.000 habitants ou même le double. Mais Rome tirait annuellement, jusqu'au IIIe siècle, les deux tiers de son ravitaillement en blé de notre province africaine et le tiers restant de la province égyptienne. Sans parler des autres fournitures comme l'huile et les viandes séchées. Rome était ainsi l'exception, comme Londres, Paris, Istanbul et Edo, la future Tokyo, le furent à leur tour au XVIIIe siècle.

Le territoire de Palmyre, autour du centre habité, ne se trouvait pas tout à fait au milieu du désert, mais près de sa limite et même, en grande partie, dans la zone fatidique des 200 mm de précipitations. Ce qui rendait possibles la culture et l'élevage, d'autant que l'eau était captée et emmagasinée dans des citernes et des ouvrages hydrauliques. Les champs de la cité ne lui assuraient pas cependant l'autosuffisance. L'eau, liquide précieux, coûtait fort cher et des denrées aussi nécessaires que le blé, l'huile et le vin devaient être importées; car plutôt qu'à l'agriculture, le terroir était plus propice à l'élevage des moutons et des chèvres, à celui des chameaux pour les caravanes et des chevaux, pour les gardes armés qui les escortaient. Dans les villages d'éleveurs de ce vaste territoire vivaient des ruraux, qui ne parlaient que l'araméen et étaient restés étrangers à la civilisation gréco-romaine et à l'urbanité. Mais cette paysannerie nourrissait les grands propriétaires terriens, qui constituaient les élites urbaines des cités dans les provinces de Syrie et de Palestine, ainsi que dans l'ensemble du Proche-Orient. Ces ruraux n'en étaient pas moins décriés et méprisés si bien, note P. Veyne, qu'en Palestine, à ceux qui avaient annoncé qu'un messie, qui s'appelait Jeôshûa

en hébreu (qu'on transcrit par Josué ou par Jésus) et qui ne parlait que l'araméen était né dans un village de la province, on avait rétorqué: «*Que pouvait-il sortir de bon de Nazareth ?*»

L'originalité de Palmyre était, cependant, que les élites urbaines n'étaient pas constituées, comme dans la plupart des cités du monde romain, des seuls propriétaires terriens, mais essentiellement des acteurs du trafic caravanier. Car les Palmyréniens accaparaient une bonne partie des échanges de l'Empire romain, accessoirement avec l'Arabie, en particulier depuis le déclin de Pétra vers 106, après la campagne militaire menée par Trajan. Ils dominaient surtout les échanges avec l'Iran, l'Inde et la Chine. Rome, en effet, importait d'Arabie et d'Orient de la myrrhe et des ballots d'encens pour les sanctuaires ainsi que du poivre, de l'ivoire, des perles, de la soie et des étoffes indiennes et chinoises. Les caravanes de chameaux qui assuraient le transport de ces denrées n'accédaient pas à l'intérieur de la cité, mais stationnaient hors de la ville, vers le Nord, autour de grands entrepôts.

Toujours à l'extérieur du périmètre urbain, les monuments funéraires construits par les riches acteurs de ce trafic parsèment encore le désert, vers le Sud et l'Ouest de la cité ; monuments ostentatoires qu'admirent de nos jours les visiteurs et qui sont constitués de temples funéraires, d'hypogées et de mausolées somptueusement décorés, aux sarcophages ornés de sculptures figurant le défunt campé au milieu des membres de sa famille. Quantitativement, ce commerce n'était guère important ; car c'était un commerce somptuaire, qui enrichissait considérablement une poignée d'importateurs spécialisés, le prix de vente de la plupart des denrées décuplant, voire centuplant le prix d'achat. C'était notamment le cas de la soie, dont les riches faisaient, à Rome, une large consommation, à tel point que les moralistes poussaient les hauts cris à la vue des belles femmes de la noblesse arborant des robes de soie, qui les faisaient paraître plus que nues.

Les denrées de l'Inde et de la Chine arrivaient en Iran par deux voies : la route de la soie et la route maritime, par le golfe persique. →



→ La part de Palmyre était de faire franchir aux marchandises les 1300 km à vol d'oiseau qui séparent les villes et les ports de la Syrie du golfe persique et des rives de l'Euphrate. Chemin qui n'était qu'une piste de cailloux, pénible particulièrement dans la chaleur suffocante de l'été et exposée constamment aux attaques des nomades. Les chameliers palmyréniens en connaissaient tous les points d'eau. Ils sélectionnaient leurs dromadaires, appelés ainsi en raison de leur rapidité, dromas en grec signifiant coureur. Arrivés sur l'Euphrate en venant de Palmyre, et après avoir franchi le fleuve sur des bacs ou sur des radeaux, les commerçants avaient le choix entre deux pôles: en amont, vers Bagdad, où ils rejoignaient le Tigre pour atteindre la grande cité iranienne de Séleucie, qui fut la grande rivale de Babylone; là affluaient les produits iraniens et les denrées des importations orientales. Mais si on allait vers l'aval, on arrivait à Spasinou Charax, sur le golfe, que les historiens ont qualifiée de Hong-Kong de l'époque. Au retour de ce long périple, qui se situait pendant les mois d'hiver, les coups de main des nomades étaient fréquents, à l'instar des razzias menées contre les caravanes beaucoup plus modestes des Mecquois, que le grand-père du Prophète Mohamed, à la tête des Koreïch,

avait réussi à prévenir grâce au traité des «Ilaf». «إيلاف قریش، إيلافهم رحلة الشتاء والصيف», relate le Coran. Pour franchir ce no man's land désertique entre l'Euphrate et Palmyre, une escorte de cavaliers armés était donc nécessaire; ce qui explique les dizaines de graffitis en arabe archaïque, trouvés dans le désert jordanien, avec des invocations à la déesse guerrière Allât: «O Allât, sécurité et butin», «O Allât, vengeance», répètent à l'unisson ces inscriptions.

Les caravanes étaient ainsi de véritables entreprises annuelles, qui exigeaient des investissements importants pour recruter des hommes, acquérir des bêtes et des armes, monter toute une organisation et lui choisir des chefs. Aussi le taux des prêts caravaniers était-il très élevé, égalant celui des prêts maritimes dits "à la grosse aventure", c'est-à-dire des prêts à risque. Les maîtres véritables des caravanes n'étaient pas, bien entendu, les chefs qui les commandaient lors de leur périple, mais des seigneurs de l'économie caravanière, des magnats qui disposaient non seulement des capitaux, mais aussi des ressources humaines pour les organiser. Paul Veyne remarque que c'était là un type d'entrepreneurs très différents de l'homme d'affaires moderne, défini par Max

Weber. Il ne s'agit pas de capitalistes occidentaux, hommes de devoir protestants, mais de cheikhs, dans le sens moyen-oriental du terme, chefs coutumiers d'une عشيرة plus ou moins sédentarisée du territoire palmyrénien. Palmyre était donc, à cet égard, un centre de pouvoir sur les tribus du désert et une ville marchande, comparable à La Mecque et à Yathrib, au temps de l'Arabie préislamique, mais à une plus grande échelle. Ainsi, ce n'était pas une cité classique de l'Empire, avec, comme les cités de la province d'Afrique, par exemple, des institutions solides et un corps civique, mais une cité constituée d'un groupe de tribus, dominées par quelques familles de princes-marchands.

Ces magnats étaient bilingues, parlaient le palmyrénien et le grec, sinon le latin, et avaient ainsi une double culture: tribale d'une part et, de l'autre, gréco-romaine. Ils pouvaient certes lever une armée privée, pour défendre l'empire de Rome et épauler les auxiliaires de l'armée romaine recrutés en Thrace (la Bulgarie actuelle) et installés à Palmyre. Comme ils pouvaient aussi réunir des troupes pour attaquer les soldats de Rome. ■

A.M.
Professeur émérite,
Université de Tunis

Parrainage d'école en Tunisie

Rietheim-Weilheim/Tunis, en décembre 2016 – Depuis de nombreuses années, Marquardt entretient des coopérations avec des écoles et des établissements éducatifs. Cette entreprise familiale active à l'international s'engage désormais dans le cadre du parrainage de l'école primaire «Ghedir El Goulla» à Tunis. L'école se trouve à peine à quelques kilomètres du site de production de ce spécialiste en mécatronique. Au cours d'une première action, Marquardt a financé les travaux de réhabilitation de l'intérieur des bâtiments et des espaces extérieurs. Les salles de classe des 450 élèves ont été repeintes et les toilettes et l'aire de jeux ont été modernisées.

«L'éducation crée des perspectives d'avenir durables et constitue la condition essentielle pour un passage réussi vers la vie professionnelle. Etant un des plus grands employeurs à Tunis, nous assumons également une responsabilité sociétale et sociale. Nous apportons volontiers notre contribution pour le bien des enfants de la région. Nous souhaitons leur créer un environnement qui leur offre les conditions idéales pour se développer et apprendre», déclarait Nouredine Yakoubi, directeur général de Marquardt Tunisie, à l'occasion d'une cérémonie avec la direction de l'établissement scolaire, les enfants et leurs parents.

Marquardt accorde également une importance particulière au développement des jeunes au sein de sa propre usine. En octobre dernier, la société a inauguré un nouveau centre de formation dans lequel les collaborateurs suivent une formation de technicien selon

le modèle allemand de formation en alternance qui a fait ses preuves. Le groupe Marquardt est présent en Tunisie depuis 1991. En 2014, l'entreprise a inauguré une nouvelle usine à Tunis qui représente un investissement de plusieurs dizaines de millions d'euros : sur une superficie totale de 25.000 m², la société fabrique, sur des chaînes de montage et des installations les plus modernes, des commutateurs mécaniques et mécatroniques pour divers appareils électroménagers et des applications industrielles. L'activité phare de la production est la fabrication de commutateurs pour outils électriques – le segment dans lequel Marquardt est le leader du marché mondial. Ce spécialiste en mécatronique implanté à l'international emploie actuellement plus de 1.500 personnes sur son site à Tunis.

Informations sur Marquardt

Fondée en 1925, l'entreprise familiale Marquardt, dont le siège se situe à Rietheim-Weilheim, est un des fabricants leaders de commutateurs électromécaniques et électroniques et de systèmes de commutation. Les produits du spécialiste en mécatronique – tels que les composants de commande, les systèmes de contrôle d'accès et d'autorisation de démarrage pour les véhicules automobiles – sont utilisés par de nombreux fabricants automobiles de renom. Les systèmes de Marquardt se trouvent également dans des appareils électroménagers, des applications industrielles, des outils et vélos électriques. L'entreprise emploie plus de 8.500 personnes sur 14 sites dans plusieurs pays du monde répartis sur quatre continents. En 2015, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros.



Marquardt_Press_Kooperation_Grundschole_Tunesien_1.jpg: Dr Harald Marquardt, président-directeur général du groupe (dernière rangée à gauche), et Nouredine Yakoubi, directeur général de Marquardt Tunisie (dernière rangée, deuxième à partir de la droite), à l'occasion de la cérémonie à l'école primaire « Ghedir El Goulla »



Marquardt_Press_Kooperation_Grundschole_Tunesien_2.jpg: L'aire de jeux nouvellement aménagée dans la cour de l'école



LE BON AIR EST SUR CAP Fm

Hkayet Ennes



♥ Avocat, Tofra, Baladiya, Mandoubia
● El Kilma Lik , Cap El Khire

Cappucino



♥ BCE, RG, HH, YC
● #Borhen_Bsais #Moez_Joudi #Bilel_Beji #Abir_Dhouib

News



♥ 9999 J'alme
● #Ines_Bouaffi #Asma_Mouadeb #Safa_Kalia #jamel_Ferhi #Ihsen Ghazali

The Night Show



♥ Baligh Hamdi, George wasouf, Ahmad Helmi
● #Rami_mouch_bil3ani

La Terrasse



♥ Mustpha Dalaji, Zaza, Jaefer Gasmî, Wafa Boukil
● #Houssem_Sahli #Oussama_Souiai

Zéro Politique



♥ Trayer Tounes, Astuce Beauté
● #Amal_Ben_Mohamed

Awled El Cap



♥ Bousbi3, Bnete, mark zuckerberg
● M3a Ghazy w Malek sayeb hbalik

Sport



♥ ASH, FCH, SM, COK, GS
● #Moadh_Cherfi #Aymen_Sghaier #Chiraz_Bouchoucha

Adresse : Avenue Abu Dhabi 8050 Hammamet-Tunisie



91.5 fm

105.6 fm

95.2 fm



radio cap fm



www.capradio.tn



31 363 750

Moncef Kaak

La Sécurité sociale dans les gènes

“ Pendant douze ans, battant tous les records, Moncef Kaak, qui vient de s'éteindre à l'âge de 95 ans, a été P.D.G. de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss) de 1971 à 1983. En fait, c'est toute sa carrière professionnelle, durant 32 ans de service, que ce licencié en droit, inspecteur du travail, avait consacré à la Sécurité sociale. Moncef Kaak était pleinement impliqué, avec Ahmed Balma et Noé Ladhari dans l'élaboration de tous les textes législatifs et réglementaires, notamment la loi fondatrice 60-30, du 14 décembre 1960, relative à l'organisation des régimes de sécurité sociale et qui a donné naissance à la Cnss. → ”

Dès 1949, et tout en préparant sa licence en droit (qu'il obtint en 1951), il rejoignait le ministère du Travail et deviendra le chef de cabinet du ministre (1952-1954). Nommé inspecteur du travail en 1954, il sera désigné en septembre 1958 directeur de la Caisse sociale et de compensation des travaux publics, des ports et docks en Tunisie. Avec la fusion des caisses, il fera partie, aux côtés de feu Ahmed Balma, véritable père de la Sécurité sociale, des fondateurs de la Cnss et y sera nommé directeur dès le 16 décembre 1960. Promu directeur général adjoint en 1969, suite au départ de Balma, c'est lui qui tiendra la maison lors des passages furtifs de Hédi Baccouche (de janvier à mars 1970) puis de Mohamed Kraiem (d'avril à juillet 1971). Quatrième P.D.G. de la Caisse en titre (à partir d'avril 1971), mais deuxième, en réalité, il y laissera son empreinte.

Le grand redéploiement

Si la première décennie (1960-1970) a été celle de la mise en place et de l'organisation structurelle, c'est durant le mandat de Moncef Kaak que la Cnss a en fait pris son grand élan. Elle le doit en grande partie à la politique moderniste du ministre des Affaires sociales, Mohamed Ennaceur : extension des régimes de sécurité sociale et d'assurance maladie, institution de nouveaux régimes (pêche,

travailleurs agricoles, travailleurs indépendants...), création de la Sprols et construction de plusieurs centaines de logements sociaux mis en location à des loyers modiques dans différentes zones de la capitale (El Manar, Rommana, Hrairia, Ksar Said, Mornaguia ...) et à l'intérieur du pays.

L'une des réalisations les plus marquantes est sans doute l'ouverture d'une série de

policliniques (consultations du jour) à El Omrane, Cité El Khadhra, Sousse, Sfax, Métaoui ...) La modernité de ces unités, la compétence du personnel médical et paramédical, la performance technologique des équipements d'exploration et la facilité d'accès aux soins sur la base d'un ticket modérateur tranchaient avec ce qui était pratiqué dans les dispensaires et hôpitaux publics.

Le deuxième atout de Moncef Kaak, c'est qu'il pouvait compter au ministère des Affaires sociales, comme au sein de la Caisse, sur des équipes de hautes compétences. Au ministère, Noé Ladhari, Mohamed Chaabane, Sayed Blel et Mme Khemiri étaient exceptionnels. Tous comme à la Caisse, les Taoufik Mnakbi, Mahmoud Balma, Hédi Cherif, Mahmoud Alouini, Hammouda Zid, Hichem →





une vague de bonheur

جس

#GRAND_TUNIS





→ Benlarbi et autres Cherif Sbaouelji, de très de grosses pointures. Une génération de relève formée par des jeunes spécialistes apportera un sang neuf : Abdelaziz Razgallah, Mohsen Shoussi, Samir Bouraoui, Mohamed Abdallah Saad, Mokhtar Ben Jemaa, Mohamed Ben Othman, Mohamed Chiha et autres Taher Mzoughi. Aujourd'hui, Hédi Bouker, D.G.A. de la Cnss, incarne la dernière souche.

Une nouvelle relation avec les assurés sociaux

L'image de «Dar el ouled» apparentée pour les salariés aux allocations familiales, et pour les employeurs à la perception contraignante des cotisations, était complètement transformée. Alors que la Caisse était très réticente à la communication, attachée à la discrétion absolue, limitant ses relations avec les affiliés et les assurés sociaux au strict minimum des réponses souvent très techniques et peu compréhensibles, elle a fini par comprendre l'importance de la communication. En appui au Bureau de relations publiques, Moncef Kaak, encouragé par le ministre Ennaceur, créera une unité



de communication et de relations avec la presse, confiée à Mohamed Taher Boujema. Pour montrer l'importance qu'il y accorde, il l'installera au sein même de la direction générale, au troisième étage de la nouvelle bâtisse alors érigée avenue Taieb-Mehiri. La seule consigne donnée à l'équipe était de faire connaître l'action de la Caisse et l'accès au bénéfice de ses prestations et non de promouvoir l'image personnelle des dirigeants. Du coup, affiches, dépliants, guides pratiques et dossiers de presse étaient élaborés.

Sauver les caisses

Le grand mammouth n'était pas facile à décarcasser. Un seul exemple suffit pour l'illustrer. L'assurance vieillesse et invalidité, instituée en 1960, n'a été mise en œuvre qu'en 1976, sous la férule de Mohamed Ennaceur et grâce à l'enthousiasme de Moncef Kaak et de toute l'équipe qui l'entourait. Tout en gardant l'œil vigilant quant à l'équilibre financier et au renforcement de l'assise financière des différents régimes, la

revalorisation des prestations était régulière. Le début des années 2000 marquera cependant la dégradation des ratios et l'apparition des premières menaces sur l'équilibre financier de la Cnss et des autres caisses sociales. Moncef Kaak n'était plus aux commandes depuis déjà longtemps et ceux qui connaissent bien les enjeux des projections actuarielles ne sont pas nombreux. Revenu à la tête du ministère des Affaires sociales au lendemain de la révolution, Mohamed Ennaceur, alerté par la gravité de la situation, leur fera immédiatement appel. Sous sa conduite, un groupe de travail a été immédiatement constitué pour esquisser une réforme urgente de la sécurité sociale. Au gré des ministres successifs depuis lors, nous en connaissons la suite.

D'importance cruciale aujourd'hui, ce dossier est à mettre en débat public. Des solutions, certes douloureuses, sont à trouver et faire approuver dans le consensus. La disparition de Moncef Kaak nous en rappelle l'urgence. ■

Taoufik Habaieb



102.5 Mhz
Sousse
Hammamet
Nabeul Sud
Zaghouan

104.4 Mhz
Kairouan
Sidi Bouzid
Kasserine
Seliana

89.4 Mhz
Monastir

91.6 Mhz
Mahdia
Sfax

FM

Jawhara



تابهوا "بوليتيكا"
على الجوهرة FM

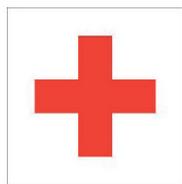
من الإثنين إلى الجمعة من 12:00 إلى 14:00

www.Jawharafm.net

Le Cidr perd un ami et un volontaire infatigable de la cause humanitaire

Triste et douloureuse était pour moi la nouvelle du décès du Dr Tahar Cheniti. Avec sa disparition, le Comité international de la Croix-Rouge (Cidr) perd un ami proche et la grande famille de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge un grand serviteur.

Témoin privilégié des mutations successives qu'a connues la scène humanitaire internationale au cours d'une cinquantaine d'années de carrière, le Dr Cheniti mettait un point d'honneur à développer et à



renforcer la coopération entre le CRT et le Cidr. Son action était toujours inspirée par les principes fondamentaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

L'on retiendra que c'est avec le Cidr qu'il eut sa première expérience internationale en tant que volontaire du CRT, en Jordanie, dans le cadre des événements tragiques du «Septembre Noir», en 1970.

Au lendemain de la Révolution tunisienne, en 2011, le défunt a mis toute sa rigueur et son savoir-faire au service de l'action humanitaire. Ainsi, au Sud du pays, il a joué un rôle crucial en sa qualité de coordinateur de cette action en faveur des personnes qui fuyaient la violence en Libye voisine.

Feu Dr Cheniti était quelqu'un avec qui j'ai énormément apprécié de travailler ces trois dernières années, dans le cadre des projets communs planifiés par nos deux institutions. Je me souviendrai d'une personnalité hors du commun, de son acharnement à la tâche, mais aussi de sa flexibilité, de sa bonne humeur et de son attachement indéfectible aux nobles principes humanitaires.

Sa disparition prive en effet le Cidr d'un partenaire proche et d'un ami fidèle et je mesure combien cette perte est douloureuse pour sa famille, mais aussi pour les volontaires du Cidr.

Au nom de tous les membres de la délégation régionale du Cidr à Tunis, je partage leur chagrin et leur émotion et je leur adresse un témoignage d'affection. Qu'ils sachent que dans ce deuil, ils ne sont pas seuls puisqu'ils peuvent compter sur la sincère amitié du Cidr. 

Markus Brudermann,
Chef de la délégation régionale du Cidr à Tunis



شمس FM



تونس الكبرى

101.7 FM

بنزرت
95.7 FM

قفصة

88.7 FM

صفاقس
96.2 FM

الوطن القبلي
106.5 FM

القيروان
107.0 FM

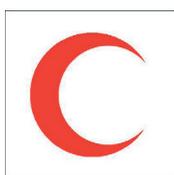
المنستير
90.6 FM

سوسة
93.7 FM



Dr Tahar Cheniti

L'humanitaire, l'humain



Avec calme et sérénité, il avait fait face à la plus grave affluence massive en Tunisie, début 2011, de plus d'un million d'immigrés en provenance de la Libye.

Dr Tahar Cheniti, secrétaire général du Croissant-Rouge tunisien, qui vient de nous quitter à l'âge de 77 ans, était rapidement monté au créneau pour contribuer intensivement à l'organisation des secours et la coordination des différentes interventions. Le camp de Choucha sera un cas d'école.

Fuyant la chute du régime de Kadhafi, Libyens, travailleurs asiatiques, africains et arabes ont franchi la frontière dans des conditions catastrophiques pour se réfugier en Tunisie. Encore sous l'effet du déclenchement de la révolution, notre pays, aux institutions en cours de reconstruction, n'était pas préparé à faire face à pareil drame humanitaire. Dr Cheniti saura mobiliser, coordonner, animer et réduire le calvaire des réfugiés. Ce n'était pas son unique fait d'arme : depuis déjà longtemps, il avait dédié sa vie à l'action humanitaire, au service des humains. Hommage. Son visage souriant est bien familier. Docteur Tahar Cheniti, figure emblématique du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et l'un des premiers médecins de la Tunisie indépendante, nous a quittés le 7 janvier 2017.

Né le 10 octobre 1940 à Kalâa Seghira, où il a poursuivi ses études primaires, il s'est orienté, après le baccalauréat au Lycée de garçons de Sousse, vers des études de médecine à Paris, qu'il a terminées en 1966. Il s'est spécialisé alors dans la médecine du travail. De retour au pays en 1967, il a été recruté par la société de sidérurgie El Fouledh à Menzel Bourguiba



où il s'est vu confier plusieurs responsabilités jusqu'à sa retraite en 2000, dont notamment directeur des affaires sociales et directeur des ressources humaines. L'absence d'un programme de prévention et d'assistance aux nombreuses victimes d'accidents du travail dans cette usine l'a poussé à intégrer en 1968 les structures du Croissant-Rouge tunisien en tant que responsable du secourisme. Par son action, il a réussi à réduire considérablement les accidents du travail et en limiter les conséquences négatives sur les familles des ouvriers. Parallèlement à cette carrière, il a œuvré sans relâche pour les personnes vulnérables et s'est investi dans plusieurs

causes sociales et humanitaires. Il a été entre autres président de l'Association d'aide aux personnes âgées de Menzel Bourguiba, membre des comités nationaux de lutte contre le sida et la grippe, et membre du Conseil national de prévention des accidents de la route.

Dès 1987, son rayonnement en tant que secrétaire général du Croissant-Rouge tunisien dépasse les frontières de la Tunisie. Il a été successivement élu membre du groupe de planification stratégique de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Ficr) qui siège à Genève, membre du comité islamique →



→ du Croissant international, membre du comité de coordination entre sociétés africaines de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et membre du comité consultatif de haut niveau de la Ficr. En 2009, il a été élu membre du conseil d'administration de la Ficr et son mandat a été renouvelé en 2013.

Quand a éclaté la crise libyenne en février 2011, il a dirigé les activités du Croissant-Rouge tunisien d'aide aux demandeurs d'asile, en collaboration avec les autorités tunisiennes, les représentations du mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en Tunisie, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale de la migration et la société civile. Sa présence sur le terrain, auprès des réfugiés du camp de Choucha, a permis

d'optimiser les procédures d'accueil et de prise en charge de centaines de milliers de personnes. Par ses qualités de gestionnaire, son tempérament calme, sa grande capacité d'écoute et son sens du compromis, il a apporté l'expertise nécessaire pour gérer une crise sans précédent pour la Tunisie.

Marié et père de quatre enfants, Si Tahar s'est dévoué à la lutte contre les injustices et à la défense des principes humanitaires fondamentaux. Pendant plus d'un demi-siècle, il a consacré tous ses efforts à aider les personnes les plus démunies à vivre dignement. Son œuvre restera dans la mémoire de tous les Tunisiens, plus que jamais concernés par les défis de l'égalité et de la justice sociale. Paix à son âme. **I.C.**

I.C.

«Donner à ceux qui n'ont rien la chance de retrouver leur humanité»

Ta disparition prive le Croissant-Rouge tunisien de sa cheville ouvrière et la Tunisie de l'un de ses grands serviteurs. Aussi, la grande famille de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge perd un volontaire exemplaire qui, depuis plus de cinquante ans, fut l'une de ses figures les plus attachantes.

Tu as mis toute ta rigueur et ton intégrité au service de notre Tunisie, tout en développant avec finesse et diplomatie la présence du Croissant-Rouge

tunisien au sein de la grande famille humanitaire internationale.

Tu as aimé l'action humanitaire avec passion. Si tu l'as tant aimée, c'est parce qu'elle était à tes yeux le dernier rempart contre la barbarie, le dernier refuge de ceux qui n'ont rien : les laissés-pour-compte, les *z'warwa*, les victimes ! Si tu as été aussi attaché au Croissant-Rouge tunisien et à son action, si tu l'as défendu avec autant de force, c'est

parce que rien n'était plus important pour toi que de donner à ceux qui n'ont rien la chance de retrouver leur humanité. Je salue en toi l'homme de conviction et de caractère, le maître et le grand frère, qui s'est toujours distingué par une personnalité marquante et un attachement indéfectible aux plus nobles principes humanitaires.

Repose en Paix !

Ton ami, Mohamed Abdelmajid Ben Ahmed **I.C.**



HYUNDAI

NEW THINKING.
NEW POSSIBILITIES.

DÉCOUVREZ LA NOUVELLE GAMME UTILITAIRE DE HYUNDAI **H350**



MUSE



 N° Vert **80 10 25 25**

www.sotudis.com.tn

SOTUDIS
Chemin de réussite

Le vieil homme et la Rolls

Billet

“ L a présidence a vendu la Rolls Royce de Bourguiba ! L'information a enflammé les réseaux sociaux au point de décider le président Caïd Essebsi à paraître sur une vidéo à côté de la voiture en question pour la démentir. Cette affaire lui offre l'occasion d'appeler les journalistes «à ne pas distraire les Tunisiens des vrais problèmes avec des bobards». Visiblement agacé par le caractère récurrent des rumeurs, le président a mis le doigt sur les causes du malheur tunisien. A travers sa personne, c'est l'Etat ou ce qu'il en reste qui est visé par des attaques souvent personnelles et au ras des caniveaux. Un président de la République, quels que soient les griefs qu'on peut avoir contre lui, a droit au respect d'autant plus qu'il est le symbole de l'Etat. En cherchant le buzz à tout prix, on ne détourne pas seulement le Tunisien de ses problèmes, on donne au pays une mauvaise image et on porte un coup fatal à l'économie du pays. L'autre jour, la présidente de l'Utica était l'invitée d'une radio privée. Avant de lui donner la parole, le journaliste donne un aperçu de l'actualité du jour où il n'est question que d'inondations, de sit-in, de grèves, de contrebande et de démantèlement de réseaux terroristes qui s'apprêtaient à passer à l'action, avant de poser ses questions : pourquoi les investisseurs étrangers boudent la Tunisie ? Réponse : comment voulez-vous qu'ils viennent après tout ce que vous venez de dire ? Effectivement, à moins d'aimer les sensations, ils n'ont aucune raison de venir.

Est-on conscient du risque qu'on fait courir au pays en livrant constamment la plus haute autorité de l'Etat à l'opprobre publique et en cherchant à tout prix à faire peur en présentant la Tunisie comme une vallée de larmes ? Car ce risque est bien réel : c'est le délitement de l'Etat et tout ce qui en découle. D'autant plus que d'autres parties y œuvrent avec un zèle forcé.

En janvier 2011, quelques jours à peine après le départ de Ben Ali, un ministre du nouveau gouvernement contacta des responsables syndicaux pour leur demander ce qu'il fallait faire avec les sit-inneurs de la Kasbah. La réponse de l'un d'eux sonna comme une injonction:

«*Ne faites rien avant qu'on ne vous le dise*» (ما تعملو حتى شئ حتى نقولولكم). Cet ascendant pris par l'Uggt sur l'Etat au lendemain de la révolution aura des conséquences terribles qui ne se dissiperont pas avant longtemps. Il a été l'élément déclencheur d'un processus de délitement de l'Etat tunisien que ni les élections d'octobre 2011, ni celles d'octobre et de novembre 2014, ni même les appels à l'allure incantatoire de Béji Caïd Essebsi à propos de la restauration du prestige de l'Etat ne semblent en mesure d'arrêter. Avant la révolution, les syndicats avaient certes joué un rôle politique important, prenant une part active à la résistance au côté des destouriens. Bien plus, Farhat Hached a été le véritable chef de la lutte nationale lorsque les dirigeants nationalistes étaient en détention, mais la centrale ouvrière n'a jamais perdu de vue sa vocation originelle qui est celle de défendre les intérêts des salariés.

Aujourd'hui, nous ne sommes même pas en présence d'un partenariat égal entre l'Etat et les syndicats —ce qui aurait été au fond une très bonne chose pour le pays—, mais de rapports de domination/soumission, comme l'a démontré le bras de fer de l'automne dernier entre le gouvernement et les syndicats à propos des augmentations de salaires. Ils faisaient peine à voir, ces représentants du gouvernement, anciens syndicalistes, affichant un profil bas, venus solliciter de leurs anciens collègues, sûrs d'eux-mêmes et dominateurs, un moratoire pour les augmentations salariales. Ils ne l'obtiendront pas, malgré leurs objurgations. On ne brave pas impunément les nouveaux maîtres du pays. Réagissant un jour à une déclaration du président de la République, le porte-parole de l'Uggt a déclaré que ces «*propos n'engageaient que leur auteur*», ce qui en dit long sur les nouveaux rapports de force dans le pays. Plus rien ne pourra se faire désormais sans l'accord des syndicats et a fortiori contre eux.

Par la grâce de la révolution, on est passé en quelques années de l'Etat Léviathan au non-Etat. ■

H.B.

• Par Hédi Béhi

